

**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DE LA
CONDITION FÉMININE**

✧ **Volet Condition féminine** ✧



**Demande de
renseignements
particuliers**



2007-2008

Étude des crédits 2007-2008**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE****Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 1 - **Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :**
 - a. date et contexte de création;
 - b. objectifs poursuivis;
 - c. nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV;
 - d. indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
 - e. indiquer le budget dévolu.
2. **Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1^{er} mai 2004 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.**
- 3 - **Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.**
- 4 - **Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2006-2007, indiquer :**
 - a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
 - d. leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
- 5 - **Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.**
- 6 - **Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.**
- 7 - **Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre années précédentes.**
- 8 - **Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2004-2005, 2005-2006 et pour 2006-2007.**
- 9 - **Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007.**

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 10 - **Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :**
 - a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
- 11 - **Liste et copie de tous les sondages commandés en 2006-2007 incluant les coûts.**
- 12 - **Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.**
- 13 - **Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires déposés au Conseil des ministres en 2006-2007 et qui ont transité par le Secrétariat à la condition féminine.**
- 14 - **Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et prévisions des besoins d'effectifs pour 2007-2008.**
- 15 - **Suivi détaillé donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.**
- 16 - **Liste des travaux effectués en 2006-2007 et ventilation des sommes liées au rapport de Jean Bernier, *Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel*. Prévisions des travaux et des sommes qui s'y rattacheront pour 2007-2008.**
- 17 - **Liste des nominations de femmes pour des postes de cadre, de professionnelle, de sous-ministre en titre, adjointe et associée pour l'année 2006-2007 dans la fonction publique et parapublique québécoise. Date d'entrée en fonction et durée du mandat.**
- 18 - **Nombre total de juges au 31 mars 2007 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.**
- 19 - **Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conférences régionales des élus, dans les commissions scolaires et dans les conseils municipaux.**
- 20 - **Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2006-2007. Cibles visées pour 2007-2008.**

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 21 - Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints dirigeants d'organismes pour l'année 2006-2007.
- 22 - Liste des organismes ayant reçu une subvention et ventilation des sommes accordées en 2006-2007 pour le programme *À égalité pour décider*.
- 23 - Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'ADS s'est appliquée en 2006-2007. Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'ADS. Résultats de cette analyse.
- 24 - Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.
- 25 - Bilan détaillé et ventilation annuelle des mesures et sommes accordées depuis 2000 en lien avec la Marche mondiale des femmes. Ventilation spécifique à 2006-2007 et ventilation pour 2007-2008.
- 26 - Liste et copie des documents publiés par le Secrétariat à la condition féminine en 2006-2007.
- 27 - Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2006-2007 et bilan détaillé par catégorie d'action des dépenses liées au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Dépenses en publicité sur la violence conjugale pour 2006-2007 et nom de la publicité.
- 28 - Études, avis, analyses, recommandations à l'égard du système de perception des pensions alimentaires.
- 29 - Bilan des actions engagées afin que la pension alimentaire reçue par les bénéficiaires de l'aide financière ne soit plus comptabilisée comme un revenu. Détails financiers de cette mesure.
- 30 - Liste des organismes voués à l'accueil et l'intégration des femmes immigrantes.
- 31 - Bilan du comité de travail interministériel qui a pour mandat « d'examiner les mesures de protection des droits accordés aux femmes migrantes victimes de trafic ». Liste des membres, nombre de rencontres tenues depuis sa création, copie des documents produits et échéancier.
- 32 - Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 33 - Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVAC pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
- 34 - Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2006-2007. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2007-2008 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2007-2008 en lien avec cette politique.
- 35 - Ventilation détaillée des sommes accordées en 2006-2007 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2007-2008.
- 36 - Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.
- 37 - Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2006-2007. Ressources financières prévues pour 2007-2008. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Copie des critères de financement.
- 38 - Bilan des mesures appliquées en 2006-2007 pour sensibiliser les jeunes à la violence. Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2007-2008.
- 39 - Sommes accordées en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, sous réserve d'approbation des crédits, des sommes accordées pour le soutien aux organismes communautaires oeuvrant auprès des hommes violents. Liste détaillée des organismes.
- 40 - Bilan des mesures de soutien pour les mères adolescentes et ventilation des sommes qui y sont rattachées pour 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.
- 41 - Copie de tous les documents relatifs aux grossesses précoces produits en 2006-2007.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 1 - **Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007.**
2. **Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :**
 - a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
- 3 - **Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat pour les trois dernières années et prévisions des besoins d'effectifs pour 2007-2008.**
- 4 - **Liste des effectifs du Conseil du statut de la femme ventilés par région pour les trois dernières années et prévisions pour 2007-2008.**
- 5 - **Nombre total de juges au 31 mars 2007 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.**
- 6 - **Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conseils régionaux de développement (avant leur abolition), aux conférences régionales des élus, dans les commissaires scolaires et dans les conseils municipaux.**
- 7 - **Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2006-2007. Cibles visées pour 2007-2008.**
- 8 - **Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints dirigeants d'organismes pour l'année 2006-2007.**
- 9 - **Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'ADS s'est appliquée en 2006-2007. Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'ADS. Résultats de cette analyse.**
- 10 - **Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.**

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**Demande de renseignements particuliers
de l'aile parlementaire du Parti québécois**

- 11 - Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2006-2007 et bilan détaillé par catégorie d'action des dépenses liées au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Dépenses en publicité sur la violence conjugale pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 et nom de la publicité.
- 12 - Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
- 13 - Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVAC pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
- 14 - Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2006-2007. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2007-2008 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2007-2008 en lien avec cette politique.
- 15 - Ventilation détaillée des sommes accordées en 2006-2007 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2007-2008.
- 16 - Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.
- 17 - Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2006-2007. Ressources financières prévues pour 2007-2008. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Copie des critères de financement.
- 18 - Bilan des mesures appliquées en 2006-2007 pour sensibiliser les jeunes à la violence. Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2007-2008.
- 19 - Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 1- **Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :**
- a. date et contexte de création;
 - b. objectifs poursuivis;
 - c. nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV;
 - d. indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
 - e. indiquer le budget dévolu.

Aucun OSBL n'a été créé en lien avec cette question.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 2- Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1^{er} mai 2004 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Aucun document n'a été produit par le ministère en lien avec cette question.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 3- Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

- **Comité interministériel du projet mobilisateur « Le soutien à la progression des Québécoises dans les sciences et l'innovation technologique »**

Mandat : Élaboration d'un plan d'action interministériel en vue de favoriser et de soutenir la progression des Québécoises en sciences et en technologies.

Ce comité est coordonné par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Il est composé des représentantes d'Emploi-Québec, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère des Transports et du Secrétariat à la jeunesse. Le Secrétariat à la condition féminine offre un soutien technique.

Note : Il s'agit de la deuxième phase de ce comité créé en 2002, dont la première réalisation a été de dresser un portrait quantitatif et qualitatif de la progression des Québécoises dans les sciences de l'innovation technologique pour la période 1993-2003.

- **Groupe de travail portant sur la protection sociale des personnes salariées d'agence de placement du personnel**

Mandat : Faire le point sur les pratiques contractuelles de l'industrie du placement temporaire et proposer des solutions aux iniquités constatées en ce domaine.

Le groupe de travail est présidé par le ministère du Travail et composé, entre autres, des personnes mandatées par le Conseil du patronat du Québec, l'Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel, l'organisme Au Bas de l'échelle, la Fédération des femmes du Québec et le Secrétariat à la condition féminine qui siège en tant que membre observateur. Aucune date butoir n'a été avancée pour la réalisation des travaux.

- **Comité interministériel concernant les réalités masculines**

Mandat : Analyser et voir à l'opérationnalisation des recommandations du rapport Rondeau. Au terme de ces travaux, le comité produira un rapport et présentera des recommandations.

Le groupe de travail est présidé par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Il est composé des personnes mandatées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère de la Justice, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Sécurité publique et le Secrétariat à la condition féminine. Aucune date butoir n'a été avancée pour la réalisation des travaux.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

▪ **Comité interministériel sur l'action communautaire**

Mandat : Mettre en œuvre le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire dans une démarche d'harmonisation, de cohérence et de simplification.

Le comité interministériel sur l'action communautaire est présidé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS). Il est composé des personnes mandatées par les ministères concernés par le financement de groupes communautaires.

▪ **Comité interministériel sur l'analyse différenciée selon les sexes au gouvernement du Québec**

Mandat : Soutenir les projets d'ADS, concevoir une approche gouvernementale répondant à la fois au principe de l'égalité entre les sexes et à l'amélioration des services publics à la population, réaliser une instrumentation pertinente pour le personnel concerné de la fonction publique et proposer au comité directeur un plan d'action pour introduire progressivement l'ADS dans les ministères et organismes ainsi que dans les instances locales et régionales.

La coordination du comité interministériel est assurée par le Secrétariat à la condition féminine. Il est composé des ministères et organismes qui intègrent l'ADS au sein d'un projet ainsi que l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et le ministère du Conseil exécutif (MCE).

Note : La politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* lancée en 2006 donne un nouveau souffle à l'ADS et vise, entre autres, à ce que les organisations gouvernementales ainsi que les instances locales et régionales intègrent, dans leurs façons de faire et leurs décisions, la préoccupation de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est prévu d'appliquer l'ADS à au moins quinze projets, programmes ou mesures qui ont des répercussions sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

▪ **Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle**

Mandat : Coordonner le suivi de la mise en œuvre de la *Politique d'intervention en matière de violence conjugale ; prévenir, dépister, contrer* et des *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle* ainsi que des plans d'action s'y rattachant.

La coprésidence du comité interministériel est assurée par le ministère de la Justice et le Secrétariat à la condition féminine. Il est composé des représentants et représentantes des ministères et organisme suivants : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (deux personnes), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (une personne), ministère de la Famille et des Aînés (une personne), ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (une personnes), ministère de la Justice (une personne), ministère de la Santé et des Services sociaux (deux personnes), ministère de la Sécurité publique (deux personnes), ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (deux personnes) et le Secrétariat aux affaires autochtones (une personne).

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle comprend par ailleurs plusieurs sous-comités : le sous-comité sur l'évaluation de la dangerosité, le sous-comité conseil sur la campagne de sensibilisation à la violence conjugale, le sous-comité sur l'entente multisectorielle et le sous-comité sur la traite des femmes migrantes. Un tableau du mandat et de la composition de chacun de ces sous-comités est par ailleurs disponible en annexe.

- **Groupe de travail chargé d'évaluer le Régime québécois d'indemnisation d'actes criminels**

Mandat : Définir les fondements, la nature, les caractéristiques et les objectifs d'un régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels; examiner la liste des actes criminels couverts, les critères et conditions d'admissibilité, les modalités d'indemnisation du préjudice pour assurer un traitement équitable des victimes; recommander, le cas échéant, des scénarios de modification au régime avec des estimés des coûts.

La présidence du comité est assurée par M^e Madeleine Lemieux, membre du Barreau. Il est composé des représentants et représentantes du ministère de la Justice, du ministère de la Santé et des Services sociaux et du Secrétariat à la condition féminine.

- **Comité de suivi de la mise en œuvre de la nouvelle disposition législative concernant la possibilité de résilier un bail pour des motifs de violence conjugale ou d'agression sexuelle**

Mandat : S'assurer que les victimes de violence conjugale ou d'agression sexuelle dont la vie demeure menacée puissent se prévaloir de cette nouvelle disposition, et cela, dans l'ensemble des régions du Québec.

Le Secrétariat à la condition féminine du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine agit à titre d'expert-conseil au sein de ce comité. Des représentants du ministère de la Justice, du ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que des principaux groupes de femmes directement concernés par la violence conjugale et les agressions à caractère sexuel sont membres de ce groupe de travail.

- **Réseau des responsables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**

Mandat : Conseiller les autorités afin que les ministères concernés intègrent la préoccupation du respect des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans ses activités, ses programmes et ses services. On s'assure également de la réalisation des engagements pris par les différents ministères ou organismes dans le cadre du plan d'action gouvernemental 2007-2010.

La coordination du réseau des responsables est assurée par le Secrétariat à la condition féminine. Le réseau est composé des représentantes et représentants de 31 ministères et organismes gouvernementaux. Les responsables du réseau sont désignés par les autorités des ministères et organismes engagés dans la progression de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces personnes assurent la liaison avec le SCF.

LES SOUS-COMITÉS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL

N°	MANDAT	MEMBRES
1. SOUS-COMITÉ SUR L'ÉVALUATION DE LA DANGÉROSITÉ	<p>Produire un état de situation sur les outils d'évaluation de la dangerosité disponibles ou en élaboration en territoire nord-américain, en se penchant sur les deux volets : conjoints violents et agressions sexuelles. (P.-V. N° 030408-003.)</p> <p>Modifications apportées au mandat (réunion des sous-ministres 13-12-05) :</p> <ul style="list-style-type: none"> chaque ministère concerné se penche sur l'évaluation du risque de récurrence des personnes trouvées coupables d'infractions commises dans un contexte de violence conjugale et d'agression sexuelle et demeure responsable de mettre en place des moyens adaptés à la client qu'il dessert. un état de situation sur les actions entreprises dans chacun des ministères sera toutefois produit. Il sera déposé au comité interministériel afin que celui-ci statue sur les suites à donner. <p>Date de création : 8 avril 2003 Durée du mandat : indéterminée Référence : mesure 67 du Plan d'action violence conjugale</p>	<p>Claudia Lévesque (prés) MSP Martine Bérubé (sec) MJQ Lucie Vézina MSSS</p>
2. SOUS-COMITÉ CONSEIL SUR LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À LA VIOLENCE CONJUGALE	<p>Conseiller les directions des communications (MJQ et MFACF) et la firme de publicité quant au contenu du message publicitaire à être produit.</p> <p>Date de création : 20 avril 2005 Durée du mandat : indéterminée Référence : mesure 4 du Plan d'action violence conjugale</p>	<p>Martine Bérubé MJQ Hélène Cadrin SCF Lucie Vézina MSSS Diane Prud'homme RPMHTFVC Robert Ayotte Accord Mauricie</p>
3. SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2004-2009 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE - VOLET AUTOCHTONE	<p>Assurer la mise en œuvre de l'ensemble des engagements contenu au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale pour le volet autochtone.</p> <p>Date de création : 24 mai 2005 Durée du mandat : indéterminée Référence : Plan d'action violence conjugale : Volet autochtone</p>	<p>Jacques Prigent (prés) MJQ Ana-Marina Ionescu (sec) MJQ Chantal Latour SAA Josée Laroche MSSS Nancy Aubin BAVAC Claudia Lévesque MSP Natalie Rosebush MSSS Nathalie Savard MSP</p>
4. SOUS-COMITÉ SUR L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	<p>Fournir une évaluation de la mise en œuvre et de l'application de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique.</p> <p>Date de création : 13 décembre 2005 Durée du mandat : indéterminée Référence : Mesure 49 Plan d'action agression sexuelle</p>	<p>Line Bérubé (prés) MSSS Rachel Boivin MJQ Charlaine Jean MELS Nancy Trépanier MFACF Annie-Ève Girard MSSS Louise Motard MSP</p>
5. SOUS-COMITÉ SUR LA TRAITE DES FEMMES MIGRANTES	<p>Examiner les mesures de protection des droits accordés aux femmes migrantes victimes de trafic, et ce, dans le respect des compétences du gouvernement du Québec et examiner les possibilités de négocier une entente avec le gouvernement fédéral sur cette question.</p> <p>Date de création : 17 octobre 2005 Durée du mandat : non déterminée. Référence : Marche mondiale des Femmes 2005</p>	<p>Martine Bérubé (prés) MJQ Ana-Marina Ionescu (sec) MJQ Hélène Cadrin MFACF Hélène Simon MSP Denyse Beaudry MICC Chantal Drolet MICC Josée Laroche MSSS</p>

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 4- Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2006-2007, indiquer :
- a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
 - d. leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Non pertinent.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle

5- Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Trois employées à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance n'ont pas été renouvelées par le Secrétariat à la condition féminine.

Nombre d'employées	Raison du non-renouvellement
2	Fin de contrat
1	Fin de contrat devancé à la demande de l'employée

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 6- Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Aucune employée occasionnelle n'a été congédiée.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

7- Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre années précédentes.

Année financière	Nombre d'employées occasionnelles	Pourcentage d'employées occasionnelles
2006-2007	2	9 %
2005-2006	1	5 %
2004-2005	0	0 %
2003-2004	0	0 %

Pour l'année 2002-2003, les données concernant le Secrétariat à la condition féminine ne sont pas disponibles. Elles sont intégrées au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 8- Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2004-2005, 2005-2006 et pour 2006-2007.

Aucun employé occasionnel n'est devenu permanent pour 2005-2006 et 2006-2007.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 9- Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation
détaillée des compressions demandées par le Conseil du
trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa
juridiction pour l'année 2006-2007.

Non pertinent.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 10- **Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :**
- a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine. Voir fiche du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 11- Liste et copie de tous les sondages commandés en 2006-2007
incluant les coûts.

Ces données sont fournies dans les demandes de renseignements généraux.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle

12- Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

DOCUMENTS	TRADUCTEUR OU TRADUCTRICE	COÛT
Communiqué – Parité dans les conseils d'administration des sociétés d'État	Nicole Kennedy	88,20 \$
Titres politique égalité	Marie-Catherine Chiasson	68,88 \$
Les documents de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes	Nicole Kennedy et Élyse Boyer	2 930,61 \$ 4 096,47 \$ 1 324,47 \$ 1 747,20 \$ 199,29 \$ 1 103,55 \$
Dépliant Contrer la violence conjugale – modifications	Nicole Kennedy	172,20 \$
Mot de la ministre, lancement de la politique	Anglocom	50,00 \$
Sexualisation	Jocelyne Bourgault	1 194,25 \$
Total		12 975,12 \$

Aucun contrat n'a été attribué pour l'année financière 2006-2007.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 13- Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires déposés au Conseil des ministres en 2006-2007 et qui ont transité par le Secrétariat à la condition féminine.

Un seul mémoire a transité par le Secrétariat à la condition féminine :

- Journée d'échanges sur invitation de la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine au sujet du projet de politique gouvernementale en vue de l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Madame Carole Thériault
Ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

19 avril 2006

OBJET : Journée d'échanges sur invitation de la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine au sujet du projet de politique gouvernementale en vue de l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- EXPOSÉ DE LA SITUATION

La *Politique en matière de condition féminine Un avenir à partager...* adoptée par le gouvernement libéral en 1993 avait un horizon de dix ans et a été prolongée jusqu'à l'adoption d'une nouvelle politique. En février 2004, M^{me} Michelle Courchesne, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, responsable de la Condition féminine, a confié au Conseil du statut de la femme un mandat à deux volets : celui de définir un concept d'égalité le plus large possible qui pourrait être applicable en contexte québécois et celui de produire un avis sur les orientations et les priorités menant à une politique gouvernementale dans laquelle seront recherchées une participation plus engagée et des alliances plus soutenues avec l'ensemble des acteurs de la société.

L'avis *Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes*, déposé le 4 novembre 2004 à l'Assemblée nationale, dresse le bilan des avancées réalisées par les Québécoises au cours des trente dernières années ainsi que des inégalités qui persistent encore. Il propose ensuite une stratégie gouvernementale qui comporte trois leviers et sept orientations susceptibles de favoriser l'égalité de fait entre les femmes et les hommes.

L'invitation à un large débat public en commission parlementaire sur l'avis du Conseil du statut de la femme a suscité un vif intérêt au sein de la population du Québec. Rappelons que 107 mémoires ont été déposés au Secrétariat de la Commission des affaires sociales (CAS) et 75 mémoires ont été présentés devant les membres de la Commission des affaires sociales, laquelle a déposé son rapport à l'Assemblée nationale le 9 décembre 2005.

C'est la première fois dans l'histoire du Québec que la population a été appelée à se prononcer sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre d'une consultation générale de l'Assemblée nationale.

En tenant compte des résultats des travaux de la commission parlementaire et des recommandations du rapport de la Commission des affaires sociales, le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine travaille actuellement à élaborer la nouvelle politique gouvernementale en vue de l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et le plan d'action pour sa mise en œuvre qui devraient être rendus publics en octobre prochain.

De plus, le premier ministre, dans son discours inaugural du 14 mars 2006, a énoncé sa volonté d'intensifier les actions du gouvernement « pour l'atteinte de l'égalité de fait entre les femmes et les hommes dans la société québécoise » et son intention de maintenir le leadership du Québec par l'adoption de cette nouvelle politique.

Lors de la consultation en commission parlementaire, de nombreux groupes ont demandé à la ministre d'être consultés à nouveau sur le projet de politique gouvernementale. Le rapport des parlementaires de la CAS a recommandé de soumettre le projet de politique à un processus de consultation.

2- LOIS EXISTANTES

Au cours des dernières décennies, de nombreuses lois ayant une incidence particulière sur le droit à l'égalité et notamment sur les droits des femmes ont été adoptées ou modifiées par le gouvernement du Québec pour assurer de façon plus certaine le respect du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La Charte des droits et libertés de la personne (L.Q., 1975, c. 6) constitue l'assise juridique du droit à l'égalité au Québec. L'article 10 de la Charte reconnaît explicitement ce droit de même qu'il en précise le sens et la portée.

D'autres lois viennent préciser le droit à l'égalité comme la Loi sur l'équité salariale, la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi, la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (article 99).

3- SOLUTION POSSIBLE

Lors de la clôture des travaux de la commission parlementaire, la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine a rappelé que la nouvelle politique retiendra les grandes thématiques discutées dans le cadre des consultations, c'est-à-dire :

- a. la transformation des rôles sociaux par la lutte aux stéréotypes féminins et masculins;
- b. l'égalité économique, dans le contexte d'une économie ouverte et mondialisée;
- c. la reconnaissance de la parentalité et du soutien aux personnes dépendantes;
- d. la santé et le bien-être, en s'assurant que les services soient adaptés aux réalités des femmes et des hommes;
- e. l'intégrité, la sécurité et la dignité, en luttant contre la violence faite aux femmes;
- f. l'exercice du pouvoir et la participation sociale en toute égalité pour les femmes et les hommes sur les plans national, régional et local;
- g. et finalement, l'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes dans les ministères et organismes du gouvernement.

Le projet de politique regroupe l'ensemble de ces thématiques selon cinq grandes orientations déterminantes pour l'atteinte de l'égalité recherchée, à savoir : l'autonomie économique (qui inclut le point c., lié à la reconnaissance de la parentalité et au soutien aux personnes dépendantes), les femmes comme partenaires du développement du Québec et de ses régions (qui inclut le point f., l'exercice du pouvoir et la participation sociale sur les plans national, régional et local), l'élimination des stéréotypes sexistes, la sécurité dans tous les milieux de vie et l'amélioration de la santé et du bien-être.

Conformément au plan stratégique du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine et aux recommandations des parlementaires, la nouvelle politique propose l'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) au sein des processus du gouvernement afin d'avoir une meilleure connaissance des réalités différenciées des femmes et des hommes et d'éclairer les décisions pour des solutions adaptées pour les deux groupes. L'objectif est de faire en sorte que, d'ici la fin 2008, les ministères et organismes intègrent dans au moins quinze politiques, programmes, réformes ou services gouvernementaux cet outil de gestion pour améliorer la qualité des services publics aux Québécoises et aux Québécois.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la politique, des rencontres avec les sous-ministres concernés ont eu lieu en avril 2006. Le résultat de cette tournée ministérielle se traduira par des engagements des ministères sur des actions à poursuivre ou à développer.

Considérant la consultation menée en commission parlementaire en 2005 et considérant l'importance de susciter l'adhésion des partenaires, nous proposons une journée d'échanges sur invitation, qui prendra la forme d'une rencontre avec la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine et des personnes représentantes d'organismes invités. Cette rencontre d'une journée se tiendra à huis clos et aucun document ne sera distribué.

Les objectifs de cette rencontre sont de :

- 1- Présenter sommairement les orientations privilégiées et le processus de mise en œuvre;
- 2- Mesurer le degré d'adhésion au projet de politique (principalement quant au choix des orientations et des priorités retenues);
- 3- Recueillir les commentaires et suggestions des groupes.

Le choix des organismes invités, dont la liste est jointe en annexe, s'est fait en tenant compte des critères suivants :

- 1- La présentation d'un mémoire en commission parlementaire;
- 2- La mission de l'organisme en lien avec les orientations privilégiées par le gouvernement;
- 3- La représentation des groupes qui vivent de multiples discriminations (exemples : femmes handicapées, femmes des communautés culturelles et autochtones).

4- AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA SOLUTION PROPOSÉE

Avantages

Le projet de politique, par les orientations qu'il propose, devrait recevoir un accueil positif puisqu'il recoupe l'ensemble des préoccupations soulevées lors de la consultation publique de la Commission des affaires sociales. De plus, le fait d'aller prendre le pouls des groupes les plus directement concernés à cette étape de l'élaboration de la politique présente l'avantage de pouvoir encore bonifier le projet tout en donnant l'occasion d'en préciser les limites.

Par ailleurs, le plan d'action pour sa mise en œuvre étant en cours d'élaboration, les échanges permettront de mieux le baliser.

Inconvénient

Finalement, la durée de l'échange (une journée) oblige à limiter le nombre de groupes et à cibler ceux les plus directement concernés sur la base de leur expertise.

5- ANALYSE COMPARATIVE

Le gouvernement fédéral a adopté, en 1995, *À l'aube du XXI^e siècle : Le plan fédéral pour l'égalité entre les sexes*. Ce plan vise à appuyer les engagements pris par le gouvernement en matière d'égalité et s'inscrit dans une démarche destinée à accélérer cette avance. Ce plan confirme le rôle du gouvernement dans un vaste partenariat avec la société pour atteindre les objectifs d'égalité recherchés. Une consultation pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, incluant l'analyse comparative entre les sexes, a été menée dans toutes les provinces par l'instance fédérale responsable au gouvernement du Canada, soit Condition féminine Canada.

Sur la scène internationale, les gouvernements chefs de file concernant les instruments juridiques et les mécanismes institutionnels pour favoriser l'atteinte de l'égalité entre les sexes sont sans conteste les pays scandinaves : la Suède, le Danemark, la Finlande et la Norvège. Tous ces pays ont adopté des législations pour l'élimination de la discrimination systémique et pour faire la promotion de l'égalité entre les sexes dans tous les domaines d'activité.

La France a adopté un instrument structurant en 2004, la Charte de l'égalité *Pour l'égalité des hommes et des femmes, la France s'engage* qui contient près de trois cent engagements.

L'Angleterre a mené une consultation sur le document réalisé en octobre 2005, *Advancing Equality for Men and Women : Government proposals to introduce a public sector duty to promote gender equality*. Ce gouvernement reconnaît que pour atteindre l'égalité de fait, des instruments juridiques et des actions gouvernementales sont encore nécessaires et il mène une consultation pour connaître les meilleures décisions à prendre pour éliminer la discrimination et pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

D'autres gouvernements comme ceux de la Belgique, de la Nouvelle-Zélande, de l'Espagne et de l'Australie ont adopté des stratégies d'interventions (politiques ou autres) et mènent aussi des actions en matière d'égalité visant l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes.

6- ACTIVITÉ RÉGLEMENTAIRE

Ne s'applique pas.

7- IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Ne s'applique pas à cette étape de validation.

8- RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

La solution proposée n'a aucune incidence sur les relations intergouvernementales puisque ces activités relèvent essentiellement de la compétence du gouvernement du Québec.

9- IMPLICATIONS TERRITORIALES

Ne s'applique pas.

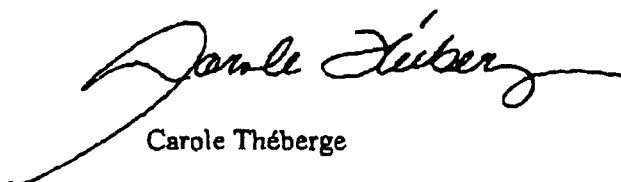
10- IMPLICATIONS SUR LES JEUNES

La représentation des jeunes a été prise en considération dans la sélection des groupes et organismes invités.

11- CONSULTATION ENTRE LES MINISTÈRES

Outre les rencontres avec les sous-ministres les plus directement concernés, le Ministère travaille en étroite collaboration avec le réseau gouvernemental des responsables de la condition féminine qui regroupe plus de vingt ministères et organismes.

La ministre de la Famille, des Aînés
et de la Condition féminine,



Carole Thériault

ANNEXE

Les principales recommandations du rapport de la Commission des affaires sociales sont :

- que l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) soit systématisée dans les pratiques gouvernementales et soit généralisée dans tout l'appareil de l'État;
- que le gouvernement réalise une grande campagne d'éducation et de sensibilisation à long terme pour éliminer la violence faite aux femmes;
- que le gouvernement maintienne les structures actuelles en condition féminine : le Conseil du statut de la femme et sa structure de bureaux régionaux, avec son double mandat de conseil auprès du gouvernement et de promotion et d'information auprès de la population; et le Secrétariat à la condition féminine, avec son mandat de soutien au développement des actions gouvernementales et son réseau de responsables de la condition féminine dans les ministères et organismes;
- que la ministre de la Condition féminine veille à l'élaboration d'une nouvelle politique pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu'un plan d'action pour en assurer la mise en œuvre;
- qu'il y ait un processus de consultation sur ce projet de politique;
- que la future politique souligne les problèmes qui affectent les femmes doublement discriminées ou victimes de multiples discriminations et qu'elle avance des solutions;
- qu'un système obligatoire de reddition de comptes annuelle des priorités d'actions et de leur mise en œuvre soit instauré dans tous les ministères et organismes du gouvernement québécois auprès de la ministre ou du responsable de la coordination de l'action gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes afin d'assurer la mise en place concrète des politiques publiques dans ce domaine;
- que la commission parlementaire siège tous les trois ans, plutôt que tous les cinq ans comme le recommande l'avis du Conseil du statut de la femme, afin de permettre que l'exercice d'évaluation de la politique puisse se faire à l'intérieur d'un mandat de gouvernement;
- que soient portées à l'attention des ministères responsables les problématiques soulevées par plusieurs groupes d'hommes, soit le suicide (ministère de la Santé et des Services sociaux), le décrochage scolaire des jeunes garçons (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport) et la question de la garde des enfants, lors des règlements de divorce ou de séparation, devant les tribunaux (ministère de la Justice).

ANNEXE

Liste des organismes

Action des femmes handicapées de Montréal
À cœur d'hommes
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)
Barreau du Québec
Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes
Collectif des femmes immigrantes/Montréal
Collectif Féminisme et Démocratie
Comité femmes vigilantes
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
CRE des Laurentides
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec
Fédération des femmes du Québec (FFQ)
Fédération étudiante universitaire du Québec
Femmes autochtones du Québec inc. (FAQ)
Groupe Femmes, Politique et Démocratie
Institut de recherches et d'études féministes de l'Université du Québec à Montréal (IREF)
L'R des centres de femmes du Québec
Mouvement Desjardins
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale
Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS)
Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec inc.
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec
Réseau hommes Québec
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF)
Syndicat des professionnels et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

Liste des organismes invités comme observateurs

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Conseil de la famille et de l'enfance
Conseil des aînés
Conseil des relations interculturelles
Conseil du statut de la femme
Conseil permanent de la jeunesse
Réseau gouvernemental des responsables de la condition féminine
Secrétariat aux aînés

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 14- Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et prévisions des besoins d'effectifs pour 2007-2008.

Les données sur les effectifs du Secrétariat à la condition féminine sont fournies dans les demandes de renseignements généraux.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 15- **Suivi détaillé donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.**

Le Plan Québec-Régions issu du Sommet des régions de 2003 a été suivi jusqu'en 2004. Le suivi du Plan d'action Québec-Régions, qui était assuré par la Table Québec-Régions, a pris fin avec la signature de deux protocoles d'entente signés à l'issue du Forum des générations le 14 octobre 2004.

Le premier protocole, signé avec les unions municipales, porte sur la décentralisation et le second, signé avec les présidents des CRE, porte sur les trois volets de la régionalisation, soit la décentralisation, la régionalisation administrative et l'adaptation et la modulation de l'action des ministères aux particularités des régions.

Dans le volet destiné à « Favoriser la participation des femmes au développement régional » (engagement 11.15), le Secrétariat à la condition féminine était responsable de la mesure suivante :

Reconduire le financement des organismes communautaires femmes dans le cadre du programme *À égalité pour décider* à compter de 2004-2005.

Le programme doté d'un million de dollars par année a été reconduit pour trois années à compter de 2005.

Pour les sommes versées dans le cadre du programme *À égalité pour décider*, de 2004-2005 à 2007-2008, voir les tableaux en annexe.

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 01 : Bas-Saint-Laurent

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Centre de femmes de la Mitis	—	19 900 \$	15 896 \$	
Centre de femmes de la Vallée de la Matapédia	—	9000 \$*	9000 \$*	9000\$*
Centre des femmes du Ô Pays	—	—	—	
Centre des femmes du Témiscouata	18 600 \$	16 750 \$	18 267 \$	
Centre-Femmes Catherine-Leblond	18 600 \$	18 250 \$	15 255 \$	
La Maison des femmes de la région de Rimouski	—	—	—	
Regroupement des femmes de la région de Matane	13 600 \$	14 500 \$*	15 000 \$*	18 500 \$*
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	27 600 \$	18 000 \$*	17 500 \$*	24 000 \$*
TOTAL :	78 400 \$	96 400 \$	90 918 \$	

* Projets pluriannuels

¹ Les montants inscrits pour 2007-2008 sont les subventions octroyées aux projets pluriannuels; les montants pour les projets annuels seront connus en juillet 2007.

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 02 :Saguenay–Lac-Saint-Jean

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Centre de femmes La Source	24 600 \$	—	—	
Centre de femmes Mieux-Être de Jonquière	—	17 500 \$*	18 000 \$*	20 500 \$*
Femmes et développement régional 02	—	—	—	
Ligue des droits et libertés Saguenay–Lac-Saint-Jean	—	22 500 \$	—	
Syndicat des agricultrices du Saguenay–Lac-Saint-Jean	—	8200 \$	—	
Table de concertation RECIF-02	—	29 500 \$	19 863 \$	
TOTAL :	24 600 \$	77 700 \$	37 863 \$	

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 03 : Capitale-Nationale

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Association des femmes de carrière du Québec métropolitain	—	—	—	
Association YWCA	14 100 \$	18 000 \$*	17 500 \$*	21 000 \$*
Centre d'amitié autochtone de Québec	—	14 500 \$*	14 000 \$*	21 500 \$*
Centre des femmes de Charlevoix	—	—	—	
Centre international des femmes	10 000 \$	—	17 704 \$	
Centre-Femmes aux Plurielles	—	18 000 \$*	17 000 \$*	22 000 \$*
Comité d'économie sociale de Portneuf	—	—	—	
Groupe Femmes, Politique et Démocratie ²	23 600 \$	Voir note	Voir note	
Maison communautaire de Missinak	24 100 \$	17 000 \$*	18 000 \$*	20 000 \$*
Partenaires Entr'Elles	—	—	—	
Regroupement des groupes de femmes de la région 03	23 600 \$	18 000 \$*	18 000 \$*	22 000 \$*
TOTAL :	95 400 \$	85 500 \$	102 204 \$	

* Projets pluriannuels

² Depuis 2005-2006, Groupe Femmes, Politique et Démocratie est inscrit dans les organismes nationaux.

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 04 : Mauricie

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Centre de femmes l'Héritage	9100 \$	24 200 \$	—	
Femmes de Mékinac	—	—	—	
La Gazette de la Mauricie	—	—	27 735 \$	
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	27 600 \$	18 000 \$*	18 000 \$*	24 000 \$*
TOTAL :	36 700 \$	42 200 \$	45 735 \$	

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 05 : Estrie

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Centre de femmes de la MRC du Granit	—	—	—	
Centre pour femmes immigrantes	20 600 \$	10 000 \$*	7 500 \$*	
ConcertAction Femmes Estrie	—	—	—	
Coopérative de solidarité Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit	13 600 \$	18 000 \$	—	
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	—	16 000 \$*	16 000 \$*	18 500 \$*
Femmes et politique municipale de l'Estrie	—	—	13 735 \$	
Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale (PEPINES)	28 600 \$	18 000 \$*	18 000 \$*	
TOTAL :	62 800 \$	62 000 \$	55 235 \$	

*** Projets pluriannuels**

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 06 - Montréal

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Centre communautaire des femmes sud-asiatiques	—	—	—	
Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI)	20 000 \$	5000 \$*	5000 \$*	
Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes	24 600 \$	18 000 \$*	18 000 \$*	22 000 \$*
Centre de femmes de Pointe-aux-Trembles	—	23 800 \$	—	
Centre de femmes de Rosemont	—	18 000 \$*	16 000 \$*	21 000 \$*
Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales (CHAIS)	—	—	—	
Chambre de commerce du Montréal métropolitain ³	—	—	—	
Collectif des femmes immigrantes	20 000 \$	13 000 \$*	13 000 \$*	13 000 \$*
Concertation Femmes	—	—	—	
Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDIM) ⁴	—	—	—	
Ébène Média Stratégies	—	10 000 \$	—	

³ En 2000-2001, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a présenté deux projets qui ont été acceptés.

⁴ En 2003-2004, le Conseil régional de développement de l'île de Montréal a présenté deux projets qui ont été acceptés.

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Info-Femmes	—	—	—	
L'Écho des femmes de la petite patrie	—	—	20 000 \$	
L'Hirondelle	—	—	—	
La Marie Debout	22 200 \$	18 000 \$*	18 000 \$*	
Table des groupes de femmes de Montréal	27 600 \$	17 500 *	18 000 \$*	13 000 \$*
Y de Montréal	—	22 000 \$	—	
TOTAL :	114 400 \$	145 300 \$	108 000 \$	

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 07 : Outaouais

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	28 600 \$	18 000 \$*	18 000 \$*	21 000 \$*
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO)	—	27 900 \$	22 000 \$	
Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO)	—	—	—	
Observatoire sur le développement régional de l'analyse différenciée selon les sexes (OREGAND)	19 600 \$	—	23 020\$	
TOTAL :	48 200 \$	45 900 \$	63 020 \$	

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 08 : Abitibi-Témiscamingue

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008¹
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or	—	—	22 000 \$	
Centre de femmes du Témiscamingue	13 600 \$	12 900 \$	13 265 \$	
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	26 600 \$	17 500 \$*	18 000 \$*	20 500 \$*
TOTAL :	40 200 \$	30 400 \$	53 265 \$	

*** Projets pluriannuels**

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 09 : Côte-Nord

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Centre de femmes l'Étincelle	—	—	—	
Club politique féminin Côte-Nord	26 600 \$	28 300 \$	24 000 \$	
L'Alliance des femmes de Sacré-Coeur	—	—	—	
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	24 600 \$	20 000 \$*	20 000 \$*	22 000 \$*
Regroupement local des femmes innues de la communauté de Ekuanitshit	20 600 \$	17 500 \$*	18 000 \$*	20 500 \$*
TOTAL :	71 800 \$	65 800 \$	62 000 \$	

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 10 : Nord-du-Québec

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Centre communautaire féminin de Chibougamau (voir note)	—	—	—	
Centre Indien Cri de Chibougamau	—	10 500 \$*	14 000 \$*	
Comité condition féminine Baie-James	25 600 \$	17 500 \$*	18 000 \$*	20 500 \$*
TOTAL :	25 600 \$	28 000 \$	32 000 \$	

Note : Le Centre communautaire féminin de Chibougamau a changé de nom pour Centre de femmes Les Elles du Nord

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Regroupement des femmes La Sentin'Elles	—	—	17 175 \$	
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	33 600 \$	18 000 \$*	16 500 \$*	24 500 \$*
TOTAL :	33 600 \$	18 000 \$	33 675 \$	

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 12 : Chaudière-Appalaches

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)	—	—	—	
Centre de référence pour les femmes de la région de l'Amiante	—	12 800 \$	—	
Centre-Femmes de Beauce	—	—	—	
Centre-Femmes de Bellechasse	8600 \$	—	—	
Centre-Femmes de Lotbinière	18 600 \$	10 500 \$*	11 000 \$*	13 000 \$*
Centre-Femmes La Jardilec	19 600 \$	14 500 \$*	14 500 \$*	19 500 \$*
Comité Femmes Action des Etchemins	—	—	—	
Femmes d'influences	14 100 \$	7000 \$*	7500 \$*	
La Jonction pour elles	—	—	—	
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	26 600 \$	18 000 \$*	16 500 \$*	19 000 \$*
Vision Femmes Beauce-Sartigan	—	15 500 \$*	17 000 \$*	20 500 \$*
TOTAL :	87 500 \$	78 300 \$	66 500 \$	

*** Projets pluriannuels**

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 13 : Laval

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Table de concertation de Laval en condition féminine	28 600 \$	18 000 \$*	17 000 \$*	21 000 \$*
TOTAL :	28 600 \$	18 000 \$	17 000 \$	

*** Projets pluriannuels**

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 14 : Lanaudière

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Centre de femmes Montcalm	—	—	—	
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	18 600 \$	17 500 \$*	18 000 \$*	20 500 \$*
TOTAL :	18 600 \$	17 500 \$	18 000 \$	

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 15 : Laurentides

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008¹
Centre des femmes de Saint-Eustache	—	—	—	
La Mouance, centre de femmes	—	—	6500 \$	
Réseau des femmes des Laurentides	31 600 \$	18 000 \$*	18 000 \$*	22 000 \$*
TOTAL :	31 600 \$	18 000 \$	24 500 \$	

*** Projets pluriannuels**

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 16 : Montérégie

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Centre D'Main de femmes Salaberry-de-Valleyfield	15 600 \$	—	—	
Conseil économique du Haut-Richelieu	—	—	—	
Conseil régional de développement de la Montérégie	—	—	—	
Convergence Femmes Roussillon	—	17 500 \$*	18 000 \$*	
Le Réseau des élues municipales de la Montérégie	27 600 \$	18 000 \$*	18 000 \$*	22 000 \$*
Maison internationale de la Rive-Sud	21 200 \$	12 500 \$*	12 500 \$*	
Ressources et actions des femmes de Sorel	—	—	—	
Syndicat des agricultrices de Val Jean	—	—	—	
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	—	—	21 085 \$	
TOTAL :	64 400 \$	48 000 \$	69 585 \$	

* Projets pluriannuels

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

Région 17 : Centre-du-Québec

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008¹
Maison des femmes de Drummondville	—	—	—	
Syndicat des agricultrices du Centre-du-Québec	5 000 \$	5 000 \$	2 500 \$	
Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	32 600 \$	18 000 \$*	18 000* \$	22 000 \$*
TOTAL :	37 600 \$	23 000 \$	20 500 \$	

*** Projets pluriannuels**

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS DE 2004-2005 À 2007-2008, PAR RÉGION

ORGANISMES NATIONAUX⁵

Nom de l'organisme	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 ¹
Collectif Féminisme et Démocratie	30 000 \$	18 000 \$	—	
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	30 000 \$	11 000 \$	—	
Égale Action	—	9000 \$*	4000 \$*	4000 \$*
Fédération des femmes du Québec	22 500 \$	16 000 \$*	16 000 \$*	16 000 \$*
Fédération des locataires de HLM du Québec	—	—	25 000 \$	
Femmes autochtones	—	11 000 \$	—	
Groupe Femmes, Politique et Démocratie		18 000 \$*	18 000 \$*	18 000 \$*
Réseau des tables des groupes de femmes du Québec	—	—	20 000 \$	
Réseau québécois des femmes en environnement	17 500 \$	17 000 \$*	*17 000 \$	14 000 \$*
TOTAL :	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	

Note : De 2003-2004 à 2004-2005, Groupe Femmes, Politique et Démocratie était inscrit dans les organismes locaux et régionaux.

Projets pluriannuels

T:\famille\scf\SCFA égalité pour décider\Liste_projet_2004-2005_2007-2008.doc

⁵ Les organismes nationaux sont admissibles au programme *À égalité pour décider* depuis l'exercice 2004-2005

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 16- Liste des travaux effectués en 2006-2007 et ventilation des sommes liées au rapport de Jean Bernier, *Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel*. Prévisions des travaux et des sommes qui s'y rattacheront pour 2007-2008.

- La ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine exprime son soutien à toute intervention visant à élargir la portée des lois du travail à l'emploi atypique et à améliorer les conditions de protection sociale rattachées à cette forme d'emploi.
- L'application des lois du travail est sous la responsabilité de M. David Whissel, ministre du Travail. Il appartient donc à cette autorité administrative de proposer les modifications nécessaires pour répondre aux besoins des personnes vivant une situation de travail non traditionnelle. Il appartient aussi au ministre du Travail de vous informer des travaux réalisés en 2006-2007.
- Le 28 avril 2005, lors d'une rencontre avec les coordonnatrices de la Marche mondiale des femmes 2005, tenue sous l'égide de la Fédération des femmes du Québec, la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine a accepté de coordonner les travaux portant sur les cinq revendications québécoises adressées au gouvernement, dont l'une d'elles concerne le ministère du Travail :
 - *Nous réclamons que la Loi sur les normes du travail interdise les disparités de traitement fondées sur le statut d'emploi, afin de garantir aux personnes occupant un emploi atypique les mêmes conditions de travail (incluant le salaire et les avantages sociaux) que celles accordées aux autres personnes salariées qui effectuent un travail équivalent dans une même entreprise.*
- À cet effet, en octobre 2005, le ministre du Travail a annoncé à la Coordination québécoise de la Marche mondiale des femmes la mise en place, en janvier 2006, d'un groupe de travail portant sur la protection sociale des personnes salariées d'agence de placement de personnel. Le mandat est « de faire le point sur les pratiques contractuelles de l'industrie du placement temporaire et de proposer des solutions aux iniquités constatées en ce domaine ».
- Le groupe de travail est présidé par le ministère du Travail et composé, entre autres, des personnes mandatées par le Conseil du patronat du Québec, l'Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel, l'organisme Au Bas de l'échelle, la Fédération des femmes du Québec et le Secrétariat à la condition féminine qui siège en tant que membre observateur.
- Le comité s'est réuni à quatre reprises entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2007. Actuellement, il n'y a pas de date butoir pour la fin des travaux.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle

17- Liste des nominations de femmes pour des postes de cadre, de professionnelle, de sous-ministre en titre, adjointe et associée pour l'année 2006-2007 dans la fonction publique et parapublique québécoise. Date d'entrée en fonction et durée du mandat.

Évolution de la représentation des femmes pour le personnel d'encadrement supérieur et le personnel professionnel et enseignant au sein de la fonction publique québécoise de 1987 à 2005 :

	1987 ¹	1992 ²	1998	2005
Personnel d'encadrement supérieur	7,2 %	12,0 %	17,4 %	30,8 %
Personnel professionnel et enseignant	20,9 %	28,2 %	33,0 %	44,4 %

¹ Dans le PAE pour les femmes 1987-1990, des objectifs quantitatifs ont été fixés pour les catégories de personnel d'encadrement supérieur, personnel professionnel et enseignant ainsi que personnel agent de la paix.
² Dans le PAE pour les femmes 1992-1997, des objectifs ont été fixés pour des corps d'emploi spécifiques dans chacune des catégories d'emplois.

En date du 18 mai 2007, ce sont les données les plus récentes pour ce programme.

Dans le rapport *L'effectif de la fonction publique du Québec 2005-2006 -- Analyse comparative des cinq dernières années* du Secrétariat du Conseil du trésor, on peut lire, à la page 40 (voir annexe 1), que « En mars 2006, la représentation des femmes dans les catégories d'emplois liées à la gestion était de 37,9 % pour la haute direction et de 32,6 % pour les cadres. De mars 2002 à mars 2006 (voir annexe 2), la proportion de femmes dans l'effectif régulier s'est graduellement accrue à chacune des années, pour une hausse totale de 2,2 points de pourcentage. Une tendance similaire est également observée dans toutes les catégories d'emplois. Les cadres (+ 6 points de pourcentage) et les professionnels (+ 5 points de pourcentage) (...) ont obtenu les plus fortes hausses. »

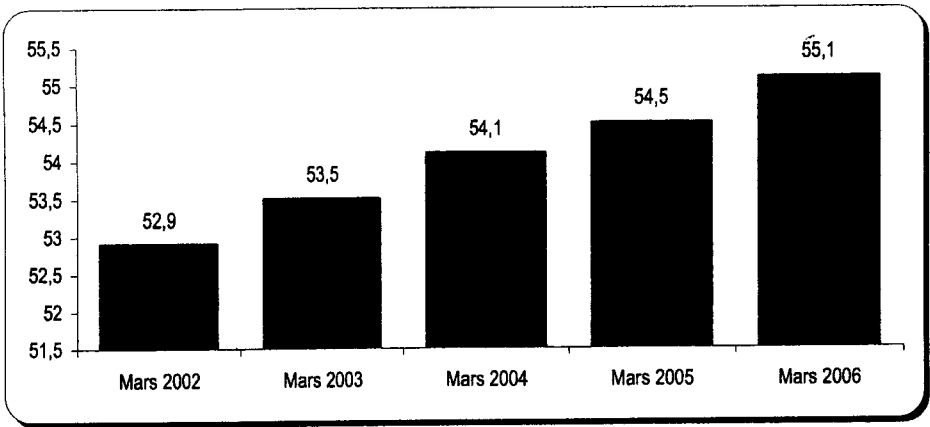
	Mars 2002	Mars 2006
Haute direction	37,5 %	37,9 %
Cadres	26,5 %	32,5 %
Professionnelles	40,4 %	45,4 %
Enseignantes	44,2 %	44,8 %

Pour les postes de sous-ministres en titre, adjointes et associées, voir annexe 3 (même tableau qu'à la question 21). À noter qu'il n'est pas possible d'obtenir la date d'entrée en fonction et la durée du mandat de toutes les sous-ministres, sous-ministres adjointes et présidentes d'organismes, en raison de la charge de travail que cela représente pour le Secrétariat aux emplois supérieurs.

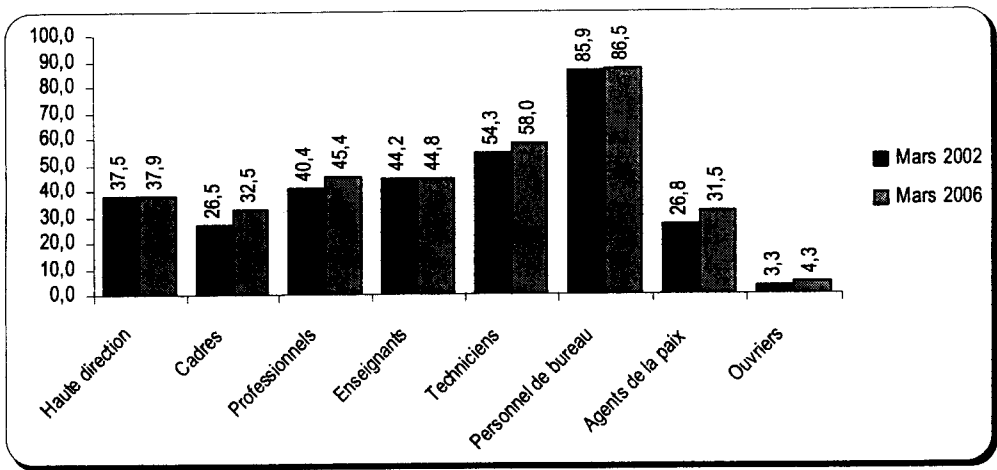
6. PRÉSENCE DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER

Les résultats présentés dans cette section sont tirés des tableaux disponibles en annexe II, section II-1, *Effectif régulier par catégorie d'emplois et selon le sexe*.

Graphique 29 : Proportion de femmes dans l'effectif régulier, de mars 2002 à mars 2006



Graphique 30 : Proportion de femmes dans l'effectif régulier par catégorie d'emplois, en mars 2002 et en mars 2006



- En mars 2006, la représentation des femmes dans les catégories d'emplois liées à la gestion était de 37,9 % pour la haute direction et de 32,6 % pour les cadres.
- De mars 2002 à mars 2006, la proportion de femmes dans l'effectif régulier s'est **graduellement accrue à chacune des années**, pour une hausse totale de 2,2 points de pourcentage. Une tendance similaire est également observée dans **toutes les catégories d'emplois**. Les cadres (+ 6 points de pourcentage), les professionnels (+ 5 points de pourcentage) ainsi que les agents de la paix (+ 4,7 points de pourcentage) ont obtenu les plus fortes hausses.

Individus réguliers pour l'ensemble des ministères et organismes mars 2006¹

	Toutes les catégories	Haute dir.	Cadres ²		Professionnel	Enseignant	Technicien	Pers. De bure	Agendr de la p	Ouvrier
Tous les sexes	57660	647	3756		19622	388	16815	12036	3094	1302
Femme	31746	245	1222		8914	174	9753	10406	976	56
Homme	25914	402	2534		10708	214	7062	1630	2118	1246

Individus réguliers pour l'ensemble des ministères et organismes mars 2005

	Toutes les catégories	Haute dir.	Cadre sup.	Cadre interm.	Professionnel	Enseignant	Technicien	Pers. de bure	Agent de la p	Ouvrier
Tous les sexes	58651	671	3767	0	19736	399	16959	12631	3095	1393
Femme	31953	254	1162	0	8765	180	9671	10910	959	52
Homme	26698	417	2605	0	10971	219	7288	1721	2136	1341

Individus réguliers pour l'ensemble des ministères et organismes Mars 04

	Toutes les catégories	Haute dir.	Cadre sup.	Cadre interm.	Professionnel	Enseignant	Technicien	Pers. de bure	Agent de la p	Ouvrier
Tous les sexes	60139	666	3815	0	19913	412	17452	13294	3102	1485
Femme	32516	252	1129	0	8716	187	9774	11446	959	53
Homme	27623	414	2686	0	11197	225	7678	1848	2143	1432

Individus réguliers pour l'ensemble des ministères et organismes Mars 03

	Toutes les catégories	Haute dir.	Cadre sup.	Cadre interm.	Professionnel	Enseignant	Technicien	Pers. de bure	Agent de la p	Ouvrier
Tous les sexes	59832	696	3648	2	19443	422	17435	13565	3063	1558
Femme	31995	257	1010	1	8259	191	9637	11681	905	54
Homme	27837	439	2638	1	11184	231	7798	1884	2158	1504

Individus réguliers pour l'ensemble des ministères et organismes Mars 02

	Toutes les catégories	Haute dir.	Cadre sup.	Cadre interm.	Professionnel	Enseignant	Technicien	Pers. de bure	Agent de la p	Ouvrier
Tous les sexes	57351	658	1987	1510	17767	430	17031	13728	2676	1564
Femme	30339	247	500	428	7175	190	9240	11791	717	51
Homme	27012	411	1487	1082	10592	240	7791	1937	1959	1513

¹ Tiré du rapport L'effectif de la fonction publique du Québec 2005-2006 -- Analyse comparative des cinq dernières années du Secrétariat du Conseil du trésor, à la page 97. http://www.tresor.gouv.qc.ca/fr/publications/ress_humaine/efficatif/rapp_05-06.pdf).

² Dans ce document, il n'y a pas de distinction entre les cadres supérieurs et intermédiaires.

Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints dirigeants d'organismes pour l'année 2006-2007

STATISTIQUES AU 31 MARS 2007				
	Femmes	Hommes	Total	% femmes
Sous-ministres	9	16	25	36,0 %
Sous-ministres adjointes ou associées	37	71	108	34,3 %
Présidentes d'organismes	34	100	134	25,4 %

Ces données proviennent du Secrétariat aux emplois supérieurs.

23 mai 2007

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

18- Nombre total de juges au 31 mars 2007 pour chaque cour de
juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les
juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.

Voir tableaux ci-joints.

**REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE
DANS LA MAGISTRATURE
AU 31 MARS 2007**

COUR DU QUÉBEC	M	F
Chambre de la jeunesse	29	21
Chambre criminelle et pénale	55	16
Chambre civile	52	17
Juridiction mixte	48	24
TOTAL	184	78
COURS MUNICIPALES	77	12

RÉPARTITION PAR RÉGION	M	F
01 – Est du Québec	15	1
09 – Côte-Nord		
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	8	2
03 – Québec	33	11
04 – Mauricie-Bois-Francs	10	4
05 – Estrie	10	3
06A – Montréal	52	32
06E – Laval	2	4
07 – Outaouais	9	6
08 – Nord-Ouest	7	3
14 – Laurentides	14	5
14 – Lanaudière	5	1
16 – Montérégie	19	6
TOTAL	184	78

Bureau de la sous-ministre de la Justice
2007-05-18

PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES DE POUVOIR
QUÉBEC, 1990-2007 *

Instances judiciaires	1990				2000				2007			
	F	H	Total	%	F	H	Total	%	F	H	Total	%
Cour d'appel (1)	3	16	19	15,8%	5	15	20	25,0%	6	13	19	31,6%
Cour supérieure (1)	11	132	143	7,7%	35	108	143	24,5%	46	93	139	33,1%
Cour du Québec	21	264	285	7,4%	53	217	270	19,6%	78	184	262	29,8%
Cours municipales	2	98	100	2,0%	7	88	95	7,4%	12	77	89	13,5%

* Source : Ministère de la Justice pour le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 18 mai 2007

(1) Excluant les juges surnuméraires et les postes vacants.

(2) Excluant les postes vacants

Juges de paix à pouvoirs étendus et juges de paix magistrats

1990				2000				2007			
F	H	Total	%	F	H	Total	%	F	H	Total	%
1	4	5	20,0%	1	7	8	12,5%	14	19	33	42,4%

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle

19- Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conférences régionales des élus, dans les commissions scolaires et dans les conseils municipaux.

Présence des femmes dans les lieux décisionnels

	Année 2006		
	Nombre femmes	Total	Femmes %
Municipal			
Maires et mairesses	152	1 133	13,4
Conseils municipaux	1 902	7 169	26,5
Conférence régionale des élus (CRE)*			
Conseil d'administration	192	654	29,4
Conseil exécutif	39	130	30,0
Commissions scolaires			
Assemblée des commissaires	711	1 451	49,0
Présidence	30	72	41,7

* En 2002, il y avait 30,2 % de femmes dans les conseils d'administration des conseils régionaux de développement (CRD).

Ces données proviennent du Conseil du statut de la femme et sont les plus récentes disponibles en date du 18 mai 2007.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 20- Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2006-2007. Cibles visées pour 2007-2008.

Programme d'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a rendu public son « Rapport triennal 2001-2004 » sur la situation des organismes soumis à la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*. Au 31 mars 2004, 618 organismes étaient visés par la Loi. En 2007, ce nombre est de 487 en tenant compte, entre autres, des fusions des établissements du réseau de la santé et des municipalités. De plus, le rapport et des informations actualisées sont présentés sur le site de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Au 30 avril 2007, à l'exclusion des 226 organismes de la Santé et des Services sociaux, 261 organismes sont soumis à la Loi dans les divers autres réseaux.

État global de la situation pour ces 261 organismes :

- 261 soit 100 % ont complété l'analyse de leurs effectifs;
- 249 soit 95 % ont reçu l'avis d'élaboration;
- 233 soit 89 % ont élaboré un programme d'accès à l'égalité;
- 194 soit 74 % implantent actuellement un programme d'accès à l'égalité.

De plus, des informations actualisées sont présentées sur le site de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Le *Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics* a été déposé par le ministre de la Justice à l'Assemblée nationale, au printemps dernier. Le ministre de la Justice devait, en 2006, et par la suite tous les cinq ans, faire au gouvernement un rapport sur la mise en œuvre de cette loi et sur l'opportunité de la maintenir en vigueur ou de la modifier. Ce rapport, basé sur celui de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPJ), illustre le travail déjà accompli par la CDPDJ et les organismes assujettis à la Loi pour en assurer la mise en œuvre.

À la suite de l'analyse de l'effort de rattrapage de chacun des réseaux, le rapport souligne l'ampleur et la qualité des travaux entrepris. Il souligne aussi qu'il est nécessaire de maintenir cette loi en vigueur pour continuer à œuvrer à la réalisation des objectifs visés, c'est-à-dire « corriger la situation des personnes faisant partie de certains groupes victimes de discrimination en emploi » pour atteindre « un secteur public où les personnes compétentes sont représentées sans discrimination ».

De plus, le *Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics* illustre l'effort de rattrapage que chacun des secteurs publics devra faire pour atteindre ses objectifs de représentation.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- Le déficit à combler pour les femmes dans les trois réseaux de l'éducation correspond à :
 - 3,7 % dans les commissions scolaires;
 - 7 % dans les institutions privées d'enseignement;
 - 7,1 % dans les cégeps.
- Dans les autres secteurs, le déficit à combler pour les femmes est plus élevé. Il correspond à :
 - 9,1 % pour le secteur municipal;
 - 17,6 % pour le personnel policier de la Sûreté du Québec.
- Selon les catégories professionnelles, le rapport mentionne que les trois réseaux de l'éducation, le secteur municipal et les sociétés d'État devront augmenter le nombre de femmes dans les emplois de cadres, particulièrement dans les cégeps où l'effort de rattrapage est de 25 % pour le personnel de direction.

Programme d'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique québécoise

L'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux est soumis à l'article 92 de la Charte des droits et libertés de la personne. Le dernier programme d'accès à l'égalité de la fonction publique pour les femmes 1992-1997 est encore en vigueur et il appartient à chaque ministère de rendre des comptes dans son rapport annuel de gestion. Par contre, le Secrétariat du Conseil du trésor publie, dans son rapport annuel de gestion, un tableau concernant la représentativité des femmes dans la fonction publique à titre d'employés réguliers (Rapport annuel de gestion 2005-2006, page 57, tableau 8).

Évolution annuelle de la représentativité des femmes

TABLEAU 8
Représentativité des femmes à titre d'employés réguliers

	2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Personnel d'encadrement	1 011	27,7	1 129	29,6	1 162	30,9	1 222	32,5
Personnel professionnel*	8 457	42,6	8 903	43,8	8 945	44,4	9 088	45,4
Personnel technicien assimilé	9 643	55,3	9 774	56,0	9 671	57,0	9 753	58,0
Personnel de bureau	11 688	86,1	11 446	86,1	10 910	86,4	10 406	86,5
Personnel des agents de la paix	905	29,6	959	30,9	959	31,0	976	31,5
Personnel ouvrier	54	3,5	53	3,6	52	3,7	56	4,3

* Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

21- Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints dirigeants d'organismes pour l'année 2006-2007.

STATISTIQUES AU 31 MARS 2007			
	Femmes	Total	% femmes
Sous-ministres	9	25	36,0 %
Sous-ministres adjointes ou associées	37	108	34,3 %
Présidentes d'organismes	34	134	25,4 %

Ces données proviennent du Secrétariat aux emplois supérieurs.
2007-05-23

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

22- **Liste des organismes ayant reçu une subvention et ventilation
des sommes accordées en 2006-2007 pour le programme
À égalité pour décider.**

Voir document ci-joint.

**PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER
2006-2007**

LISTE DES ORGANISMES DONT LES PROJETS SONT SUBVENTIONNÉS

ORGANISMES LOCAUX ET RÉGIONAUX

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	TITRE DU PROJET	MONTANT
01 – Bas-Saint-Laurent	• Centre de femmes de la Vallée de la Matapédia	• Matapédiennes, impliquons-nous à notre mesure	9 000 \$
	• Regroupement des femmes de la région de Matane	• Le pouvoir donne des Elles	15 000 \$
	• Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	• Femmes et pouvoir municipal, phase 2	17 500 \$
	• Centre-Femmes Catherine Leblond	• Une pour toute et toutes pour une, phase VII	15 255 \$
	• Centre des femmes du Témiscouata	• À égalité pour décider « Soyons stratégiques dans nos interventions »	18 267 \$
	• Centre Femmes de la Mitis	• Consolider pour mieux représenter	15 896 \$
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	• Centre de femmes Mieux-Être de Jonquière	• Club politique, une formule gagnante	18 000 \$
	• Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay–Lac-Saint-Jean	• Avec nos élues	19 863 \$
03 – Québec	• Association du YWCA de Québec	• Leader et décisionnelles	17 500 \$
	• Centre-Femmes aux Plurielles	• Charlevoix Objectif Parité	17 000 \$
	• Centre d'amitié autochtone de Québec	• Agir pour l'avenir	14 000 \$
	• Maison communautaire de Missinak	• Prise de parole par les femmes autochtones « Innushkuen Utam Utaiamun »	18 000 \$
	• Regroupement des groupes de femmes de la région 03	• Soyons présentes!	18 000 \$
	• Centre international de Québec	• Femme immigrante, intégration et exercice démocratique	17 704 \$

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	TITRE DU PROJET	MONTANT
04 – Mauricie	• Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	• Mauriciennes d'influence	18 000 \$
	• La Gazette de la Mauricie	• Mauriciennes, prenez votre place!	27 735 \$
05 – Estrie	• Centre pour femmes immigrantes	• Favoriser le leadership chez les femmes immigrantes de l'Estrie	7 500 \$
	• Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	• Promotion Action Sensibilisation	16 000 \$
	• Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale (PEPINES)	• Tambours battants en Estrie	18 000 \$
	• Femmes et politique municipale de l'Estrie	• L'école d'été fait des petits	13 735 \$
06 – Montréal	• Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent	• Femmes du monde, prenons la parole II	5 000 \$
	• Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes	• Jeunes filles immigrantes dans les milieux décisionnels et en politique : pourquoi pas?	18 000 \$
	• Centre des femmes de Rosemont	• Féministes et citoyennes	16 000 \$
	• Collectif des femmes immigrantes du Québec	• Femme immigrante, je prends ma place	13 000 \$
	• La Marie Debout	• Ma ville, mon arrondissement, mon comité femmes et politique	18 000 \$
	• Table des groupes de femmes de Montréal	• La tournée des Montréalaises – Vers une agora des élues et des citoyennes	18 000 \$
	• L'Écho des femmes de la Petite Patrie	• La voix des femmes de la Petite Patrie	20 000 \$
07 – Outaouais	• Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	• Un réseau pour les femmes de l'Outaouais	18 000 \$
	• Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	• Participation publique des femmes immigrantes de l'Outaouais, phase III	22 000 \$

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	TITRE DU PROJET	MONTANT
	<ul style="list-style-type: none"> Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (OREGAND) 	<ul style="list-style-type: none"> L'insertion des femmes dans la politique de l'Outaouais : l'affaire de tous les décideurs 	23 020 \$
08 – Abitibi-Témiscamingue	<ul style="list-style-type: none"> Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue 	<ul style="list-style-type: none"> Le pouvoir au féminin 	18 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Centre de femmes du Témiscamingue 	<ul style="list-style-type: none"> Le Témis, j'y participe, phase 3 	13 265 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or 	<ul style="list-style-type: none"> Ik8e anim8e8in – paroles de femmes 	22 000 \$
09 – Côte-Nord	<ul style="list-style-type: none"> Regroupement des femmes de la Côte-Nord 	<ul style="list-style-type: none"> Femmes de décision 	20 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Regroupement local des femmes innus de la communauté de Ekuanitshit 	<ul style="list-style-type: none"> Ishkueu Utapan – La place de la femme innue 	18 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Club politique féminin Côte-Nord 	<ul style="list-style-type: none"> Femmes et jeunes, artisans du changement, phase 3 	24 000 \$
10 – Nord-du-Québec	<ul style="list-style-type: none"> Centre indien Cri de Chibougamau 	<ul style="list-style-type: none"> L'épanouissement de la femme autochtone : du milieu familial vers la vie sociale active 	14 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Comité Condition Féminine Baie-James 	<ul style="list-style-type: none"> L'égalité au pouvoir 	18 000 \$
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	<ul style="list-style-type: none"> Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles 	<ul style="list-style-type: none"> En route 	16 500 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Regroupement des femmes La Sentin'Elle 	<ul style="list-style-type: none"> Les îles avec les Elles; partenaires essentielles 	17 175 \$
12 – Chaudière-Appalaches	<ul style="list-style-type: none"> Centre-Femmes de Lotbinière 	<ul style="list-style-type: none"> Femmes au cœur des décisions 	11 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Centre-Femmes La Jardilec inc. 	<ul style="list-style-type: none"> Pouvoir... ensemble V 	14 500 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Femmes d'influenceS 	<ul style="list-style-type: none"> Le pouvoir à croquer II 	7 500 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches 	<ul style="list-style-type: none"> Le réseau des élues de Chaudière-Appalaches 	16 500 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Vision Femmes Beauce-Sartigan 	<ul style="list-style-type: none"> Le pouvoir d'agir 	17 000 \$

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	TITRE DU PROJET	MONTANT
13 – Laval	<ul style="list-style-type: none"> Table de concertation de Laval en condition féminine 	<ul style="list-style-type: none"> Pour une relève féminine au pouvoir 	17 000 \$
14 – Lanaudière	<ul style="list-style-type: none"> Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière 	<ul style="list-style-type: none"> Le développement régional, jamais sans les femmes! 	18 000 \$
15 – Laurentides	<ul style="list-style-type: none"> Réseau des femmes des Laurentides 	<ul style="list-style-type: none"> Nous avons le profil, plus de femmes dans les instances décisionnelles des Laurentides 	18 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> La Mouvance, centre de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> De la curiosité à la découverte 	6 500 \$
16 – Montérégie	<ul style="list-style-type: none"> Convergence Femmes Roussillon 	<ul style="list-style-type: none"> S'informer, se former et se soutenir 	18 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Le Réseau des élues municipales de la Montérégie 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'égalité dans les conseils municipaux 	18 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Maison internationale de la Rive-Sud 	<ul style="list-style-type: none"> La diversité dans la décision 	12 500 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie 	<ul style="list-style-type: none"> Jeunes femmes impliquées, meilleures municipalités 	21 085 \$
17 – Centre-du-Québec	<ul style="list-style-type: none"> Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec 	<ul style="list-style-type: none"> Femmes et pouvoir, phase VII 	18 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Syndicat des agricultrices du Centre-du-Québec 	<ul style="list-style-type: none"> Le pouvoir par la communication 	2 500 \$

ORGANISMES NATIONAUX

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	TITRE DU PROJET	MONTANT
	<ul style="list-style-type: none">Égale Action	<ul style="list-style-type: none">Leadership au féminin en sport et activité physique	4 000 \$
	<ul style="list-style-type: none">Fédération des femmes du Québec	<ul style="list-style-type: none">Bâtir les solidarités : les femmes immigrantes dans le mouvement féministe, communautaire et syndical	16 000 \$
	<ul style="list-style-type: none">Groupe Femmes, Politique et Démocratie	<ul style="list-style-type: none">L'École Femmes et Démocratie	18 000 \$
	<ul style="list-style-type: none">Réseau québécois des femmes en environnement	<ul style="list-style-type: none">L'environnement se décide aussi au féminin	17 000 \$
	<ul style="list-style-type: none">Fédération des locataires de HLM du Québec	<ul style="list-style-type: none">Prendre notre place dans nos HLM	25 000 \$
	<ul style="list-style-type: none">Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec	<ul style="list-style-type: none">Au diapason avec les régions	20 000 \$

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 23- Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'ADS s'est appliquée en 2006-2007. Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'ADS. Résultats de cette analyse.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 24- Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 25- **Bilan détaillé et ventilation annuelle des mesures et sommes accordées depuis 2000 en lien avec la Marche mondiale des femmes. Ventilation spécifique à 2006-2007 et ventilation pour 2007-2008.**

Le gouvernement du Québec agit dans plusieurs domaines qui sont directement en lien avec les problématiques soulevées lors de la Marche mondiale de l'an 2000.

Pour le gouvernement, la violence faite aux femmes est inacceptable. Les actions engagées jusqu'à présent le prouvent. L'investissement financier du gouvernement québécois dépasse ses engagements.

Parmi les éléments essentiels de la réponse gouvernementale et du suivi de la Marche mondiale des femmes, il importe de souligner par exemple :

Égalité

- L'élaboration de la **politique gouvernementale** *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* accompagnée d'un premier **Plan d'action** triennal (2007-2010), et d'une enveloppe budgétaire de **24 M\$** pour sa mise en œuvre.
- **L'implantation dans les ministères et organismes de l'analyse différenciée selon les sexes**, cet outil de gestion qui vise à accroître l'efficacité des décisions, à favoriser une utilisation optimale des fonds publics, à prévenir les situations d'inégalités entre les femmes et les hommes et ainsi à mieux servir les citoyennes et les citoyens du Québec.

Liberté

Le gouvernement a mis en place, à l'automne 2005, dans le cadre de ses champs de compétences, un **groupe de travail ayant pour mandat d'examiner les mesures de protection à accorder aux femmes migrantes victimes de la traite**. Ce groupe de travail veille à instaurer des mécanismes d'intervention qui allient à la fois la répression de la traite et la protection des personnes qui en sont victimes.

Le groupe de travail, présidé par le ministère de la Justice, est composé des représentants et représentantes de quatre autres ministères : Immigration et Communautés culturelles, Sécurité publique, Santé et Services sociaux et Culture, Communications et Condition féminine (Secrétariat à la condition féminine).

Sécurité

- Un investissement de 2,5 milliards de dollars au cours des prochaines années pour réaliser le *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.
- **Un réinvestissement de 482 millions de dollars sur cinq ans dans le régime d'aide financière aux études.**

Justice

- La mise en place en janvier 2006 d'un groupe de travail portant sur la protection sociale des personnes salariées d'agence de placement de

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

personnel dont le mandat est « de faire le point sur les pratiques contractuelles de l'industrie du placement temporaire et de proposer des solutions aux iniquités constatées en ce domaine ». Le groupe de travail est **présidé par le ministère du Travail** et composé, entre autres, des personnes mandatées par le **Conseil du patronat du Québec**, l'**Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel**, l'**organisme Au Bas de l'échelle**, la **Fédération des femmes du Québec** et le **Secrétariat à la condition féminine** rattaché au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine en tant que membre observateur.

Le comité mis s'est déjà réuni à quatre reprises entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 novembre 2007

Paix

Depuis 2003, le **gouvernement a déjà investi et investira, jusqu'en 2009, 90 M\$** pour contrer la violence faite aux femmes et aux enfants qui en sont victimes.

Les sommes investies par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour consolider le financement des groupes intervenant auprès des femmes victimes de violence conjugale et des femmes et des enfants victimes d'agression sexuelle totalisent près de **25 M\$** :

- un montant de **17 M\$** a été accordé aux maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale, ce qui portera leur financement total à **49 M\$** sur une base annuelle récurrente en 2006-2007;
 - un montant de **4,5 M\$** a été accordé aux centres de femmes portant ainsi leur financement en 2006-2007 à **15,6 M\$**;
 - un montant de **1,5 M\$** a été accordé aux ressources pour conjoints violents portant leur financement à **4,5 M\$** en 2006-2007;
 - et un montant de **1 M\$** a été accordé aux Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) portant leur financement en 2006-2007 à **8,2 M\$**.
- Un investissement de **65 millions** de dollars pour réaliser les actions inscrites au *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, **incluant une campagne de sensibilisation sur la violence conjugale. Cette campagne a débuté le 8 mars 2006.** Elle vise à diminuer l'incidence de la violence dans un contexte conjugal tout comme à réduire la tolérance sociale face à ce type de violence subie généralement par des femmes. La **deuxième phase** a eu lieu à l'automne dernier dans le cadre des Journées d'action contre la violence faite aux femmes (25 novembre au 6 décembre 2006). La **troisième phase** a débuté en mars 2007 et porte sur le **caractère inacceptable et criminel de la violence conjugale**.
 - Faisant suite à un engagement du ministère de la Justice dans le *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, **un amendement fut introduit au Code civil du Québec le 14 décembre 2005.** Le nouvel article 1974.1 C.c. permet à une victime de violence conjugale ou d'agression à caractère sexuel d'obtenir la résiliation de son bail au motif que sa sécurité ou celle d'un enfant est menacée. La disposition législative est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2006. Un rapport sur l'application de l'article 1974.1 du Code civil est prévu en avril 2008.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 26- Liste et copie des documents publiés par le Secrétariat à la condition féminine en 2006-2007.

Ces données sont fournies dans les demandes de renseignements généraux.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 27- Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2006-2007 et bilan détaillé par catégorie d'action des dépenses liées au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Dépenses en publicité sur la violence conjugale pour 2006-2007 et nom de la publicité.

- Documents relatifs à la violence conjugale :
 - Réédition du Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale – Volet autochtone – version française (annexe 1);
 - 2^e phase de la campagne de sensibilisation en matière de violence conjugale sur le thème « Ne restons pas silencieux devant un crime. La violence conjugale est inacceptable. S.OS. Violence conjugale », novembre-décembre 2006 (annexe 2);
 - Rapport de recherche *Post-test violence conjugale*, Ipsos Descarie, janvier 2007, 36 pages (annexe 3);
 - 3^e phase de la campagne de sensibilisation en matière de violence conjugale sur le thème « La violence conjugale est un crime. Point final », mars-avril 2007 (annexe 4);
 - Rapport de recherche *Post-test violence conjugale*, Ipsos Descarie, mai 2007, 41 pages (annexe 5);
 - Présentation power point au Colloque international sur la violence faite aux femmes, CRI-VIFF, octobre 2006 (annexe 6);
 - Table ronde sur la violence faite aux femmes et les politiques du gouvernement du Québec en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle en présence de la Reine Sylvia de Suède, Québec, octobre 2006 (annexe 7).

 - Campagne de sensibilisation *NON-violence conjugale, phases 2 et 3* :
- Total : 900 000 \$

*Annexes disponibles pour consultation
au Secrétariat de la commission des affaires sociales*

VOLET AUTOCHTONE

en matière de
violence
conjugale

*Plan d'action
gouvernemental 2004-2009*

Québec 

**NON VIOLENCE
CONJUGALE**

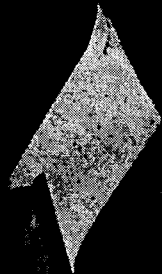
Ne restons pas silencieux
devant un crime
La violence conjugale est inacceptable

VIOLENCE
CONJUGALE

Québec 

SOS VIOLENCE CONJUGALE

1



Ipsos Descarie



Post-test
Violence conjugale

Rapport de recherche
Janvier 2007

Dossier #06-865

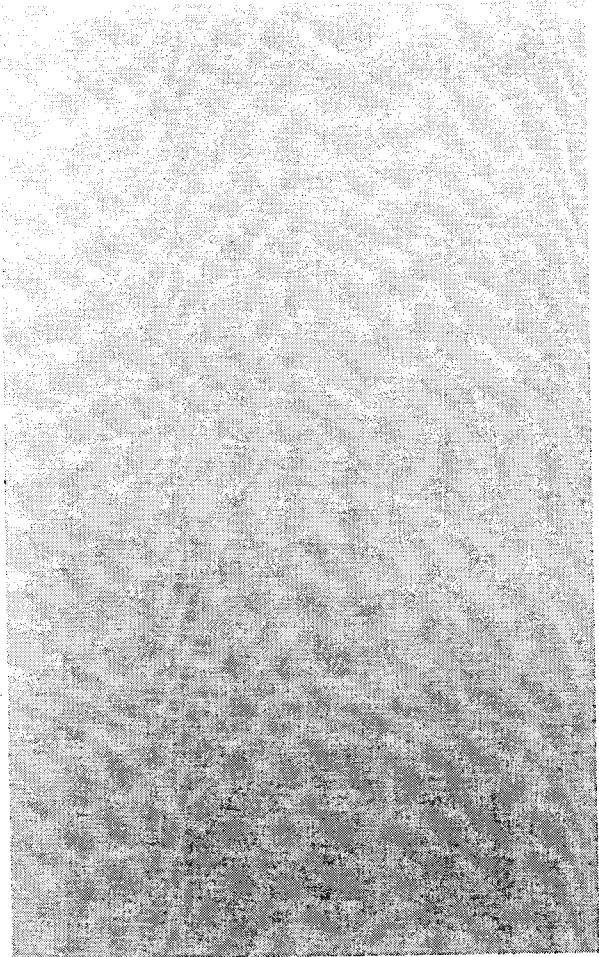
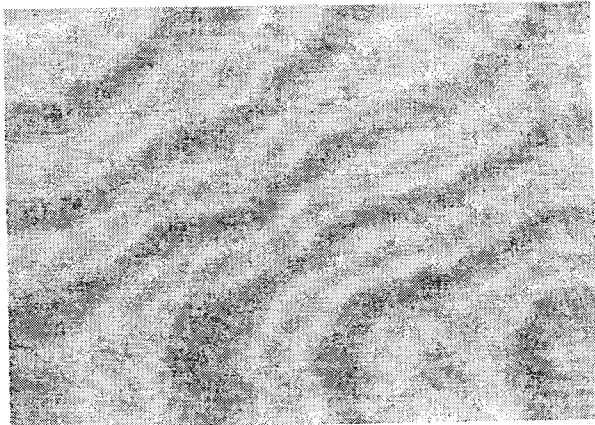
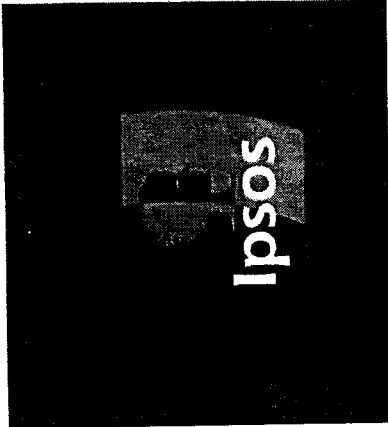
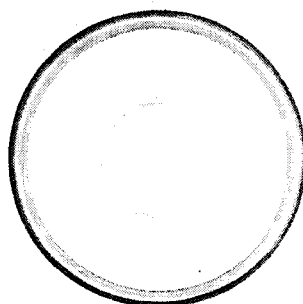


Figure 1

imation



CD-R 1X-52X
700MB, 80

PUBS VIOLENCE CONTINGENT
10/11/07

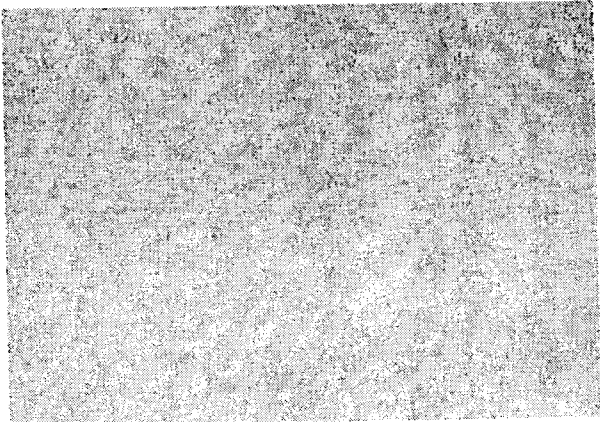
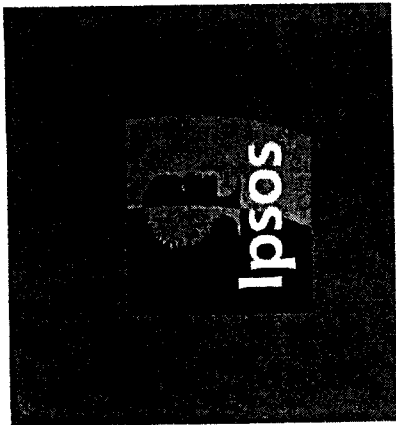
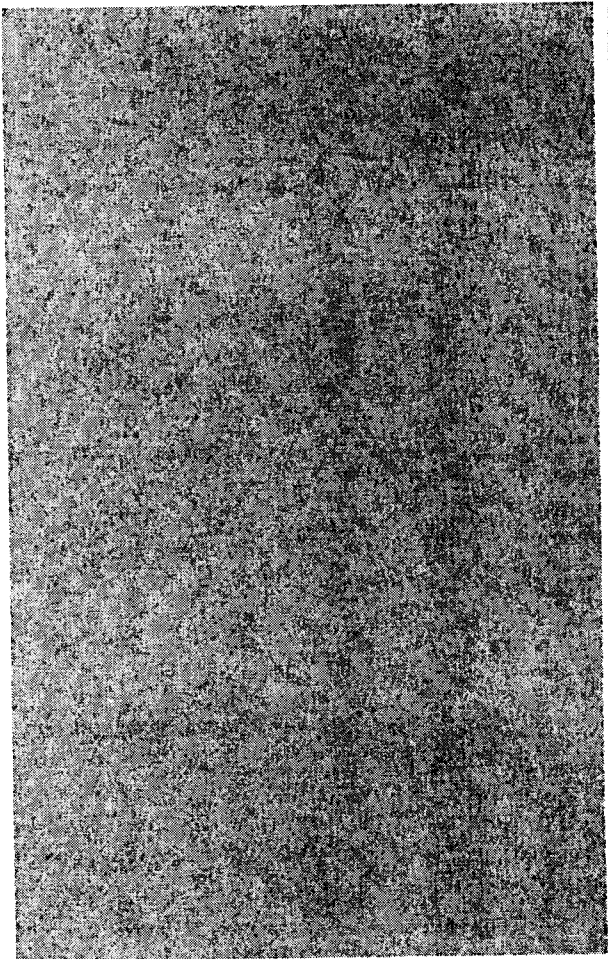
Ipsos Descarie

Famille, Aînés
et Condition féminine
Québec

Post-test
Violence conjugale

Rapport de recherche
Mai 2007

Dossier #07-118



COLLOQUE
INTERNATIONAL
VIOLENCES FAITES AUX FEMMES :
RÉPONSES SOCIALES PLURIELLES



En hommage à
Astrid Bickelmeier,
Mère courage
du Rwanda

22, 23 et 24 octobre 2006

Hôtel Plaza
Centre-ville Montréal
Montréal (Québec)
Canada

www.civill.qc.ca/colloque • (418) 656-3286

VIFF RENDVIC
LE DÉPARTEMENT DE LA VIOLENCE
CONTRE LES FEMMES

INNOVATION
ET DÉVELOPPEMENT

Plan d'action gouvernemental 2004- 2009 en matière de violence conjugale

FAITS SAILLANTS

Note d'intervention de M^{me} Hélène Cadrin, co-présidente du comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle, à l'occasion de la table ronde en présence de la reine Silvia de Suède

25 octobre 2006

Les politiques du gouvernement du Québec en matière de violence conjugale et d'agressions sexuelles

C'est un grand plaisir pour nous d'être ici aujourd'hui et de vous présenter brièvement l'approche gouvernementale développée au Québec pour contrer la violence dirigée contre les femmes. Mes propos porteront sur les principales politiques et orientations adoptées et mises en place par le gouvernement du Québec afin de contrer plus efficacement la violence faite aux femmes et venir en aide à celles qui en sont victimes.

Dans un premier temps, il convient de rendre hommage aux groupes de femmes de la société civile qui, partout dans le monde, ont par leurs témoignages et leurs actions sensibilisé les populations et les gouvernements aux nombreuses formes de violence subies par les femmes et les filles. Au Québec, le dynamisme des groupes de femmes est à l'origine de la création des premières ressources d'aide et d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale ainsi que des services pour celles victimes d'agression sexuelle.

En effet, c'est au début des années 70 qu'une réflexion sur le caractère social de la violence conjugale et des agressions à caractère sexuel a été amorcée au Québec, amenant graduellement les différentes instances gouvernementales à reconnaître non seulement l'importance et la gravité de ces formes de violence, mais aussi leur responsabilité par rapport à leur élimination.

En 1985, le ministère de la Santé et des Services Sociaux reconnaissait l'importance du problème de la violence faite aux femmes en accordant un financement de base récurrent aux organismes communautaires offrant de l'aide aux femmes victimes de violence.

En 1986, afin de soutenir les efforts du ministère de la Santé et des Services sociaux, les ministères de la Sécurité publique et de la Justice ont émis des directives à l'intention des policiers et des procureurs de la couronne en vue d'affirmer clairement le caractère inacceptable et criminel des actes de violence commis dans un contexte conjugal et des agressions à caractère sexuel. Ces directives ont également permis d'humaniser davantage l'intervention judiciaire et d'abaisser le seuil de tolérance sociale à l'égard de la violence faite aux femmes.

De plus, dès 1987, à la demande de la ministre responsable de la Condition féminine, le gouvernement du Québec a mis en place des mécanismes institutionnels officiels de concertation afin d'assurer la cohérence et la complémentarité des actions des différents ministères et organismes concernés par l'élimination de la violence faite aux femmes.

La violence conjugale et les agressions sexuelles

La violence conjugale et les agressions sexuelles hypothèquent lourdement la vie des personnes qui la subissent et celle de leur entourage, tout comme elles limitent le potentiel de développement social et économique de la société québécoise.

Les statistiques officielles sur la criminalité ne permettent pas toujours de mesurer l'étendue véritable de la criminalité envers les Québécoises, puisque seuls les crimes déclarés aux services policiers font l'objet d'un enregistrement systématique. Bien que le Québec ne soit pas

considéré comme une société particulièrement violente à l'égard des femmes, le gouvernement du Québec n'entend ni tolérer, ni justifier, ni banaliser aucune forme de violence envers qui que ce soit, notamment envers les femmes et les enfants. D'ailleurs, le 8 mars dernier, celui-ci a lancé une campagne de sensibilisation à la violence conjugale présentée sous forme de clip publicitaire ayant pour thème *NON-VIOLENCE CONJUGALE*. Cette campagne se poursuivra au cours des prochains mois.

À titre d'indicateur voici quelques données statistiques validées :

En matière de violence conjugale

- 1 Les Enquêtes générales sociales de 1999 et 2004 de Statistique Canada indiquent que les Québécoises comme les Québécois subissent des actes de violence dans un contexte conjugal. Ces enquêtes démontrent néanmoins que la fréquence et la gravité de la violence subie par les femmes est beaucoup plus importante que celle subie par les hommes.
- 2 En 2004, les services policiers du Québec dénombraient 16 709 personnes victimes d'un acte criminel commis dans un contexte conjugal, soit 13 973 femmes et 2 734 hommes, sur une population totale de plus de 7,5 millions d'habitants. Cette criminalité frappe presque cinq fois plus la population féminine que la population masculine puisque les victimes sont des femmes dans une proportion de 84 %.
- 3 En 2004, 23 personnes ont été tuées dans un contexte conjugal.
- 4 Le nombre de cas déclarés aux services policiers en matière de violence conjugale est stable depuis 2001.

En matière d'agression sexuelle

- 1 En 2004, les services policiers du Québec dénombraient 5 244 personnes victimes d'infractions sexuelles, dont 82 % sont des femmes et 62 % ont moins de 18 ans, sur une population totale de plus de 7,5 millions d'habitants.
- 2 On compte quatre fois et demie plus de victimes d'agression sexuelle chez les femmes que chez les hommes et huit fois plus chez les jeunes que chez les adultes.
- 3 Près de 80 % des victimes connaissent l'auteur présumé qui est, dans la plupart des cas, un membre de la famille immédiate ou éloignée (37 %) ou une simple connaissance (30 %).
- 4 Les auteurs présumés d'infractions sexuelles sont de sexe masculin dans 97 % des cas et sont âgés de 18 ans et plus dans une proportion de 77 %.
- 5 Il y a une augmentation importante du nombre de cas d'agression sexuelle déclarés aux services policiers depuis 2001.

Au cours des 10 dernières années, le gouvernement du Québec s'est doté de nouveaux moyens d'action et a soutenu une multitude d'interventions permettant de venir en aide aux femmes victimes de violence, plus particulièrement à celles touchées par la violence conjugale et les agressions sexuelles.

En 1995, le gouvernement du Québec adoptait une première politique d'intervention interministérielle *Prévenir, dépister, contrer la violence conjugale*, afin de venir en aide aux

femmes victimes de violence conjugale, aux enfants exposés à ce type de violence ainsi qu'aux conjoints violents. Un premier plan d'action de 57 engagements accompagnait cette politique.

Six ans plus tard, soit en 2001, le gouvernement rendait publiques ses *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle* ainsi qu'un plan d'action de 59 engagements s'y rattachant.

Ces deux documents gouvernementaux sont le résultat d'une vaste réflexion des différents ministères et organismes en concertation avec les milieux paragouvernemental, communautaire, associatif et universitaire directement concernés par la violence conjugale et les agressions sexuelles et constituent le moteur de l'action du gouvernement du Québec dans ce domaine.

Huit ministères et organismes, de même que l'ensemble de leurs réseaux d'aide et de protection, sont responsables de la mise en œuvre des plans d'action liés à ces deux documents gouvernementaux. Il s'agit des ministères et organismes suivants : Justice; Éducation, Loisir et Sport; Emploi et Solidarité sociale; Famille, Aînés et Condition féminine; Immigration et Communautés culturelles; Santé et Services sociaux; Sécurité publique; et Secrétariat aux affaires autochtones.

Le ministère de la Justice et le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine assument conjointement la responsabilité de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle et assurent la mise en œuvre des plans d'action avec les ministères et organismes concernés.

Deux mécanismes institutionnels assurent la cohérence, la complémentarité des actions et l'efficacité des travaux au gouvernement du Québec. Il s'agit du Comité des sous-ministres et du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle. Ce dernier collige annuellement des renseignements sur la mise en œuvre des différents engagements pris par les ministères concernés pour contrer la violence faite aux femmes.

Il est à noter que la politique d'intervention interministérielle *Prévenir, dépister, contrer la violence conjugale* et les *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle* répondent, entre autres, aux principales demandes formulées dans la dernière décennie par les groupes de femmes spécialisés dans l'intervention auprès des femmes victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle. Bien que ces deux formes de violence présentent globalement certaines similitudes, l'intervention qu'elles nécessitent, et cela tant auprès des victimes que des agresseurs, diffère, notamment pour les volets de l'intervention psychosociale, médicale, judiciaire et correctionnelle.

Par ailleurs, mentionnons que le gouvernement du Québec subventionne pour un montant de 50 M\$ annuellement un réseau de 106 maisons d'hébergement qui accueillent les femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. En outre, le gouvernement du Québec subventionne pour un montant de 8,2 M\$ annuellement un réseau de ressources d'aide en matière d'agression sexuelle.

Bien que des progrès appréciables aient été réalisés dans la dernière décennie pour contrer la violence conjugale et les agressions à caractère sexuel au Québec, il faut reconnaître que la poursuite des actions du gouvernement demeure nécessaire. Encore aujourd'hui, aucun groupe social, aucun statut, aucune situation financière ne permet d'être totalement à l'abri de la violence conjugale et des agressions sexuelles. Les recherches récentes indiquent néanmoins que les jeunes femmes, les femmes autochtones, les femmes immigrantes et les femmes des communautés culturelles demeurent particulièrement vulnérables à ces deux formes de violence.

En ce sens, le gouvernement du Québec intensifie actuellement ses efforts afin d'améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle, consolider les services d'aide

et de protection développés à leur intention et répondre aux besoins d'aide et d'encadrement des conjoints violents et des agresseurs sexuels.

Le gouvernement du Québec réaffirme également le caractère inacceptable et criminel de la violence contre toutes les personnes, notamment la violence conjugale et les agressions à caractère sexuel. À cet égard, le système judiciaire continue de poursuivre criminellement les auteurs d'actes de violence et accentue ses efforts en vue d'assurer la sécurité des victimes de violence et du public en général dans l'administration de la justice.

En 2004, le gouvernement du Québec a rendu public le *Plan d'action 2004-2009 en matière de violence conjugale*. Ce plan d'action regroupe 72 mesures qui accordent une priorité à la sécurité et à la protection des personnes victimes. À titre d'exemples : la mise à jour du guide des pratiques policières en matière de violence conjugale et des directives s'adressant aux substituts du procureur général, la diffusion des objectifs visés par la *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes*, etc.

La situation des enfants exposés à la violence conjugale fait aussi l'objet de nouvelles mesures, dont le développement chez les intervenantes et les intervenants d'habiletés en matière d'identification précoce et d'intervention auprès de ces enfants.

L'adaptation aux réalités particulières est au cœur des préoccupations du gouvernement du Québec. En effet, peu de mesures se sont adressées jusqu'à maintenant aux femmes plus particulièrement vulnérables à la violence conjugale. Ce nouveau plan d'action prévoit donc plusieurs engagements pour rejoindre ces dernières. Par exemple, plusieurs mesures visent à adapter l'intervention sociojudiciaire aux besoins des femmes vivant en milieux autochtones.

Par ailleurs, le futur plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle est actuellement en cours d'élaboration. Le gouvernement du Québec prévoit le rendre public à la fin de 2007. Une attention particulière sera accordée aux groupes de femmes les plus vulnérables à cette forme de violence, notamment les femmes autochtones, les femmes issues des communautés culturelles et les femmes handicapées.

Je cède maintenant la parole à M^e Martine Bérubé, qui présentera brièvement les plus récentes modifications législatives adoptées au Québec en lien avec les problématiques de la violence conjugale et des agressions sexuelles. Elle fera aussi un état de situation des mesures prises au Québec en vue d'assurer la protection des droits des femmes migrantes victimes de la traite.

Mme HÉLÈNE CADRIN

Notes biographiques

M^{me} Hélène Cadrin est juriste et éthicienne. Elle est responsable des dossiers de la violence et de la criminalité au Secrétariat à la condition féminine, qui est rattaché au ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. Elle coprécide, depuis 2004, les travaux du comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle. Depuis plus de 20 ans, elle agit à titre d'experte-conseil sur différents comités et groupes de travail concernés par les problématiques de violence. De 1987 à 2000, elle a œuvré en santé publique dans le secteur de la recherche et pour le développement de services spécialisés pour les personnes victimes de violence ainsi que pour les hommes violents.

Étude des crédits 2007-2008**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE****Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 28- Études, avis, analyses, recommandations à l'égard du système de perception des pensions alimentaires.

En août 2005, à Cincinnati, la National Child Support Enforcement Association a décerné à Revenu Québec une mention honorable pour la qualité du Programme de perception des pensions alimentaires et pour l'excellence de ses résultats.

Le Programme de perception des pensions alimentaires québécois est l'un des plus performants au Canada, selon le rapport *Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2005-2006*, publié en janvier 2007 par Statistique Canada.

Selon les données disponibles de mars 2006, 78 % des paiements ont été effectués à temps et en entier alors que ce taux variait de 55 % à 66 % pour les huit autres provinces et territoires mentionnés dans ce rapport.

Étude des crédits 2007-2008**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE****Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 29- **Bilan des actions engagées afin que la pension alimentaire reçue par les bénéficiaires de l'aide financière ne soit plus comptabilisée comme un revenu. Détails financiers de cette mesure.**

- Dans le programme de l'assistance-emploi, le gouvernement a procédé à une amélioration du traitement fiscal des pensions alimentaires, en étendant l'exemption partielle de 100 \$ par mois à tous les enfants pour lesquels une pension alimentaire est versée. Cette modification est en vigueur depuis janvier 2006 et permet la mise en œuvre de l'une des mesures du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.
- Par ailleurs, le traitement fiscal de la Prime au travail dans le cadre des pensions alimentaires constitue une amélioration par rapport à l'ancien programme, soit le programme APPORT. En effet, le calcul de la Prime au travail, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005, ne considère pas les revenus de pension alimentaire, tandis que le programme APPORT considérait les premiers 1200 \$ de pension alimentaire.
- Notons également que les revenus de pension alimentaire sont pris en compte à 100 % dans le calcul de la contribution des étudiantes et étudiants à l'exception des premiers 1200 \$ entièrement exemptés.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 30- Liste des organismes voués à l'accueil et l'intégration des femmes immigrantes.

Liste des organismes voués à l'accueil et l'intégration des femmes immigrantes :

- Collectif des femmes immigrantes du Québec
- Centre communautaire des femmes sud-asiatiques
- Centre des femmes de Montréal
- Association des femmes immigrantes de l'Outaouais
- Petites Mains
- Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)

Source : MICC – 2007-06-06

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 31- **Bilan du comité de travail interministériel qui a pour mandat « d'examiner les mesures de protection des droits accordés aux femmes migrantes victimes de trafic ». Liste des membres, nombre de rencontres tenues depuis sa création, copie des documents produits et échéancier.**

Le 17 octobre 2005, le gouvernement du Québec annonçait, dans le cadre de la revendication de la Marche mondiale des femmes 2005 portant sur la liberté, la mise sur pied d'un comité de travail interministériel sur la traite des femmes migrantes relevant du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.

Sous la présidence du ministère de la Justice, le Comité a pour mandat « d'examiner les mesures de protection des droits accordés aux femmes migrantes victimes de trafic, et ce, dans le respect des compétences du gouvernement du Québec et d'examiner les possibilités de négocier une entente avec le gouvernement fédéral sur cette question ».

La durée du mandat n'est pas déterminée.

Composition et représentation du Comité

- Ministère de la Justice : M^e Martine Bérubé (présidente) et M^e Nancy Aubin (secrétaire);
- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine : M^{me} Hélène Cadrin;
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles : M^{me} Denyse Beaudry et M^{me} Chantal Drolet;
- Ministère de la Santé et des Services sociaux : M^{me} Josée Laroche;
- Ministère de la Sécurité publique : M^{me} Hélène Simon et M. Jean-Martin Gauthier.

Travaux du comité

Le comité s'est réuni à douze reprises et 72 documents ont été déposés (annexe 1).

Dans le cadre de ses travaux, le Comité a rencontré :

- la présidente de l'Association des aides familiales du Québec (AAFQ);
- le représentant de la Direction des politiques et programmes de l'immigration économique du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;
- des représentantes de l'Association des femmes philippines PINAY;
- des chercheurs de l'Université du Québec à Montréal;
- des représentants de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC);
- des représentants de la Gendarmerie royale du Canada (GRC);
- une représentante du ministère de la Sécurité publique (Ministry of public Safety and Solicitor general) de la Colombie-Britannique;
- la directrice du Bureau d'aide juridique de Montréal (bureau de l'Immigration);
- des représentants du Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA);

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- des représentants de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI);
- une représentante de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC);
- des représentantes du Comité d'action contre le trafic humain interne et international (CATHI).

L'Association des aides familiales du Québec (AAFQ) réclame que le gouvernement du Québec négocie une entente avec le gouvernement fédéral afin de protéger les droits des femmes migrantes victimes de trafic et d'empêcher toute expulsion ou déportation de celles-ci. Toutefois, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a déjà adopté en mai dernier une directive sur la traite des personnes pour venir en aide aux victimes et encourager la collaboration et le signalement. Les agents d'immigration accordent dorénavant aux personnes victimes de la traite un permis de séjour temporaire (PST) d'une durée maximale de 120 jours, renouvelable. Une partie du mandat du comité se trouve en quelque sorte accomplie.

Afin de déterminer les partenaires impliqués dans la réponse aux besoins immédiats des victimes de la traite, M^{me} Hélène Cadrin, du MCCCCF, et M^{me} Chantal Drolet, du MICC, membres du comité, ont rencontré la Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec à deux reprises, en compagnie de l'ASFC et de la GRC. Des représentantes de certaines maisons d'hébergement ont également participé à ces rencontres.

Une troisième rencontre s'est tenue, sans la présence de l'ASFC et de la GRC, avec le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC), le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Montréal, le Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA) et trois maisons d'hébergement.

À la suite de cette rencontre, **une liste des ressources** pour l'hébergement, l'intervention psychosociale, la régularisation du statut, a été élaborée. Cette liste (voir annexe 2) devrait permettre à l'ASFC et à la GRC, lors des opérations éventuelles visant le démantèlement des réseaux de trafiquants, de confier des femmes victimes de la traite à des maisons d'hébergement lorsqu'il apparaît que l'hébergement dans ce type de ressources ne met pas en cause la sécurité de la victime, des autres résidentes et des intervenantes. Elle devrait également permettre aux maisons d'hébergement et aux autres intervenants et intervenantes de pouvoir compter sur la collaboration d'autres partenaires et de personnes ressources dans certains ministères. Toutefois, cette réponse aux besoins des victimes demeure provisoire.

Discussions avec le fédéral

Les discussions sont actuellement préliminaires et elles se déroulent au niveau des fonctionnaires. Le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes n'en a été que verbalement informé en raison des faits suivants :

L'état préliminaire de ces travaux s'explique par l'absence de données concrètes concernant les victimes potentielles [le nombre de personnes en cause, leur statut (femmes, hommes, enfants), leur pays d'origine et leur langue parlée, les régions du Québec qui seraient principalement touchées par des trafics clandestins, la nature des services requis par leur situation (services d'accueil, de référence, d'hébergement ou même de protection en cas de danger, etc.)] de sorte que nous ne pouvons raisonnablement évaluer la nature et les coûts des services pouvant être réclamés aux agences fédérales suite à leurs opérations de détection ou d'infiltration. Ces données sont d'autant plus approximatives qu'à notre

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

connaissance, une seule enquête de la GRC au Canada a permis au procureur de la Couronne du Québec de porter des accusations en matière de traite (16 mai 2007).

Devant ce manque d'information, nous avons néanmoins abordé les questions suivantes avec les agences fédérales, notre rationalité étant que nous devons être prêts à faire face à cette nouvelle forme de criminalité et que le Québec ne doit pas être pris au dépourvu advenant la découverte d'un réseau impliquant plusieurs victimes. Ceci implique des ententes fédérales-provinciales.

Groupe de travail du gouvernement fédéral

Le gouvernement fédéral a mis sur pied un Groupe de travail interministériel sur la traite des personnes chargé de coordonner les activités fédérales visant à régler le problème de la traite des personnes, y compris l'élaboration d'une stratégie globale de lutte contre ce problème conformément aux engagements internationaux du Canada.

Le comité a écrit à ce groupe de travail le 24 novembre 2006, pour en savoir davantage et créer des liens utiles, mais les coprésidentes n'ont pas, à ce jour, donné suite à notre correspondance.

Prochaines étapes

Le comité termine sous peu ses consultations et réexamine actuellement le modèle provisoire de réponse aux besoins d'éventuelles victimes de la traite.

Par la suite, le comité soumettra aux autorités un modèle permanent de services destinés aux personnes migrantes victimes de la traite (hébergement, aide financière, aide psychosociale, aide juridique, etc.).

Le rapport du comité sera soumis à M^{me} Christiane Barbe et M^{me} Danièle Montminy, coprésidentes du Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle, à la fin de 2007.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA TRAITE DES FEMMES MIGRANTES

LISTE DES DOCUMENTS DÉPOSÉS

- D1-141105 Document intitulé *Comité sur le trafic des femmes migrantes*, 5 octobre 2006, 1 page
- D2-141105 Document intitulé *Réponse gouvernementale aux revendications de la Marche mondiale des femmes 2005*, 1 page
- D3-141105 Document intitulé *Aide-mémoire à l'intention des intervenants auprès des personnes victimes de violence en attente d'une décision sur leur demande de résidence permanente*, 3 pages
- D4-091205 Copie de 3 articles de revue de presse, 3 pages
- D5-091205 Document intitulé *Qu'est-ce que la traite des personnes?*, 2 pages
- D6-070206 Document intitulé *Programme des aides familiales résidentes (PAFR)*, Immigration 21 mai 2003, 3 pages
[document de travail]
- D7-070206 Rapport du Groupe de travail DRHC, CIC, MRCI, CNT sur les aides familiales résidentes intitulé *Programme des aides familiaux résidents : des solutions aux problèmes actuels*, 3 juin 2003, 45 pages
[document de travail]
- D8-070206 Fiche d'information sur le projet de loi C-49 *Loi modifiant le Code criminel (traite des personnes)*, rédigée par Jean Turmel, Ministère de la Justice, 16 janvier 2006, 3 pages
- D9-070206 Document intitulé *Trafic de personnes*, Immigration et francisation, 23 novembre 2005, 2 pages
[document de travail]
- D10-070206 Document intitulé *Trafic de personnes vs contrebande de personnes*, GRC Section Immigration et passeports, Montréal novembre 2005, 17 pages
- D11-070206 Compte rendu du colloque sur la traite des personnes tenu à Ottawa les 8 et 9 mars 2004, rédigé par M. Jean-Martin Gauthier, 28 mars 2004, 13 pages
[document de travail]
- D12-070206 LANGEVIN, L., BELLEAU, M.-C., *Le trafic des femmes au Canada : une analyse critique du cadre juridique de l'embauche d'aides familiales immigrantes résidentes et de la pratique des promesses par correspondance*, Faculté de droit, Université Laval, Québec, octobre 2000
[disponible sur http://www.swc-cfc.gc.ca/index_f.html]
- Document intitulé *L'immigration au Québec*, Relations avec les Citoyens et Immigration Québec, 12 pages

- D13-190406 Document intitulé *Évaluation préliminaire de divers moyens permettant la réalisation d'une analyse du parcours d'intégration socioprofessionnel des personnes admises à titre d'aides familiales résidentes (AFR)*, Direction de la population et de la recherche et Direction des politiques et programmes des travailleurs, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, 3 octobre 2005, 8 pages
- D14-190406 Trousse d'information *Vivre au Québec*, remise par le MICC aux employeurs et aux candidates au PAFR
- D15-190406 *Stratégies pour combattre la traite des femmes et des enfants vulnérables à l'exploitation sexuelle*, Parlement européen, Strasbourg, 17 janvier 2006, 11 pages
- Rapport sur des stratégies de prévention de la traite des femmes et des enfants vulnérables à l'exploitation sexuelle*, Parlement européen, Document de séance 2004-2009, 14 décembre 2005, 22 pages
- Rapport sur la situation actuelle de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et toute action future*, Parlement européen, Document de séance 2004-2009, 9 décembre 2005, 17 pages
- D16-190406 Document intitulé *Tackling Human Trafficking – Consultation on Proposals for a UK Action Plan*, Home Office du Royaume-Uni, janvier 2006, 32 pages
[disponible sur www.homeoffice.gov.uk/about-us/haveyoursay/current-consultations]
- D17-190406 Document intitulé *Human Trafficking : Reference Guide for Canadian Law Enforcement*, University College of the Fraser Valley Press, mai 2005, 72 pages
- D18-160506 *Directives provisoires de CIC sur la traite des personnes*, mai 2006, 17 pages
- D19-160506 Dépliant intitulé *Pinay, Filipino Women's Organisation of Quebec*
- D20-160506 Exemple de contrat de l'agence *The Magical Filipina*, 2 pages
[disponible sur le site de l'Agence : www.magicalfilipina.com]
- D21-160506 Extrait du quotidien *The Gazette*, Montréal, 24 mars 2003, page vente aux enchères, annonce pour des aides familiales par l'agence Diva international, 2 pages
- D22-160506 OXMAN-MARTINEZ, J., HANLEY, J., CHEUNG, L., *Another Look at the Live-in-Caregivers program*, septembre 2004, 29 pages
- D23-160506 PRÉSENTATION AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA TRAITE DES FEMMES IMMIGRANTES, version remaniée et enrichie par Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy, d'une communication préparée par Lyne Kurtzman, Aurélie Lebrun, Marie-Andrée Roy, 14 pages
[document de travail]
- D24-210606 Document intitulé *Traite de personnes (trafficking) vs contrebande de personnes (smuggling)*, Agence des services frontaliers du Canada, région du Québec, 1 page

- D25-210606 Document intitulé *Aide-mémoire sur les définitions de la traite des personnes au Canada*, Agence des services frontaliers du Canada, 3 pages
- D26-210606 Carte format de poche *Victimes de la traite de personnes*, GRC
- D27-210606 Présentation PowerPoint intitulée *La traite des personnes*, Guylène Le Clair, Agence des services frontaliers du Canada, 21 juin 2006, 14 pages
[document de travail]
- D28-210606 Fiche intitulée *Traite des femmes migrantes*, étude des crédits 2006-2007 du MFACF volet Condition féminine, 2 pages
- D29-210606 Livre ayant pour titre *L'esclavage sexuel : un défi à l'Europe*, Matiada Ngalikpima, Les Éditions de Paris/Fondation Scelles, 2005
- D30-210606 *BC's Human Trafficking Response*, Colombie-Britannique, 1 page
- D31-200706 OXMAN-MARTINEZ, J., LACROIX, M., HANLEY, J., *Les victimes de la traite des personnes : Points de vue du secteur communautaire canadien*, Division de la recherche et de la statistique, Ministère de la Justice, Canada, août 2005, 47 pages
- D32-200706 Présentation PowerPoint de la Colombie-Britannique intitulée *Responding to the Phenomenon of Global Human Trafficking on Canada's West Coast*, 20 pages
- D33-200706 *Standards de droits humains pour le traitement des personnes soumises à la traite*, Global rights, Alliance globale contre la traite des femmes, janvier 1999, 16 pages
- D34-200706 *Guide annoté au Protocole Complet de l'ONU contre la Traite des Personnes*, Global rights, 2005, 34 pages
- D35-200706 *Traite des être humains – Comment assister une victime*, Guide pratique issu du projet Daphné « Pour une meilleure assistance et protection des victimes de la traite des êtres humains », octobre 2002, 32 pages
- D36-200706 JORDAN, ANN, *La traite des êtres humains : cet esclavage qui nous entoure*, Directrice de l'initiative contre la traite des personnes, Groupe international des droits humains, 2001, 7 pages
- D37-200706 *Assistance et protection des victimes*, Victims Trafficking, France, 7 pages
[disponible sur <http://victimsoftrafficking.esclavagemoderne.org/FR/retour.htm>]
- D38-200706 Procès-verbal de la rencontre du sous-comité sur les services aux victimes de traite en date du 15 juin 2006 et la liste des ressources intitulée *Partenaires impliqués dans la réponse aux besoins immédiats*
[document de travail]

- D39-200706 *Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI)*, modèle de permis de séjour temporaire, de certificat d'admissibilité au PFSI et de l'annexe C comportant la liste des services couverts, 4 pages
- D40-190906 Document intitulé *Procédure pour l'obtention d'un arrêté ministériel par un organisme public québécois*, 1 page
- D41-161106 Fiche sur l'état des travaux du Comité interministériel sur la traite des femmes migrantes, rédigée par Jean Turmel, Ana-Marina Ionescu et Martine Bérubé, Ministère de la Justice, 25 septembre 2006, 6 pages
[document de travail]
- D42-161106 Rapport intitulé *Trafficking in Persons Report*, U.S. Department of State, Washington, juin 2006
[disponible sur <http://www.state.gov/documents/organization/66086.pdf>]
- D43-161106 Résumé du documentaire intitulé *Bonnes à tout faire*, Hélène Choquette, 2005
[disponible sur http://www.ridm.qc.ca/ridm8.f/films.par_titre.php]
- D44-161106 Décision *R. v. Ng*, 2006 BCPC 111 (CanLII), Cour provinciale de la Colombie-Britannique, 23 mars 2006 [constitutionnalité des articles sur la traite contenus à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*]
- D45-161106 Compte rendu rencontre du MICC et de l'organisme PINAY (Filipino Women's Organisation in Quebec), tenue le 31 août 2006
[document de travail]
- D46-161106 Résumé du guide de la Colombie-Britannique sur les services destinés aux victimes de la traite intitulé : Initiative d'intervention de la C.-B. en matière de traite de personnes, en version française et BC's Human Trafficking Response Initiative en version anglaise, 14 pages
- D47-161106 Dépliant explicatif intitulé : PRAIDA Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile, 2 pages
- D48-161106 Document informatif sur la journée d'étude (22 novembre 2006) sur les ressources nécessaires à un refuge d'urgence intitulé Quel refuge pour les femmes victimes de trafic et de traite?, organisée par CATHII, 3 pages
- D49-161106 Lettre de M. Nikolas Ducharme, directeur à la Direction des politiques de sécurité du revenu, du MESS, du 23 août 2006
- D50-161106 Réponse gouvernementale aux revendications de la Marche mondiale des femmes 2005 (fiche 2 La liberté)
- D51-161106 *Rapport du Comité consultatif externe relativement à l'encadrement des consultants en immigration*, présenté à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, avril 2005, 74 pages
- D52-250107 Document intitulé *Évaluation binationale de la traite de personnes CANADA-ÉTATS-UNIS*, 24 pages [disponible sur <http://www.psepc-sppcc.gc.ca/prg/le/fl/1666i-fr.pdf>]

- D53-250107 Document intitulé WHO ethical and safety recommendations for interviewing trafficked women, préparé par the World Health Organization, 30 pages en format legal, [disponible sur <http://www.who.int/gender/documents/en/final%20recommendations%2023%20oct.pdf>]
- D54-250107 Bulletin Internet Octobre-Novembre 2006 disponible sur le site principal de HumanTrafficking.org A web resource for combating human trafficking : http://www.humantrafficking.org/newsletters/2006_10_01
- D55-250107 Extraits de la revue de presse, tirés du quotidien *Le Journal de Québec*, Québec, le 9 décembre 2006, portant sur l'opération contre le trafic d'êtres humains à Vancouver, 2 pages
- D56-250107 Bulletin Internet N° 24, novembre-décembre 2006, Sécurité mondiale, portant sur la traite d'êtres humains, 4 pages [disponible sur <http://www.ighei.ulaval.ca/Pdf/Securitemondiale24.pdf>]
- D57-250107 Lettre à Me Diane Petit, Directrice du Bureau d'aide juridique de Montréal (bureau de l'Immigration), du 30 novembre 2006, 2 pages
- D58-250107 Lettre à M. Nikolas Ducharme, directeur à la Direction des politiques de sécurité du revenu, au MESS, du 4 décembre 2006, 2 pages
- D59-250107 Trousse du Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA) comprenant un Dépliant explicatif intitulé : PRAIDA (2 pages), le Rapport annuel abrégé 2005-2006 du Centre de santé et de services sociaux de la Montagne (2 pages), 2 présentations PowerPoint sur les Services de santé (5 pages) et les Services sociaux (3 pages) du PRAIDA
- Pratique sociale interculturelle au SARIMM (service d'aide aux réfugiés et aux immigrants du Montréal métropolitain), CLSC Côte-des-Neiges, 2003, 103 pages
- YOUNG REFUGEES SEEKING ASYLUM : THE CASE OF SEPARATED YOUTH IN QUEBEC, CLSC Côte-des-Neiges, 2002, 104 pages
- D60-250107 Trousse comprenant la *Politique gouvernementale Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, rendue publique le 17 décembre 2006, un document *En bref* de la politique gouvernementale, le *Plan d'action 2007-2010* ainsi qu'une affiche [disponible sur <http://www.mfacf.gouv.qc.ca/>]
- D61-250107 Document d'information de Citoyenneté et de l'Immigration, Canada, sur l'Assistance aux victimes de la traite de personnes [disponible sur <http://www.cic.qc.ca/francais/demandes/pst.html>]
- D62-270207 Document présentant les modifications législatives proposées par le Conseil canadien pour les réfugiés, version anglaise, 3 pages (la version française comprend 5 pages) [disponible sur <http://www.ccrweb.ca/eng/engfront/frontpage.htm>]

- D63-270207 Rapport d'activités 2005-2006 de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, 22 pages [disponible sur <http://www.tcric.gc.ca/Pdf/Rapport%202005-2006.pdf>]
- D64-270207 Stratégie d'action en matière de protection des droits des enfants victimes de la traite au Québec, Volet I, Rapport de recherche, copie finale, février 2007, Bureau international des droits des enfants, 76 pages [disponible sur http://www.ibcr.org/Publications/BIDE_Rapportfinal19_fev_2007.pdf]
- D65-270207 Lettre au Groupe de travail interministériel sur la traite des personnes, du 24 novembre 2006, 2 pages
- D66-270207 *Migration Forcée Revue*, 1^{er} numéro en langue française, 25 juillet 2006, 72 pages [disponible sur <http://www.migrationforcee.org/pdf/MFR25/MFR25.pdf>]
- D67-270207 *Rapport du Comité de réflexion de la FFQ sur la prostitution et le travail du sexe*, automne 2001, 22 pages [disponible sur <http://www.elizabethfry.gc.ca/journal/crimes/aut2001/art01.htm>]
- D68-270207 Information sur la *Coalition contre le trafic chez les femmes (Coalition Against Trafficking in Women)*, 4 pages [disponible sur <http://www.catwinternational.org/about/index.php>]
- D69- Rapport du Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes, Canada, « *De l'indignation à l'action pour contrer la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Canada* », février 2007, 70 pages, [disponible sur http://sisyphe.org/sisypheinfo/IMG/pdf/Comite_permanent_Rpt12-f_1.pdf]
- D70- Lettre ouverte des femmes immigrantes sur la politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, publiée le 27 février 2007, par la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) et l'Association des Aides familiales du Québec, 4 pages, [disponible sur http://netfemmes.cdeacf.ca/les_actualites/lire.php?article=7170]
- D71- Résumé de la politique belge en matière de traite des êtres humains, 5 pages, [disponible sur http://www.kbs-frb.be/code/page.cfm?id_page=153&ID=428 et <http://www.kbs-frb.be/files/db/fr/PUB%5F1638%5FSYNTF%5FTraite%5FEtres%5Fhumains.pdf>]
- D-72 Extrait de la revue de presse intitulé « *Slave trade is alive and flourishing* », 2 pages

Annexe 2

VICTIMES DE LA TRAITE AU QUÉBEC*

PARTENAIRES IMPLIQUÉS DANS LA RÉPONSE AUX BESOINS IMMÉDIATS

HÉBERGEMENT POUR LES FEMMES 24HEURES – 7 JOURS			
ORGANISME	SERVICE	COORDONNÉES	CONTACT
Le Chaînon	Peut accueillir des femmes avec des problèmes de toxicomanie et de santé mentale	4373, av. de l'Esplanade Montréal (Québec) H2W 1T2	514 845-0151
L'Arrêt-Source	18 à 30 ans Possibilité d'hébergement de longue durée	10 249, av. Christophe-Colomb, Montréal (Québec) H2C 2T8	514 383-2335
Inter-Val	Priorité aux femmes avec enfants. Possibilité d'hébergement de petit groupe de femmes (2 ou 3)	Confidentielle ***	514 933-8488
AIDE			
ORGANISME	SERVICE	COORDONNÉES	CONTACT
Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA)	Intervention psychosociale, intervention post-traumatique, soins de santé et couverture des soins par le programme fédéral de santé intérimaire, accompagnement dans les démarches auprès des autorités canadiennes et québécoises responsables de l'immigration.	5700, chemin de la Côte des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 2A8	Marian (Shermatke) 514 731-1386 poste 2534
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Montréal	Services courants aux victimes (information sur le processus judiciaire, les droits et recours des personnes victimes d'actes criminels, soutien et accompagnement de la personne dans ses démarches auprès des organismes, orientation vers les ressources appropriées) disponibles en français, anglais, espagnol, portugais, créole.	1030 Beaubien Est, 4 ^e étage Montréal (Québec) H2S 1T4	514 277-9860
Aide juridique de Montréal	Régularisation du statut d'immigration (Permis de séjour temporaire) Information sur les droits et recours en immigration et en toutes autres matières.	800, boul. de Maisonneuve Est, 8 ^e étage Montréal (Québec) H2L 4M7	M ^e Diane Petit 514 849-3671 poste 285
AUTRES PERSONNES CONTACTS			
Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)	Charles Dudemaine	514-496-9445	
Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)	Annie Lafleur	514 283-0531	
Gendarmerie royale du Canada (GRC)	Marie Suzie Raymond Magdala Turpin	514 939-8306 514 939-8306	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) (pour l'accès à l'aide financière)	Michel Pérusse	418 644-9009	
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)	Chantal Drolet	514 873-5914 poste 27024 514-229-7958 (cellulaire)	
Ministère de la Culture et des Communications Secrétariat de la Condition féminine (SCF)	Hélène Cadrin	418 644-4408	
Directeur des poursuites criminelles et pénales	À venir		

- * Cette liste est provisoire et est actuellement réexaminée dans le cadre des travaux du Comité interministériel sur la traite des femmes.
- ** L'hébergement dans les maisons identifiées peut s'effectuer lorsque la GRC ou l'ASFC évalue qu'il n'y a pas de risque pour la sécurité de la victime, des autres résidentes de la maison et des intervenantes.
- *** Compte tenu que l'adresse est confidentielle, cette dernière sera communiquée par téléphone seulement.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 32- Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

En 2006-2007, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a versé **8,2 M\$** aux **42** organismes communautaires qui offrent majoritairement des services aux adolescentes et aux victimes d'agression sexuelle. Cette somme est récurrente annuellement. La grande majorité de ces organismes sont des CALACS. Ce montant inclut le financement du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel.

Les CALACS sont des organismes qui sont également soutenus financièrement par le biais du programme de soutien aux organismes communautaires (SOC). Ces organismes offrent des services qui concernent l'aide directe (écoute téléphonique, suivi individuel ou de groupe, accompagnement), la prévention, la sensibilisation et la défense des droits.

Il y a 28 CALACS membres du Regroupement québécois des CALACS (RQCALACS) et six autres ressources spécialisées d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, non membres du regroupement.

Les organismes membres du regroupement visent la clientèle des femmes et jeunes femmes de 14 ans et plus, alors que certaines ressources non membres d'adressent aux enfants ou aux hommes.

De plus, il existe cinq autres ressources communautaires non identifiées sous le vocable « CALACS » qui donnent des services à différentes clientèles de victimes : enfants (et leur famille), hommes abusés sexuellement à l'enfance, adolescents et adolescentes et jeunes adultes.

En 2006-2007, une somme totale de **8 945 549 \$** a été versée par le MSSS, ce qui inclut 731 037 \$ versés aux organismes qui interviennent auprès des agresseurs et des victimes (voir tableau ci-joint).

Financement accordé en 2006-2007 aux organismes communautaires qui donnent des services aux victimes d'agression sexuelle

Région	Nom de l'organisme	Mission	CALACS	CALACS non-membres	Autres ressources
1	Calacs Rimouski	CALACS	226 115 \$		
	Calacs du KRTB (Rivière-du-Loup)	CALACS	37 410 \$		
	Total Région du bas-St-Laurent :				
2	Calacs Entre elles	CALACS	204 566 \$		
	Maison ISA	CALACS	255 568 \$		
	Total Région du Saguenay :				
3	Viol-Secours	CALACS		294 888 \$	
	Calacs de Charlevoix	CALACS	202 823 \$		
	Total Région de Québec :				
4	Calacs la passerelle (Drummondville)	CALACS	217 331 \$		
	Aquar'elle	CALACS	93 566 \$		
	Calacs Centre-Mauricie/Mékinac	CALACS	46 860 \$		
	Calacs Trois-Rivières	CALACS	242 448 \$		
	Total Région Mauricie/Ctre-du-Québec :				
5	Calacs Estrie	CALACS	237 422 \$		
	Total Région Estrie :				
6	Calacs de L'ouest de l'île	CALACS	252 730 \$		
	Comité des femmes actives de Mtl	CALACS		289 270 \$	
	Groupe d'aide et d'information	CALACS		307 525 \$	
	Criphase	Hommes victimes			54 072 \$
	Mouv. Contre le viol et l'inceste	CALACS	339 214 \$		
	Trêve pour elle	CALACS	289 232 \$		
	Total Région Montréal :				
7	Calas	CALACS	337 613 \$		
	Centre d'intervention abus sexuel par famille (CIASF)	Enfants abusés et pères abuseurs			181 140 \$
	Total Région de l'Outaouais :				
8	Assault sexuel secours pour victimes	CALACS	226 280 \$		
	Calacs Abitibi-Action IKWE	CALACS	76 674 \$		
	Capacs A-O	CALACS		27 174 \$	
	Point d'appui	CALACS	227 892 \$		
	Total Région de l'Abitibi-Témiscamingue :				
9	Calacs région Côte-Nord	CALACS	274 525 \$		
	Total Région de la Côte-Nord :				
11	Calacs la Borne-Gaspésie	CALACS	248 346 \$		
	Calacs l'Espoir des Iles	CALACS	101 725 \$		
	Total Région de la Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine :				
12	Calacs A-tire-d'aile	CALACS	203 990 \$		
	Calacs Chaudière-Appalaches (l'Envolée)	CALACS		232 193 \$	
	Total Région de Chaudière-Appalaches :				
13	CPIVAS	CALACS		427 224 \$	
	Total Région de Laval :		0 \$		
14	Calacs Coup de cœur	CALACS	223 364 \$		
	Calacs La chrysalide	CALACS	202 981 \$		
	Parents Unis Repentigny	Enfants abusés et pères abuseurs			135 872 \$
	Total Région de Lanaudière :				
15	Calacs-Laurentides	CALACS	262 593 \$		
	CÉTAS (Parents unis Laurentides)	Enfants abusés et pères abuseurs			172 036 \$
	L'Élan centre d'aide lutte agression	CALACS	204 624 \$		
	Total Région des Laurentides :				
16	Calacs Granby	CALACS	237 864 \$		
	Calacs La Vigie	CALACS	225 944 \$		
	Ctre d'aide aux victimes agres. Richelieu	Victimes			121 474 \$
	Groupe d'entraide expression libre du Haut-Richelieu	Adolescent-e-s victimes			66 443 \$
	La Traversée	CALACS		350 495 \$	
	Calacs Châteauguay	CALACS	279 342 \$		
	L'Ombrelle Calacs St-Jean	CALACS			
	Total Région de la Montérégie :				
National	Regroupement québécois Calacs	CALACS	306 701 \$		
	Total du soutien :		6 285 743 \$	1 928 769 \$	731 037 \$
Total du soutien national et régional aux victimes :			8 945 549 \$		

Tableau des montants alloués depuis 2002 aux CALACS et à certaines ressources d'aide aux victimes d'agression sexuelle dans le cadre des montants annoncés pour les CALACS.

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Regroupement CALACS (PSOC)				
Récurrent (PSOC) MSSS	150 000	210 745	210 745	210 745
Récurrent (autre ministère)	60 745			
Non récurrent (projets)	95 956	95 956	95 956	95 956
Non récurrent pour plan de dévelop.				25 000
Total regroupement	306 701	306 701	306 701	331 701
CALACS+ services aux victimes				
Récurrent (PSOC)	5 406 985	5 905 413	6 328 626	6 328 626*
Discretionnaire accordé à 6 CALACS				180 000
Non récurrent (projets pilote)	270 000	150 000	150 000	150 000
Régions nordiques (récurrent)		120 000	120 000	120 000
Total organismes	5 676 985	6 175 413	6 598 626	6 778 626
Grand total	5 983 686	6 482 114	6 905 327	7 110 327

* À noter qu'il est possible que des montants d'indexation soient rajoutés par les agences pour 2005-2006, mais l'information ne sera disponible qu'à la fin de l'année en cours.

Source : Lucie Vézina, responsable du dossier
Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Étude des crédits 2007-2008**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE****Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 33- Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVAC pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Association Québécoise Plaidoyer-Victimes AQPV (2006-2007)

Le ministère de la Justice a versé 100 000 \$ à l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV) par le biais du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), et ce, en vertu de la Politique gouvernementale sur l'action communautaire qui prévoit que les organismes voués à la défense collective des droits doivent recevoir leur financement directement du SACAIS. Une subvention du même montant en 2007-2008 est en voie d'autorisation.

L'Association Québécoise Plaidoyer-Victimes a présenté une demande de subvention de 50 000 \$ pour un projet spécifique d'information, de formation et de sensibilisation de la population à la réalité des personnes victimes d'actes criminels pour l'exercice 2006-2007 et a reçu une subvention de 50 000 \$.

L'Association Québécoise Plaidoyer-Victimes a présenté une demande de subvention de 80 000 \$ pour un projet spécifique de recherche sur les victimes d'actes criminels pour l'exercice 2007-2008. Une demande de subvention à cet effet est en voie d'autorisation.

Regroupement des innocentes victimes du crime organisé RIVCO (2006-2007)

Une subvention de 50 000 \$ avait été autorisée pour l'exercice 2006-2007 au Regroupement des innocentes victimes du crime organisé (RIVCO) mais aucune demande d'aide financière n'a été formellement présentée par l'organisme en 2006-2007. Aucune somme n'a donc été versée pour l'année financière 2006-2007. De plus, aucune demande de subvention n'a été présentée par cet organisme pour l'année financière 2007-2008.

S.O.S. Violence conjugale (2006-2007)

S.O.S. Violence Conjugale a présenté une demande d'aide financière en 2006-2007 et une subvention de 462 435 \$ lui a été octroyée. En 2007-2008, la demande s'élève à 485 000 \$ et est en voie d'autorisation.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Association de familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD) (2006-2007) et Association de défense des droits des familles de victimes d'actes criminels (ADDFVAC) (2007-2008)

L'Association de familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD) a présenté une demande d'aide financière en 2006-2007 et une subvention de 50 000 \$ a été versée en avril 2007 concernant l'exercice 2007-2008.

L'Association de familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD) a également présenté en 2006-2007 une demande de subvention pour des projets spécifiques d'information, de formation et de sensibilisation de la population à la réalité des personnes victimes d'actes criminels, et particulièrement leur famille. Ces demandes sont toujours à l'étude.

L'Association de défense des droits des familles de victimes d'actes criminels (ADDFVAC) a été créée en 2007 et compte faire une demande d'aide financière au SACAIS en 2007-2008. Le ministère de la Justice prévoit verser 45 000 \$ à ce nouvel organisme de défense des droits par le biais du SACAIS, et ce, en vertu de la Politique gouvernementale sur l'action communautaire qui prévoit que les organismes voués à la défense collective des droits doivent recevoir leur financement directement du SACAIS.

FONDATION MARIE-VINCENT (2006-2007)

La Fondation Marie-Vincent a présenté une demande d'aide financière pour les exercices 2005-2006 et 2006-2007 et a reçu une subvention de 133 334 \$ en 2006-2007.

Le Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent a présenté pour l'exercice 2006-2007 une demande de subvention pour un projet spécifique d'information, de formation et de sensibilisation de la population à la réalité des personnes victimes d'actes criminels, et particulièrement les jeunes victimes d'agression sexuelle. La subvention a été autorisée en 2006-2007 mais elle n'a pu être versée en 2006-2007. Une subvention d'un montant de 63 017 \$ est en voie d'autorisation pour cet organisme en 2007-2008.

Date : 24 mai 2007

Personne responsable : Robert Caron, directeur du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels (646-6548 poste 20858)

Collaboration : M^e Nancy Aubin, BAVAC (646-6548 poste 20892)

Tableau présentant l'aide financière accordée aux CAVAC depuis 2001-2002 à 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008.

CAVAC	Ouverture	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Prévisions 2007-2008
Québec	Juin 1988	135 000 \$	203 679 \$	399 850 \$	410 481 \$	440 313 \$	640 000 \$	660 000 \$
Montréal	Novembre 1988	145 000 \$	199 616 \$	532 110 \$	835 844 \$	993 225 \$	990 000 \$	990 000 \$
Saguenay-Lac-St-Jean	Janvier 1989	135 000 \$	174 182 \$	242 780 \$	364 471 \$	337 104 \$	562 665 \$	618 000 \$
Outaouais	Novembre 1989	135 000 \$	220 146 \$	382 100 \$	394 590 \$	396 277 \$	605 434 \$	650 000 \$
Bas-Saint-Laurent	Février 1990	135 000 \$	176 087 \$	304 386 \$	316 471 \$	589 587 \$	666 000 \$	620 000 \$
Mauricie	Février 1990	135 000 \$	204 857 \$	290 491 \$	361 971 \$	565 771 \$	636 806 \$	685 000 \$
Montérégie	Mars 1990	135 000 \$	183 160 \$	319 055 \$	435 480 \$	574 836 \$	778 343 \$	820 000 \$
Laval	Mars 1991	135 000 \$	189 848 \$	272 900 \$	307 990 \$	187 070 \$	508 387 \$	455 400 \$
Estrie	Novembre 1992	135 000 \$	181 441 \$	304 092 \$	497 236 \$	558 344 \$	553 184 \$	595 100 \$
Laurentides	Décembre 1992	135 000 \$	163 533 \$	238 000 \$	305 490 \$	439 864 \$	526 107 \$	578 000 \$
Lanaudière	Mars 1998	135 000 \$	190 118 \$	228 900 \$	307 990 \$	367 765 \$	474 126 \$	515 000 \$
Côte-Nord	Novembre 2001	80 000 \$	156 230 \$	238 880 \$	255 481 \$	372 369 \$	491 402 \$	540 000 \$
Abitibi-Témiscamingue	Juin 2002	65 000 \$	159 603 \$	220 412 \$	362 471 \$	485 516 \$	547 456 \$	600 000 \$
Gaspésie/ Îles-de-la-Madeleine	Février 2003	----	50 000 \$	221 000 \$	298 971 \$	286 166 \$	440 971 \$	484 000 \$
Centre-du-Québec	Avril 2003	----	500 \$	200 000 \$	172 990 \$	272 644 \$	359 303 \$	380 000 \$
Inuit	Octobre 2004	----	----	70 000 \$	120 000 \$	50 000 \$	400 000 \$	420 000 \$
Cris		----	----	----	----	----	----	350 000 \$
TOTAL		1 640 00 \$	2 453 00 \$	4 464 956 \$	5 747 927 \$	6 916 851 \$	9 180 184 \$	9 960 500 \$

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 34- **Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2006-2007. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2007-2008 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2007-2008 en lien avec cette politique.**

La mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle, rendu public en 2001, s'est terminée en mars 2006.

Le 13 décembre 2005, le **Comité des sous-ministres** en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle, coprésidé à cette époque par le ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF) et le ministre de la Justice (MJQ), a confié au comité interministériel le mandat suivant :

- **produire un rapport synthèse** portant sur la mise en œuvre des engagements gouvernementaux 2001-2006 contenus au plan d'action en matière d'agression sexuelle;
- **élaborer un nouveau plan d'action gouvernemental quinquennal** en matière d'agression sexuelle devant succéder à celui de 2001 (dépôt prévu en **mars 2008**);
- prolonger la mise en œuvre de l'actuel plan d'action en matière d'agression sexuelle jusqu'à la publication du nouveau plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle.

En conformité avec ce mandat, le comité interministériel a produit un bilan de sa mise en œuvre.

Le 1^{er} mars 2007, le *Rapport sur la mise en œuvre des engagements gouvernementaux 2001-2006* en matière d'agression sexuelle a été adopté à l'unanimité par le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle. Ce rapport a été rendu public dans la semaine du 28 mai 2007 (voir annexe 1).

Éléments positifs du rapport

1. Bien qu'ayant annoncé l'attribution d'une somme de 21 M\$ supplémentaires pour prévenir et traiter les cas d'agression sexuelle, au-delà de **40 M\$** ont été consacrés par le gouvernement, entre mars 2001 et mars 2006, pour contrer les agressions sexuelles et mettre en place de nouvelles façons de faire.
2. Depuis le lancement des Orientations et du plan d'action en 2001, le taux de dénonciation des agressions sexuelles a connu une augmentation de plus de **34 %**.
3. La consolidation des centres désignés du réseau de la santé et des services sociaux qui procurent des services aux personnes victimes d'une agression sexuelle est une réalisation majeure. Répartis dans toutes les régions du Québec, 62 centres désignés offrent maintenant aux victimes des services d'accueil, de soutien émotionnel, de suivi médical ou médicolégal, ainsi que des services psychosociaux en un lieu unique.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

4. La formation d'équipes spécialisées et les changements de pratiques au sein du secteur policier et du secteur des poursuites publiques ont favorisé, pour leur part, une intervention mieux adaptée aux besoins des victimes et la continuité dans le traitement judiciaire des cas d'agression sexuelle.
5. *L'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuel, de mauvais traitement ou d'une absence de soin menaçant leur santé physique* est une des réalisations du plan d'action des plus avant-gardiste. Elle constitue une avancée en matière d'intervention sociojudiciaire concertée.
6. De multiples efforts concrets ont été déployés par chacun des intervenants et intervenantes des ministères et des organismes engagés dans le plan d'action et ces efforts méritent d'être soulignés.
7. Ce premier plan d'action en matière d'agression sexuelle marque la volonté gouvernementale d'agir pour contrer les agressions sexuelles par une intervention globale et concertée.
8. L'ensemble des réalisations gouvernementales a permis des progrès appréciables dans les pratiques et les services offerts aux victimes d'agression sexuelle ainsi que dans le traitement des agresseurs, et le Québec a développé une expertise remarquable et une façon de faire unique.
9. La lutte aux agressions sexuelles est dans la bonne voie grâce, notamment, aux efforts déployés et aux structures mises en place. Le gouvernement s'engage à poursuivre ses efforts pour les cinq prochaines années, dans un nouveau plan d'action en matière d'agression sexuelle qui sera rendu public en 2008.
 - a. Le prochain plan d'action devrait permettre notamment de répondre à des groupes plus vulnérables à cette forme de violence, soit les femmes autochtones, les femmes handicapées et les femmes des communautés culturelles.
 - b. Un nouveau ministère se joindra aux neuf ministères partenaires, soit le ministère des Affaires municipales et des Régions.

Pour la répartition des sommes octroyées par les différents ministères en lien avec leurs engagements, voir le tableau ci-joint (annexe 2).

Travaux pour l'élaboration du nouveau plan d'action

En vue d'élaborer le nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle (2008-2013), le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle a rencontré, au cours de l'automne et de l'hiver 2006, certains groupes spécialisés en matière d'agression sexuelle dont le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), le Regroupement des Équipes Espace (prévention auprès des enfants), le Regroupement des intervenantes et intervenants auprès des délinquants sexuels (RIMAS), le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF), la Chaire interuniversitaire Fondation Marie-Vincent sur les agressions sexuelles envers les enfants, le Fonds de recherche sur la société et la culture, le Groupe de recherche sur les agresseurs sexuels (GRAS) et la Table des répondants régionaux en violence conjugale et en agression sexuelle.

Le comité interministériel rencontrera également l'ensemble de son comité conseil les 18 et 19 juin 2007.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Un projet de plan d'action sera déposé au Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle par le comité interministériel à l'automne 2007.

Ces décisions démontrent la volonté gouvernementale de contrer encore plus efficacement les agressions à caractère sexuel et de venir en aide aux personnes qui en sont victimes. De plus, le nouveau plan d'action permettra de rejoindre des groupes plus particulièrement vulnérables à cette forme d'agression, notamment les femmes autochtones, les femmes handicapées et les femmes issues des communautés culturelles.

En matière de violence conjugale et d'agression sexuelle

Faisant suite à un engagement du MJQ dans le *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, un amendement fut introduit au Code civil du Québec le 14 décembre 2005. Le nouvel article 1974.1 C. c. permet à une victime de violence conjugale ou d'agression à caractère sexuel d'obtenir la résiliation de son bail résidentiel au motif que sa sécurité ou celle d'un enfant est menacée.

Cette disposition législative est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2006.

Selon un rapport préliminaire du MJQ, entre le 1^{er} avril 2006 et le 30 septembre 2006, 55 demandes de résiliation de bail ont été acheminées aux substituts du procureur général, 45 résiliations de bail ont ainsi été accordées en conformité avec cette nouvelle loi (annexe 3).

Un rapport sur l'application de l'article 1974.1 du Code civil est prévu en avril 2008.

RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX 2001-2006

Orientations
gouvernementales
en matière
d'agression
sexuelle

Québec 

Tableau de la réalisation des engagements du plan d'action en matière d'agression sexuelle

M	Responsable	Mesure réalisée	Période	Coûts	Rapport (pages)	mesure à renouveler
1	MSSS	x	2001-2004	2 500 000 \$	19	x
2	TOUS	x	2001-2006	163 000 \$	19 à 22	x
3	MELS	remplacée	2005-2006		23	x
4	SLS (MSSS)	x	2001-2006	156 560 \$	23-24	x
5	MSSS (MELS)	x	2001-2004	478 642 \$	25	x
6	MSSS/MSP	x	2001-2006	2 816 327 \$	24	x
7	MFACF	x	2001-2006	22 400 \$	47 à 50	non
8	MICC	x	2001-2006	70 152 \$	32	x
9	MSP	x	2001-2004		41	non
10	MSSS	x	2001-2006	1 730 \$	26 à 28	x
11	MSSS	x	2001-2006		38	x
12	MSP	x	2001-2006	7 503 564 \$	41	non
13	MSP, MSSS	x	2001-2003		39	x
14	MJQ/MSP	x	depuis 2001		39	non
15	MJQ/MSSS	x	2001-2004		31	x
16	SAA	x	2001-2003	8 500 \$	23	x
17	MSSS	x	2001-2006	2 632 000 \$	30	x
18	MSSS	x	2001-2006	4 629 343 \$	29-30	x
19	MSSS/MSP	x	2001-2006		42	x
20	MSSS	x	2001-2006	100 950 \$	42	x
21	MSSS	x	2001-2004	883 572 \$	43	x
22	MSP	x	2001-2006		40	non
23	MSSS	x	20-12-2001		46	non
24	MJQ, MSSS	x	depuis 2001		46	non
25	MJQ	x	20-12-2001		47	non
26	MJQ	x	19-05-2000	2 900 \$	34	non
27	MELS/MFACF/MJQ/MSP/MSSS	x	2001-2006		34-35	x
28	MICC	non			----	non
29	MJQ	x	depuis 2001		36	non
30	MSP	partiellement			36	non
31	MJQ	partiellement	depuis 2001		36	x
32	MJQ	x	depuis 2001		40	non
33	MJQ	x	2003-2004		37	non
34	MJQ	x	2001-2006	5 751 951 \$	30	x
35	MSP	x	depuis 2001		40	non
36	MJQ	abandonnée			----	non
37	MJQ	non			----	non
38	MSSS	x	2001-2006	716 146 \$	58 à 60	non
39	MSP	x	depuis 2001		56	non
40	MSP	x	depuis 2001		56	non
41	MELS/MFACF/MJQ/MSP/MSSS	x	2001-2006	6 039 900 \$	41-42	x
42	MJQ	x	2001-2002	3 643 200 \$	33	non
43	MELS	x	2001-2002		56	x
44	MEQ	x	2001-2006		57	x
45	MFACF	x	2001-2002		58	x
46	MESS	x	depuis 2001	139 056 \$	58	x
47	MSSS	x	depuis 2001	1 335 000 \$	51-52	x
48	MSSS	x	depuis 2001		58	non
49	5 ministères	x	2001-2002	667 659 \$	44-45-46	non
50	TOUS	x	2001-2005		54	x
51	TOUS	x	depuis 2001		19	x
52	MJQ	x	depuis 2003		61	x
53	MSP	x	depuis 2004		61	x
54	MSSS	x	depuis 2001		62	x
55	Comité inter	remplacée			le rapport	non
56	MJQ	non			----	x
57	MSSS	x	2001-2006		62	x
58	Comité inter	x	2001-2006		13	non
59	Comité inter	x	2001-2006	3 000 \$	13 et 66	x
		54		40 265 552 \$		

STATISTIQUES PRÉLIMINAIRES 2006

LA RÉSILIATION DU BAIL EN VERTU DE L'ARTICLE 1974.1 C.C.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Préparé par Me Martine Bérubé
23 février 2007

AVANT-PROPOS

- Faisant suite à un engagement du ministère de la Justice dans le *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, un amendement fut introduit au *Code civil* du Québec le 14 décembre 2005. Le nouvel article 1974.1 C.c. permet au locataire victime de violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint ou d'agression à caractère sexuel, d'obtenir la résiliation de son bail au motif que sa sécurité ou celle d'un enfant qui habite avec lui est menacée.
- Cette nouvelle disposition est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2006.
- L'article 2 du projet de loi prévoit que «le ministre de la Justice doit, au plus tard le 1^{er} avril 2008, faire au gouvernement un rapport sur l'application de l'article 1974.1 du *Code civil* et sur l'opportunité de le modifier».
- Le présent document fait état des données recueillies sur le traitement des demandes par les bureaux des SPG, pour le premier six mois d'implantation soit du 1^{er} avril au 30 septembre 2006.

La source des données

Les données de ce rapport sont issues de la compilation des formulaires de traitement des demandes d'attestation complétés par l'officier public désigné. Un modèle de ce formulaire est produit à l'annexe 1.

L'officier public désigné qui reçoit une demande d'attestation doit, dans le cadre du traitement de cette demande, compléter le formulaire comportant des éléments essentiels au suivi de la mise œuvre de cette disposition par les autorités du ministère.

La transmission des formulaires complétés se fait à tous les six mois par les substituts responsables de chacun des bureaux de la province.

Pour le moment, la compilation de ces données se fait de façon manuelle compte tenu du nombre peu élevé de demandes.

Les premiers résultats

Au cours de la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2006, **36 demandes** d'attestation en vue d'une demande de résiliation de bail pour un motif de violence conjugale ou d'agression sexuelle ont été traitées par les officiers publics désignés dans l'ensemble de la province.

La première demande de résiliation de bail fut effectuée le 9 avril 2006 à St-Hyacinthe pour une situation d'agression sexuelle où la menace à la sécurité était exercée par un tiers.

Les situations faisant l'objet de demande

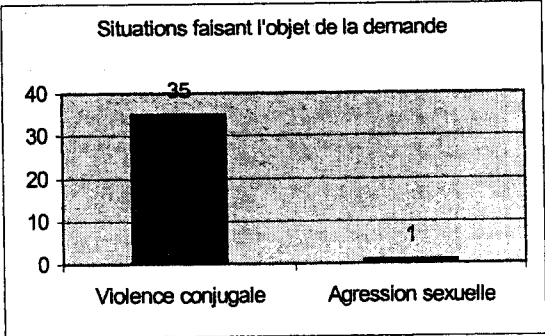
L'article 1974.1 C.C. prévoit qu'un locataire peut résilier le bail en cours si, en raison de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint ou en raison d'une agression à caractère sexuel, même par un tiers, sa sécurité ou celle d'un enfant qui habite avec lui est menacée.

Nous avons donc prévu la compilation des données à cet effet pour pouvoir distinguer les demande se rapportant à une situation de

violence conjugale de celle se rapportant à une situation d'agression sexuelle.

La majorité des demandes se rapporte à des situations de violence conjugale. En effet, 35 demandes concernaient des situations de violence conjugale et une seule se rapportaient à une situation d'agression sexuelle.

Tableau 1

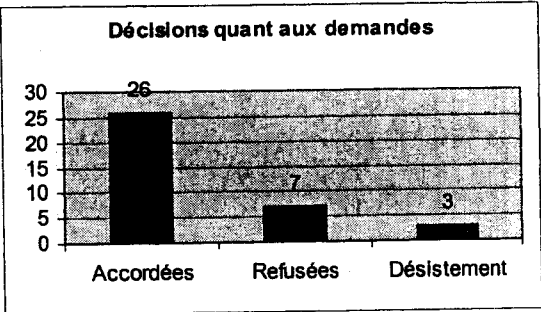


Les décisions quant à la demande d'attestation

Sur le total de 36 demandes d'attestation adressées aux substituts du procureur général, **26 demandes ont été accordées**, 7 ont été refusées et 3 demandes ont fait l'objet d'un désistement.

Les motifs de refus d'une demande d'attestation sont de trois ordres : soit que la date d'expiration du bail est antérieure à la date où la résiliation du bail prendra effet, soit l'insuffisance de la preuve quant aux éléments au soutien de la demande ou un motif autre exprimé par l'officier public.

Tableau 2



Précisions sur les demandes refusées

Les refus pour expiration du bail

2 demandes refusées pour expiration du bail.

Les refus pour insuffisance de preuve

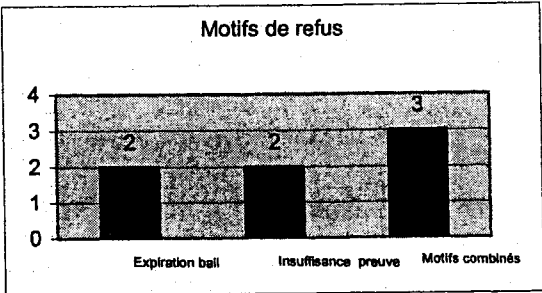
2 demandes refusées pour insuffisance de preuve.

Les refus pour ces motifs combinés

2 demandes refusées pour insuffisance de preuve et autre motif

1 demande refusée pour expiration du bail et insuffisance de preuve

Tableau 3



Le statut de la personne présentant la menace

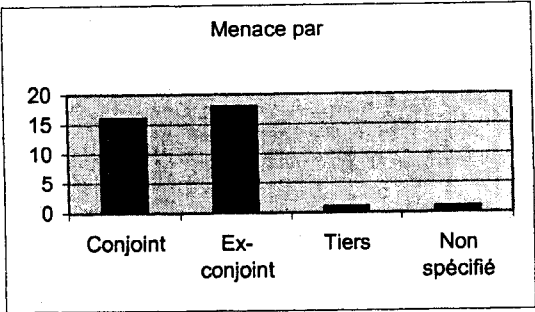
La personne présentant la menace à la sécurité du locataire ou d'un enfant qui habite avec lui est un ex-conjoint dans la majorité des cas, avec un total de 18 cas.

Dans 16 demandes, il s'agit du conjoint.

Dans le seul cas où la demande concernait une situation d'agression sexuelle, la personne présentant la menace était un tiers.

Finalement, un formulaire ne comportait pas d'inscription à cet effet.

Tableau 4



Le traitement des demandes par substituts du procureur général

57 substituts du procureur général ont été désignés par le ministre de la Justice pour agir à titre d'officier public pour le traitement des demandes d'attestation en vue de la résiliation du bail pour l'ensemble des bureaux des substituts de la province.

18 d'entre eux seulement ont été appelé à traiter des demandes d'attestation dans l'ensemble de la province.

Le traitement des demandes par mois

Le premier mois de la mise en œuvre de la nouvelle disposition, le mois d'avril, a connu le plus faible taux de demande soit 4 sur un total de 36.

C'est le mois de juillet qui représente la plus forte période de demande d'attestation avec un total de 10 demandes.

Tableau 5

Traitement par mois	
Avril	4
Mai	5
Juin	5
Juillet	10
Août	6
Septembre	6

Le traitement par régions administratives

Les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal enregistrent un nombre similaire de demande soit 7 demandes chacune, suivi de Montérégie qui a reçu 6 demandes.

Tableau 6

Traitement par régions administratives	
01 Bas St-Laurent	1
02 Saguenay-Lac-St-Jean	
03 Capitale-Nationale	7
04 Mauricie	2
05 Estrie	
06 Montréal	7
07 Outaouais	3
08 Abitibi-Témiscamingue	1
09 Côte-Nord	1
10 Nord-du-Québec	
11 Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	
12 Chaudière-Appalaches	
13 Laval	2
14 Lanaudière	3
15 Laurentides	3
16 Montérégie	6
17 Centre du Québec	

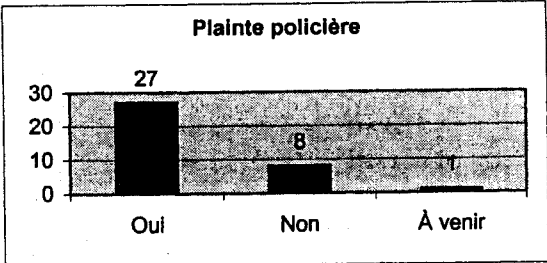
Les plaintes policières

Dans le cadre de la procédure de remise des attestations, l'officier public vérifie si la personne qui fait la demande a porté plainte à la police concernant la situation.

Ce fut le cas dans 27 cas de demandes. De plus, un dossier mentionnait que la plainte était à venir.

Dans 8 dossiers, la personne qui faisait la demande n'avait pas porté plainte.

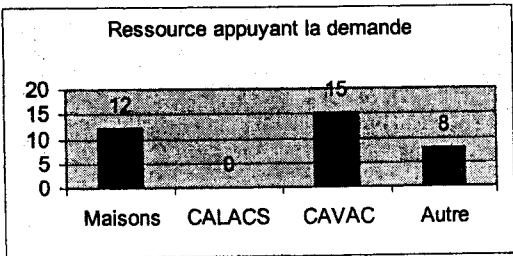
Tableau 8



Les ressources ayant appuyé la demande d'attestation

Le formulaire de compilation des données relatives au traitement des demandes d'attestation prévoit l'inscription de la ressource ayant appuyé la demande. Il peut s'agir d'une maison d'hébergement, d'un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), d'un centre d'aide aux victimes d'acte criminel (CAVAC) ou d'un autre organisme ou personne en contact avec les victimes (par exemple un centre de santé et de services sociaux).

Tableau 7



Le délai pour l'émission de l'attestation

Des 26 attestations qui ont été émises, la majorité l'ont été la **journée même** de la demande, 6 attestations ont été émises le lendemain de la demande et 2 le surlendemain.

Le tableau ci-bas présente le délai de traitement de ces demandes accordées.

Tableau 9

Délai de traitement	
Aucun	9
1 jour	6
2 jours	2
3 jours	0
4 jours	2
5 jours	2
+ de 5 jours	5



RÉSILIATION DE BAIL
FORMULAIRE DE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE

NOM DE L'OFFICIER PUBLIC : _____

BUREAU : _____

DATE DE LA DEMANDE : _____

SITUATION CONCERNÉE : ☐ violence conjugale ☐ agression sexuelle

DÉCISION : ☐ attestation émise ☐ attestation refusée

DATE D'ÉMISSION DE L'ATTESTATION : _____

DATE DE REFUS DE L'ATTESTATION : _____

MOTIF DU REFUS : ☐ victime se désiste ou change d'idée
☐ délais d'expiration du bail plus court que résiliation
☐ preuve insuffisante
☐ autre _____

STATUT DE L'AGRESSEUR : ☐ conjoint
☐ ex-conjoint
☐ tiers

RESSOURCE APPUYANT LA DEMANDE : ☐ maison d'hébergement
☐ CALACS
☐ CAVAC
☐ autre _____

PLAINTÉ POLICIÈRE : ☐ oui ☐ non ☐ à venir

2006/05/11



Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 35- Ventilation détaillée des sommes accordées en 2006-2007 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2007-2008.

Depuis 2003, le gouvernement a déjà investi et investira, jusqu'en 2009, 90 M\$ pour contrer la violence faite aux femmes et aux enfants qui en sont victimes.

Les sommes investies par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour consolider le financement des groupes intervenant auprès des femmes victimes de violence conjugale et des femmes et des enfants victimes d'agression sexuelle totalisent près de 28 M\$:

- un montant de 23 M\$ a été accordé aux maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale, ce qui portera leur financement total à 53 M\$ sur une base annuelle récurrente en 2006-2007;
- un montant de 5,4 M\$ a été accordé aux centres de femmes portant ainsi leur financement en 2006-2007 à 17 M\$;
- un montant de 1,5 M\$ a été accordé aux ressources pour conjoints violents portant leur financement à 4,5 M\$ en 2006-2007;
- et un montant de 1,2 M\$ a été accordé aux Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) portant leur financement en 2006-2007 à 8,2 M\$.

De plus, on estime minimalement à 65 M\$ les sommes qui seront investies sur cinq ans pour la mise en œuvre des nouveaux engagements du Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale adopté le 8 décembre 2004.

Dans le cadre de ce plan d'action, le gouvernement a investi une somme additionnelle 1,4 M\$ en 2006 pour réaliser la campagne de sensibilisation sur la violence conjugale à laquelle ont participé le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour les femmes victimes de violence conjugale et Accord Mauricie de Trois-Rivières (Services pour conjoints violents).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 6SS**

RP 35 - ANNEXE 1

**Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté
Exercice financier & 2006-2007**

Agence	Membre (1)	No. organisme	Nom organisme	Total Maisons d'hébergement pour femmes
				2006-2007
R-01 - Bas-Saint-Laurent	R	0284-4751	Gigogne	507 226 \$
	R	0359-7002	Débrouille héberg. pour femmes	524 985 \$
	R	0476-6598	L'Autre-Toit du KRTB	495 062 \$
Total R-01 - Bas-Saint-Laurent			3	1 527 273 \$
R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	F	0212-7348	Maison héb. Rivage de la Baie	576 793 \$
	F	0217-5156	Centre féminin du Saguenay	494 618 \$
	F	0281-7062	Passerelle d'Alma inc.	506 560 \$
	R	0318-3332	Auberge de l'amitié Roberval	534 563 \$
	R	0370-1166	Maison halte secours	425 221 \$
	R	0371-4342	Maison d'acc. & héb. Chambrée	476 447 \$
Total R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean			6	3 014 202 \$
R-03 - Capitale-Nationale	R	0233-5289	Mais. femmes Québec	546 213 \$
	F	0241-2054	Maison Kinsmen-Marie-Rollet	554 223 \$
	F	0318-3399	Mais. Hélène Lacroix	521 852 \$
	R	0384-1228	Mais. la montée	497 014 \$
	R	0427-6572	Maison pour femmes immigrantes	545 881 \$
	F	0488-8210	Mirepi, Maison d'hébergement	515 497 \$
	F	0507-5478	Maison du Cœur pour femmes	487 077 \$
	non-membre	0682-7851	Maison communautaire Missinak	144 610 \$
Total R-03 - Capitale-Nationale			8	3 812 367 \$
R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec	R	0241-1965	Toit de l'amitié	487 266 \$
	R	0286-3595	Rose des vents de Drummond	487 266 \$
	R	0384-7001	Maison de connivence inc.	487 266 \$
	F	0404-1521	F.A.R. (fam. acc. référence)	507 736 \$
	R	0429-6463	Séjourmelle	487 516 \$
	R	0512-7659	Maison La Nacelle	477 031 \$
	R	0660-4664	Maison D'héberg. la Volte-Face	487 266 \$
Total R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec			7	3 421 347 \$
R-05 - Estrie	F	0221-7339	Escale Estrie	597 332 \$
	R	0359-6996	La bouée région. Lac Mégantic	488 038 \$
	F	0455-4333	Séjour la bonne oeuvre	478 235 \$
	R	0462-1710	Méridienne maison d'hébergem.	461 567 \$
Total R-05 - Estrie			4	2 026 172 \$
R-06 - Montréal	non-membre	0169-5139	Y.W.C.A.	486 359 \$
	R	0243-3647	Multi-Femmes	537 504 \$
	R	0243-3654	Auberge transition	538 471 \$
	R	0248-5647	Maison du réconfort	506 895 \$
	R	0282-0017	Assistance aux femmes de Mtl	507 038 \$
	non-membre	0282-3219	Escale pour elle (Montréal)	506 758 \$
	non-membre	0311-5516	Cons. direc. l'armée du salut	609 106 \$
	R	0318-3415	Refuge femmes l'Ouest de l'Ile	537 516 \$
	non-membre	0338-9889	Dauphinelle	537 397 \$
	R	0338-9897	Maison secours aux femmes Mtl	506 827 \$
	F	0339-2404	Parados	547 617 \$
	non-membre	0349-5199	Maison d'hébergement Anjou	537 629 \$
	F	0403-8444	Auberge Madeleine	578 187 \$
	F ⁽²⁾	0406-4408	Arrêt-source	476 150 \$
	F	0411-2074	Inter-Val 1175	537 424 \$
	non-membre	0413-5745	Mais. Marguerite Montréal	506 744 \$
	F	0422-2857	Maison Flora Tristan	548 782 \$
	non-membre ⁽²⁾	0423-9760	Passages ressources pour F.	538 526 \$
	non-membre	0444-8577	Foyer femmes autochtones Mtl	547 790 \$
	non-membre	0445-0599	Logifem	588 498 \$
	F	0445-1365	Auberge shalom pour femmes	506 929 \$
	F	0473-7490	Transit 24	537 400 \$
	F	0474-7382	Mais. Dalauze c.héb. fem. viol	506 724 \$
	non-membre	0518-9170	Bouclier d'Athéna, serv.famil.	476 141 \$
	F	0562-4622	Mais. grise Montréal	496 570 \$
	non-membre ⁽³⁻⁵⁾	0609-2043	Maison L'Océane	129 698 \$
	F	0625-2738	maisons de l'Ancre	496 570 \$
	F	0646-0679	La rue des femmes de Montréal	588 505 \$
	non-membre ⁽³⁾	0663-4539	Passerelle	107 930 \$
Total R-06 - Montréal			29	14 527 685 \$
R-07 - Outaouais	F	0243-9289	Halte-femme Haute-Gatineau	321 022 \$
	F	0275-3838	Centre Mechtilde	523 030 \$
	R	0281-7054	Maison unies vers femmes	503 092 \$
	F	0444-8569	Maison Libère-Elles	477 641 \$
	F	0473-8878	Entourelle	466 176 \$
	F	0473-8886	Autre chez soi inc.	473 576 \$
	R	0650-9392	Maison héb. pr Elles 2 Vallées	466 963 \$
Total R-07 - Outaouais			7	3 231 500 \$
R-08 - Abitibi-Témiscamingue	R	0320-9509	Alternative pour elles	585 015 \$
	R	0329-6068	Mais. héberg. "Le Nid" Val d'Or	502 716 \$
	R	0363-0415	Mais. Mikana	488 196 \$
	R	0573-7671	Maison. d'hébergement Équinoxe	421 567 \$
Total R-08 - Abitibi-Témiscamingue			4	1 997 494 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 6SS

Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté
Exercice financier & 2006-2007

Agence	Membre (1)	No. organisme	Nom organisme	Total Maisons d'hébergement pour femmes
				2006-2007
R-09 - Côte-Nord	R	0403-8485	La maison, le coin des femmes	476 737 \$
	R	0461-4251	Maison l'amie d'elle	501 733 \$
	R	0469-9781	Maison des femmes Baie-Comeau	478 341 \$
	non-membre ⁽⁵⁾	0600-8494	Mais. Anita-Lebel (2 ^e étape)	63 884 \$
	non-membre	0630-6740	Mais. aide et héberg. Fermont	406 817 \$
Total R-09 - Côte-Nord			5	1 927 512 \$
R-10 - Nord-du-Québec	F	0459-2176	Maison d'hébergem. l'Aquarelle	518 112 \$
Total R-10 - Nord-du-Québec			1	518 112 \$
R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Made	F	0378-3560	Maison d'héberg. l'Orée Pabos	426 489 \$
	F	0411-9020	Le centre Louise-Amélie	487 274 \$
	F	0445-0664	Mais. héberg. L'Aid'elle	477 036 \$
	R	0473-8894	Maison aide et héb l'Accalmie	385 141 \$
	F	0505-4796	Mais. héberg. Émergence	477 037 \$
Total R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			5	2 252 977 \$
R-12 - Chaudière-Appalaches	R	0298-5257	Havre des femmes	499 665 \$
	R	0338-3817	GITÉE INC.	511 490 \$
	R	0342-6194	La Jonction pour elle inc.	522 175 \$
	R	0359-6988	Havre Éclaircie	536 326 \$
Total R-12 - Chaudière-Appalaches			4	2 069 656 \$
R-13 - Laval	R	0306-6982	Maison le Prélude inc.	580 041 \$
	R	0539-6809	Maison l'Esther	518 904 \$
	R	0714-8265	Maison de Lina	216 220 \$
	non-membre		Bouclier d'Athéna, serv.famil.	R-06
Total R-13 - Laval			3	1 315 165 \$
R-14 - Lanaudière	R	0339-2412	Maison d'accueil La traverse	497 869 \$
	non-membre	0473-8936	Regroup'Elles	339 924 \$
	F	0493-9633	Regard en elle	508 777 \$
Total R-14 - Lanaudière			3	1 346 570 \$
R-15 - Laurentides	non-membre	0266-4399	Maison d'accueil le Mitan inc.	538 442 \$
	R	0339-2420	Ombre-elle, maison d'hébergem.	507 736 \$
	R	0384-1210	Maison d'Ariane	507 727 \$
	R	0384-7019	Passe r elle Hautes-Laurent.	507 740 \$
	F	0403-8469	Citad'elle de Lachute (La)	487 267 \$
Total R-15 - Laurentides			5	2 548 912 \$
R-16 - Montérégie	F	0241-2039	Accueil pour elle (L')	566 185 \$
	F	0402-9963	Carrefour pour elle	586 537 \$
	R	0304-7487	Clé sur la porte maison d'héb.	576 568 \$
	R	0603-7949	Héb.urg.viol.conj.Vaud.-Soul.	475 093 \$
	R	0339-2446	Horizon pour elle	535 638 \$
	R	0424-2491	M. d'hébergement la Re-Source	540 776 \$
	non-membre	0717-0079	Maison Alice Desmarais	510 197 \$
	F ⁽⁴⁾	0473-7409	Maison hébergement pour elles	
	F	0404-2735	Maison hébergement Simonne-M-C	484 765 \$
	R	0318-3381	Maison Hina inc.	525 914 \$
	F	0411-9715	Maison La Source du Richelieu	505 289 \$
	F	0371-4417	Pavillon Marguerite Champlain	545 814 \$
	F	0603-7170	Rés. Elle Haut St-Laurent	383 012 \$
Total R-16 - Montérégie			12	6 235 788 \$
R-17 - Nunavik	non-membre	0505-4804	Tungaasuvik (Kuujuaq)	400 000 \$
	non-membre	0251-4065	Tunnavik (Kuujuaaraapik)	250 000 \$
	non-membre	0606-2764	Iniisiak (Salluit)	347 000 \$
Total R-17 - Nunavik			3	997 000 \$
Total du soutien régional aux maisons d'hébergement pour femmes violentée ou en difficulté ⁽⁶⁾			109	52 769 732 \$
	F	0425-3399	Fédér. ress. d'héb. pour femm.	107 450 \$
	R	0282-3177	Regroup.prov. maisons d'héber.	152 459 \$
Total du soutien national aux regroupements des maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté			2	259 909 \$
Total du soutien régional et national aux maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté			111	53 029 641 \$

⁽¹⁾ R: Organismes membres du "Regroupement provincial des Maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugales"

F: Organismes membres de la "Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec"

⁽²⁾ Soutien imputé dans la catégorie "Maisons d'hébergement communautaire jeunesse" en raison d'une mission orientée vers les jeunes femmes

⁽³⁾ Organismes soutenus sous cette catégorie mais non reconnus au titre de Maisons d'hébergement

⁽⁴⁾ Fermeture de l'organisme en 2005-2006

⁽⁵⁾ Organismes offrant services de deuxième étape

⁽⁶⁾ Officiellement, 103 maisons d'hébergement sont reconnues aux fins du "Plan de développement de services des Maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale". L'écart entre les 109 organismes régionaux provient d'une part, de la région 17 (3) et, d'autre part, des trois organismes offrant des services de deuxième étape présentés ici à titre d'information.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 8SS**

**Centres de femmes
Exercice financier 2006-2007**

Région	Membre de l'R ⁽¹⁾	No. organisme	Nom organisme	Total du soutien accordé aux Centres de femmes
				2006-2007
R-01 - Bas-Saint-Laurent	oui	0282-6782	Centre-femmes du Grand-Portage	141 068 \$
	oui	0284-8166	Mais. fem. rég. Rimouski	145 233 \$
	oui	0298-4409	C.-femmes Catherine Leblond	142 116 \$
	oui	0335-3893	Centre des femmes Témiscouata	141 115 \$
	oui	0424-4018	Cent. femmes O-Pays	141 123 \$
	oui	0445-2702	Regr. des femmes région Matane	141 011 \$
	oui	0473-9843	C. femmes Vallée Matapédia	142 011 \$
	oui	0653-7781	Centre Femmes Mitis	140 980 \$
	oui	0660-1033	LA PASSERELLE	140 980 \$
Total R-01 - Bas-Saint-Laurent			9	1 275 637 \$
R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	oui	0271-2073	Cent. fem. mieux-être Jonquière	137 028 \$
	oui	0324-4811	Centre de femmes "La Source"	129 182 \$
	oui	0371-4383	Centre femmes Quatre-Temps	129 182 \$
	oui	0460-5416	C. femmes pays Maria-Chapdel.	133 192 \$
Total R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean			4	528 584 \$
R-03 - Capitale-Nationale	non	0301-0089	Cent. internat. femmes Québec	165 992 \$
	oui	0384-2408	Cent. femmes basse-ville	182 821 \$
	oui	0459-2150	Cent.-femmes aujourd'hui	149 369 \$
	non	0460-5408	Cent. femmes Charlevoix	162 485 \$
	non	0460-5424	Centre-femmes aux plurielles	165 405 \$
	non	0468-6028	Cent. femmes aux 3 A. Québ.	169 751 \$
	non	0484-5434 ⁽²⁾	Violence Info	142 543 \$
	oui	0568-8379	Cent. ressources femmes Bport	119 146 \$
Total R-03 - Capitale-Nationale			8	1 257 512 \$
R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec	oui	0298-1850	Maison des femmes Bois-Francis	143 003 \$
	oui	0316-4126	Centre de femmes de Shawinigan	146 600 \$
	oui	0320-9491	Mais. des femmes Drummondville	149 358 \$
	oui	0404-2123	Centre de femmes parmi elles	139 245 \$
	oui	0404-2933	Coll. femmes Nicolet & rég.	139 245 \$
	oui	0531-4711	Centre des femmes l'Héritage	139 241 \$
	oui	0655-2657	Femmes de Mékinac	131 011 \$
Total R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec			7	987 703 \$
R-05 - Estrie	oui	0301-7142	Centre des femmes-Lennoxville	132 208 \$
	oui	0384-1186	Centre des femmes Mrc Granit	131 700 \$
	oui	0384-2416	Cent. femmes Val St-François	139 753 \$
	oui	0404-2107	Passerelle de Weedon	123 061 \$
	oui	0438-6082	Centre des femmes la parolière	131 718 \$
	non	0463-1636	Cent. femm. immigr. Sherbrooke	132 157 \$
	oui	0564-9025	Cent. femm. Memphrémagog	135 821 \$
Total R-05 - Estrie			7	926 418 \$
R-06 - Montréal	non	0209-7319	Centre des femmes de Montréal	148 901 \$
	non	0226-7938 ⁽²⁾	Ctre de santé femmes de Montréal	216 919 \$
	non	0246-5763	Fond. refuge femmes chez Doris	163 914 \$
	oui	0269-5021	Info-femmes	134 809 \$
	oui	0287-8221	Centre d'éduc. & d'act. femmes	154 365 \$
	oui	0306-1132	Echo femmes petite patrie	138 704 \$
	oui	0311-5557	Centre des femmes de Verdun	138 725 \$
	oui	0315-4101	Cent. femmes italiennes Mtl	138 611 \$
	oui	0324-6667	Cent. commun. femmes Sud-Asiatique	130 715 \$
	oui	0326-5113	Madame prend congé	138 699 \$
	non	0347-0705	Collect. femmes immigrantes Qc	101 596 \$
	oui	0368-9270	Marie debout, cent.éduc.femmes	134 821 \$
	oui	0384-2424	C. femmes Rivière-des-Prairies	134 809 \$
	oui	0403-8477	Halte-femme Montreal-Nord	226 097 \$
	oui	0404-2073	C. femmes plateau Mont-Royal	138 728 \$
	non	0404-2081	Concertation femme	134 809 \$
	oui	0404-2941	Centre des femmes St-Laurent	138 728 \$
	oui	0438-6116	Carrefour des femmes d'Anjou	130 710 \$
	oui	0486-2371	C. femmes d'ici et d'ailleurs	130 646 \$
	oui	0540-4272	Carref. femmes St-Léonard	141 882 \$
	non	0565-5998	Mais. femmes sourdes	130 617 \$
	non	0577-4609 ⁽²⁾	Gr. interv. Viol. Conj. Lesbiennes	130 617 \$
	oui	0637-1199	Cent.femmes Pointe-aux-Trembl	148 740 \$
	non	0649-5345	Centre d'aide à la famille	118 800 \$
	non	0649-5352	Centre femmes interculturel Claire	101 596 \$
	non	0649-5360	Centre femmes West Island	101 596 \$
	oui	0649-5428	Femmes du monde à CDN	145 993 \$
	oui	0657-7159	Afrique au féminin	130 613 \$
	oui	0678-3724	Centre des femmes de Rosemont	134 811 \$
Total R-06 - Montréal			29	4 060 571 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 8SS**

**Centres de femmes
Exercice financier 2006-2007**

Région	Membre de l'R ⁽¹⁾	No. organisme	Nom organisme	Total du soutien accordé aux Centres de femmes
				2006-2007
R-07 - Outaouais	oui	0384-0493	Centre Actu-Elle	139 226 \$
	oui	0424-2681	Antre-Hulloises	143 533 \$
	oui	0577-2231	La Destinée	132 480 \$
	Total R-07 - Outaouais		3	415 239 \$
R-08 - Abitibi-Témiscamingue	oui	0362-6454	Com.condition féminine Témisc.	141 025 \$
	oui	0429-6489	Centre de femmes l'Erigé	133 412 \$
	oui	0473-8845	Coll. féministe Rouyn-Noranda	144 579 \$
	Total R-08 - Abitibi-Témiscamingue		3	419 016 \$
R-09 - Côte-Nord	oui	0241-2005	Centre de femmes "l'Étincelle"	142 519 \$
	oui	0295-5201	Centre des femmes Forestville	142 264 \$
	oui	0424-2707	Allian. des femmes Sacré-Cœur	142 312 \$
	oui	0464-9315	Centre femmes aux quatre vents	142 220 \$
	oui	0565-5303	Cent. volet des femmes	145 757 \$
	Total R-09 - Côte-Nord		5	715 072 \$
R-10 - Nord-du-Québec	oui	0282-1247	Centre femmes Elles du Nord	153 405 \$
	oui	0561-8889	Ilot d'espoir	144 646 \$
	non	0657-7142	Femmes actions femmes résultat	102 333 \$
	oui	0663-6807	Regroupement femmes Valcanton	114 533 \$
	oui	0664-5766	Les Essenti"elles Chapais	108 333 \$
	oui	0690-3066	Centre femmes Uni-vers-elles	108 333 \$
	Total R-10 - Nord-du-Québec		6	731 583 \$
R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	oui	0298-4425	Regr. des femmes de Gaspé	131 116 \$
	oui	0336-1433	Regr. des femmes la sentinelle	131 115 \$
	oui	0445-2694	Femmes en mouvement	139 171 \$
	oui	0463-1644	Centr'elles comité d'action	135 211 \$
	oui	0619-0631	Femmes Entre-Elles	131 053 \$
	Total R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		5	667 666 \$
R-12 - Chaudière-Appalaches	oui	0322-3476	Centre femme de Beauce	166 479 \$
	oui	0371-5463	Centre référ. pour les femmes	143 367 \$
	oui	0371-7089	Centre-femmes "La Jardilec"	141 458 \$
	oui	0445-0631	Centre-femmes de Lotbinière	148 266 \$
	oui	0642-4113	Centre femmes l'Ancre	133 188 \$
	oui	0650-9400	Centre-femmes de Bellechasse	121 836 \$
	Total R-12 - Chaudière-Appalaches		6	854 594 \$
R-13 - Laval	oui	0300-2250	Centre des femmes de Laval	175 348 \$
	Total R-13 - Laval		1	175 348 \$
R-14 - Lanaudière	oui	0373-7699	Avec des elles	122 273 \$
	oui	0373-7756	Centre Arc-en-ci-elle	122 195 \$
	oui	0373-7780	Centre de F.A.M. des Moulins	122 197 \$
	oui	0460-5531	Inter-Femmes	29 866 \$
	oui	0485-5037	Centre Au coeur des femmes	136 397 \$
	oui	0493-9666	Cent. femmes Montcalm	122 212 \$
	oui	0541-5385	Cent. femmes Marie-Dupuis	122 149 \$
	Total R-14 - Lanaudière		7	777 289 \$
R-15 - Laurentides	oui	0373-7715	Carr. des femmes Grand Lachute	139 255 \$
	oui	0445-0649	La Mou Vance centre de femmes	147 899 \$
	oui	0473-8969	Cent. femmes unes les autres	165 349 \$
	oui	0571-4027	Colombe	141 128 \$
	oui	0571-4050	Signée Femmes	149 294 \$
	oui	0611-9838	Centre Rayons Femmes Thér. Bl.	135 470 \$
	Total R-15 - Laurentides		6	878 395 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 8SS

Centres de femmes
Exercice financier 2006-2007

Région	Membre de l'R ⁽¹⁾	No. organisme	Nom organisme	Total du soutien accordé aux Centres de femmes
				2006-2007
R-16 - Montérégie	non	0246-3123	Serv. d'entraide vie nouvelle	130 054 \$
	non	0281-7492	Com'femme	117 032 \$
	non	0299-1560	Re-nou-vie	138 472 \$
	oui	0337-5961	Collective par et pour elle	139 611 \$
	oui	0362-6470	Entr'elles Granby inc.	140 449 \$
	non	0370-9615	Inform'elle	134 200 \$
	oui	0374-2350	Centre de femmes l'Eclaircie	137 374 \$
	oui	0404-2925	Centre de femmes la moisson	138 070 \$
	oui	0445-0615	Centre de femme Haut-Richelieu	134 216 \$
	oui	0445-0623	Cent. femmes l'Essentielle	138 023 \$
	oui	0564-9017	D'main femmes	134 165 \$
	oui	0625-5715	Centre de femmes La Marg'elle	145 363 \$
	non	0628-6223	Centre Le Faré	145 269 \$
	non	0634-8403	Entre Ailes Ste-Julie	118 262 \$
	oui	0655-8522	Association Avante	101 328 \$
	oui	0665-0899	Ressourc. femmes Acton Vale	101 332 \$
	oui	0691-0947	Centre Autonomie en soiE	100 875 \$
	Total R-16 - Montérégie			17
Total des Centres de femmes régionaux			123	16 864 722 \$
National	oui	0384-1194	L'R des Centres de femmes Qué.	170 000 \$
Total national			1	170 000 \$
Total régional et national			124	17 034 722 \$

(1) Les Centres de femmes membres du regroupement "L'R des Centres de femmes du Québec" sont identifiés.
(2) En raison de leur mission particulière, ces organismes paraissent dans une autre catégorie, en tout ou en partie, mais profitent du soutien additionnel accordé aux Centres de femmes.

Financement accordé en 2006-2007 aux organismes communautaires qui donnent des services aux victimes d'agression sexuelle

Région	Nom de l'organisme	Mission	CALACS		
			CALACS	CALACS non-membres	Autres ressources
1	Calacs Rimouski	CALACS	226 115 \$		
	Calacs du KRTB (Rivière-du-Loup)	CALACS	37 410 \$		
	Total Région du bas-St-Laurent :				
2	Calacs Entre elles	CALACS	204 566 \$		
	Maison ISA	CALACS	255 568 \$		
	Total Région du Saguenay :				
3	Viol-Secours	CALACS		294 888 \$	
	Calacs de Charlevoix	CALACS	202 823 \$		
	Total Région de Québec :				
4	Calacs la passerelle (Drummondville)	CALACS	217 331 \$		
	Aqua'elle	CALACS	93 566 \$		
	Calacs Centre-Mauricie/Mékinac	CALACS	46 860 \$		
	Calacs Trois-Rivières	CALACS	242 448 \$		
	Total Région Mauricie/Ctre-du-Québec :				
5	Calacs Estrie	CALACS	237 422 \$		
	Total Région Estrie :				
6	Calacs de L'ouest de l'île	CALACS	252 730 \$		
	Comité des femmes actives de Mtl	CALACS		289 270 \$	
	Groupe d'aide et d'information	CALACS		307 525 \$	
	Criphase	Hommes victimes			54 072 \$
	Mouv. Contre le viol et l'inceste	CALACS	339 214 \$		
	Trêve pour elle	CALACS	289 232 \$		
	Total Région Montréal :				
7	Calas	CALACS	337 613 \$		
	Centre d'intervention abus sexuel par famille (CIASF)	Enfants abusés et pères abuseurs			181 140 \$
	Total Région de l'Outaouais :				
8	Assault sexuel secours pour victimes	CALACS	226 280 \$		
	Calacs Abitibi-Action IKWE	CALACS	76 674 \$		
	Capacs A-O	CALACS		27 174 \$	
	Point d'appui	CALACS	227 892 \$		
	Total Région de l'Abitibi-Témiscamingue :				
9	Calacs région Côte-Nord	CALACS	274 525 \$		
	Total Région de la Côte-Nord :				
11	Calacs la Bôme-Gaspésie	CALACS	248 346 \$		
	Calacs l'Espoir des Iles	CALACS	101 725 \$		
	Total Région de la Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine :				
12	Calacs A-tire-d'aile	CALACS	203 990 \$		
	Calacs Chaudière-Appalaches (l'Envolée)	CALACS		232 193 \$	
	Total Région de Chaudière-Appalaches :				
13	CPIVAS	CALACS		427 224 \$	
	Total Région de Laval :		0 \$		
14	Calacs Coup de cœur	CALACS	223 364 \$		
	Calacs La chrysalide	CALACS	202 981 \$		
	Parents Unis Repentigny	Enfants abusés et pères abuseurs			135 872 \$
	Total Région de Lanaudière :				
15	Calacs-Laurentides	CALACS	262 593 \$		
	CÉTAS (Parents unis Laurentides)	Enfants abusés et pères abuseurs			172 036 \$
	L'Élan centre d'aide lutte agression	CALACS	204 624 \$		
	Total Région des Laurentides :				
16	Calacs Granby	CALACS	237 864 \$		
	Calacs La Vigie	CALACS	225 944 \$		
	Ctre d'aide aux victimes agres. Richelieu	Victimes			121 474 \$
	Groupe d'entraide expression libre du Haut-Richelieu	Adolescent-e-s victimes			66 443 \$
	La Traversée	CALACS		350 495 \$	
	Calacs Châteauguay	CALACS	279 342 \$		
	L'Ombrelle Calacs St-Jean	CALACS			
	Total Région de la Montérégie :				
National	Regroupement québécois Calacs	CALACS	306 701 \$		
	Total du soutien :		6 285 743 \$	1 928 769 \$	731 037 \$
Total du soutien national et régional aux victimes :			8 945 549 \$		

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 36- Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.

Les centres de femmes ont reçu un financement de 17 M\$ en 2006-2007.

Pour l'exercice 2005-2006, 122 centres de femmes et un porte-parole, soit L'R des centres de femmes, ont reçu un montant global de 14,7 M\$.

L'allocation des subventions associées à l'exercice 2006-2007 se fera conjointement avec les personnes représentantes du MSSS et de L'R des centres de femmes. L'objectif visé sera de consolider l'offre de services des centres de femmes. Les critères de financement associés à la mission globale des centres de femmes respectent le Cadre de référence d'action communautaire du gouvernement du Québec.

Le MSSS n'a pas encore fait connaître sa décision quant aux sommes qu'il allouera aux centres de femmes pour l'année financière 2007-2008.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 8SS
Centres de femmes
Exercice financier 2006-2007

Région	Membre de l'R ⁽¹⁾	No. organisme	Nom organisme	Total du soutien accordé aux Centres de femmes
				2006-2007
R-01 - Bas-Saint-Laurent	oui	0282-6782	Centre-femmes du Grand-Portage	141 068 \$
	oui	0284-8166	Mais. fem. rég. Rimouski	145 233 \$
	oui	0298-4409	C.-femmes Catherine Leblond	142 116 \$
	oui	0335-3893	Centre des femmes Témiscouata	141 115 \$
	oui	0424-4018	Cent. femmes O-Pays	141 123 \$
	oui	0445-2702	Regr. des femmes région Matane	141 011 \$
	oui	0473-9843	C. femmes Vallée Matapédia	142 011 \$
	oui	0653-7781	Centre Femmes Mitis	140 980 \$
	oui	0660-1033	LA PASSERELLE	140 980 \$
Total R-01 - Bas-Saint-Laurent			9	1 275 637 \$
R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	oui	0271-2073	Cent. fem. mieux-être Jonquière	137 028 \$
	oui	0324-4811	Centre de femmes "La Source"	129 182 \$
	oui	0371-4383	Centre femmes Quatre-Temps	129 182 \$
	oui	0460-5416	C. femmes pays Maria-Chapel.	133 192 \$
Total R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean			4	528 584 \$
R-03 - Capitale-Nationale	non	0301-0089	Cent. internat. femmes Québec	165 992 \$
	oui	0384-2408	Cent. femmes basse-ville	182 821 \$
	oui	0459-2150	Cent.-femmes aujourd'hui	149 369 \$
	non	0460-5408	Cent. femmes Charlevoix	162 485 \$
	non	0460-5424	Centre-femmes aux plurielles	165 405 \$
	non	0468-6028	Cent. femmes aux 3 A Québec	169 751 \$
	non	0484-5434 ⁽²⁾	Violence Info	142 543 \$
	oui	0568-8379	Cent. ressources femmes Bport	119 146 \$
Total R-03 - Capitale-Nationale			8	1 257 512 \$
R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec	oui	0298-1850	Maison des femmes Bois-Francis	143 003 \$
	oui	0316-4126	Centre de femmes de Shawinigan	146 600 \$
	oui	0320-9491	Mais. des femmes Drummondville	149 358 \$
	oui	0404-2123	Centre de femmes parmi elles	139 245 \$
	oui	0404-2933	Coll. femmes Nicolet & rég.	139 245 \$
	oui	0531-4711	Centre des femmes l'Héritage	139 241 \$
	oui	0655-2657	Femmes de Mékinac	131 011 \$
Total R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec			7	987 703 \$
R-05 - Estrie	oui	0301-7142	Centre des femmes-Lennoxville	132 208 \$
	oui	0384-1186	Centre des femmes Mrc Granit	131 700 \$
	oui	0384-2416	Cent. femmes Val St-François	139 753 \$
	oui	0404-2107	Passerelle de Weedon	123 061 \$
	oui	0438-6082	Centre des femmes la parolière	131 718 \$
	non	0463-1636	Cent. femm. immigr. Sherbrooke	132 157 \$
	oui	0564-9025	Cent. femm. Memphrémagog	135 821 \$
Total R-05 - Estrie			7	926 418 \$
R-06 - Montréal	non	0209-7319	Centre des femmes de Montréal	148 901 \$
	non	0226-7938 ⁽²⁾	Ctre de santé femmes de Montréal	216 919 \$
	non	0246-5763	Fond. refuge femmes chez Doris	163 914 \$
	oui	0269-5021	Info-femmes	134 809 \$
	oui	0287-8221	Centre d'éduc. & d'act. femmes	154 365 \$
	oui	0306-1132	Echo femmes petite patrie	138 704 \$
	oui	0311-5557	Centre des femmes de Verdun	138 725 \$
	oui	0315-4101	Cent. femmes italiennes Mtl	138 611 \$
	oui	0324-6667	Cent.commun.femmes Sud-Asiatiq	130 715 \$
	oui	0326-5113	Madame prend congé	138 699 \$
	non	0347-0705	Collect. femmes immigrantes Qc	101 596 \$
	oui	0368-9270	Marie debout, cent.éduc.femmes	134 821 \$
	oui	0384-2424	C. femmes Rivière-des-Prairies	134 809 \$
	oui	0403-8477	Halte-femme Montreal-Nord	226 097 \$
	oui	0404-2073	C. femmes plateau Mont-Royal	138 728 \$
	non	0404-2081	Concertation femme	134 809 \$
	oui	0404-2941	Centre des femmes St-Laurent	138 728 \$
	oui	0438-6116	Carrefour des femmes d'Anjou	130 710 \$
	oui	0486-2371	C. femmes d'ici et d'ailleurs	130 646 \$
	oui	0540-4272	Carref. femmes St-Léonard	141 882 \$
	non	0565-5998	Mais. femmes sourdes	130 617 \$
	non	0577-4609 ⁽²⁾	Gr. Interv. Viol. Conj. Lesbiennes	130 617 \$
	oui	0637-1199	Cent.femmes Pointe-aux-Trembl	148 740 \$
	non	0649-5345	Centre d'aide à la famille	118 800 \$
	non	0649-5352	Centre femmes interculturel Claire	101 596 \$
	non	0649-5360	Centre femmes West Island	101 596 \$
	oui	0649-5428	Femmes du monde à CDN	145 993 \$
	oui	0657-7159	Afrique au féminin	130 613 \$
	oui	0678-3724	Centre des femmes de Rosemont	134 811 \$
Total R-06 - Montréal			29	4 060 571 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 8SS**

**Centres de femmes
Exercice financier 2006-2007**

Région	Membre de l'R ⁽¹⁾	No. organisme	Nom organisme	Total du soutien accordé aux Centres de femmes
				2006-2007
R-07 - Outaouais	oui	0384-0493	Centre Actu-Elle	139 226 \$
	oui	0424-2681	Antre-Hulloises	143 533 \$
	oui	0577-2231	La Destinée	132 480 \$
	Total R-07 - Outaouais			415 239 \$
R-08 - Abitibi-Témiscamingue	oui	0362-6454	Com.condition féminine Témisc.	141 025 \$
	oui	0429-6489	Centre de femmes l'Erigé	133 412 \$
	oui	0473-8845	Coll. féministe Rouyn-Noranda	144 579 \$
	Total R-08 - Abitibi-Témiscamingue			419 016 \$
R-09 - Côte-Nord	oui	0241-2005	Centre de femmes "l'Étincelle"	142 519 \$
	oui	0295-5201	Centre des femmes Forestville	142 264 \$
	oui	0424-2707	Allian. des femmes Sacré-Cœur	142 312 \$
	oui	0464-9315	Centre femmes aux quatre vents	142 220 \$
	oui	0565-5303	Cent. volet des femmes	145 757 \$
	Total R-09 - Côte-Nord			715 072 \$
R-10 - Nord-du-Québec	oui	0282-1247	Centre femmes Elles du Nord	153 405 \$
	oui	0561-8889	Ilôt d'espoir	144 646 \$
	non	0657-7142	Femmes actions femmes résultat	102 333 \$
	oui	0663-6807	Regroupement femmes Valcanton	114 533 \$
	oui	0664-5766	Les Essenti"elles Chapais	108 333 \$
	oui	0690-3066	Centre femmes Uni-vers-elles	108 333 \$
	Total R-10 - Nord-du-Québec			731 583 \$
R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	oui	0298-4425	Regr. des femmes de Gaspé	131 116 \$
	oui	0336-1433	Regr. des femmes la sentinelle	131 115 \$
	oui	0445-2694	Femmes en mouvement	139 171 \$
	oui	0463-1644	Centr"elles comité d'action	135 211 \$
	oui	0619-0631	Femmes Entre-Elles	131 053 \$
	Total R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			667 666 \$
R-12 - Chaudière-Appalaches	oui	0322-3476	Centre femme de Beauce	166 479 \$
	oui	0371-5463	Centre référ. pour les femmes	143 367 \$
	oui	0371-7089	Centre-femmes "La Jardilec"	141 458 \$
	oui	0445-0631	Centre-femmes de Lotbinière	148 266 \$
	oui	0642-4113	Centre femmes l'Ancre	133 188 \$
	oui	0650-9400	Centre-femmes de Bellechasse	121 836 \$
	Total R-12 - Chaudière-Appalaches			854 594 \$
R-13 - Laval	oui	0300-2250	Centre des femmes de Laval	175 348 \$
Total R-13 - Laval				175 348 \$
R-14 - Lanaudière	oui	0373-7699	Avec des elles	122 273 \$
	oui	0373-7756	Centre Arc-en-ci-elle	122 195 \$
	oui	0373-7780	Centre de F.A.M. des Moulins	122 197 \$
	oui	0460-5531	Inter-Femmes	29 866 \$
	oui	0485-5037	Centre Au cœur des femmes	136 397 \$
	oui	0493-9666	Cent. femmes Montcalm	122 212 \$
	oui	0541-5385	Cent. femmes Marie-Dupuis	122 149 \$
	Total R-14 - Lanaudière			777 289 \$
R-15 - Laurentides	oui	0373-7715	Carr. des femmes Grand Lachute	139 255 \$
	oui	0445-0649	La Mouvance centre de femmes	147 899 \$
	oui	0473-8969	Cent. femmes unes les autres	165 349 \$
	oui	0571-4027	Colombe	141 128 \$
	oui	0571-4050	Signée Femmes	149 294 \$
	oui	0611-9838	Centre Rayons Femmes Thér. Bl.	135 470 \$
	Total R-15 - Laurentides			878 395 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 8SS

Centres de femmes
Exercice financier 2006-2007

Région	Membre de l'R ⁽¹⁾	No. organisme	Nom organisme	Total du soutien accordé aux Centres de femmes
				2006-2007
R-16 - Montérégie	non	0246-3123	Serv. d'entraide vie nouvelle	130 054 \$
	non	0281-7492	Com'femme	117 032 \$
	non	0299-1560	Re-nou-vie	138 472 \$
	oui	0337-5961	Collective par et pour elle	139 611 \$
	oui	0362-6470	Entr'elles Granby inc.	140 449 \$
	non	0370-9615	Inform'elle	134 200 \$
	oui	0374-2350	Centre de femmes l'Eclaircie	137 374 \$
	oui	0404-2925	Centre de femmes la moisson	138 070 \$
	oui	0445-0615	Centre de femme Haut-Richelieu	134 216 \$
	oui	0445-0623	Cent. femmes l'Essentielle	138 023 \$
	oui	0564-9017	D'main femmes	134 165 \$
	oui	0625-5715	Centre de femmes La Marg'elle	145 363 \$
	non	0628-6223	Centre Le Faré	145 269 \$
	non	0634-8403	Entre Ailes Ste-Julie	118 262 \$
	oui	0655-8522	Association Avante	101 328 \$
	oui	0665-0899	Ressourc. femmes Acton Vale	101 332 \$
	oui	0691-0947	Centre Autonomie en soiE	100 875 \$
Total R-16 - Montérégie			17	2 194 095 \$
Total des Centres de femmes régionaux			123	16 864 722 \$
National	oui	0384-1194	L'R des Centres de femmes Qué.	170 000 \$
Total national			1	170 000 \$
Total régional et national			124	17 034 722 \$

(1) Les Centres de femmes membres du regroupement "L'R des Centres de femmes du Québec" sont identifiés.
(2) En raison de leur mission particulière, ces organismes paraissent dans une autre catégorie, en tout ou en partie, mais profitent du soutien additionnel accordé aux Centres de femmes.

Étude des crédits 2007-2008**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE****Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 37- Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2006-2007. Ressources financières prévues pour 2007-2008. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Copie des critères de financement.

En 2005-2006, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a versé plus de **50 M\$** aux **109** maisons d'hébergement et de transition qui accueillent les femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Cette somme est récurrente annuellement et inclut le financement de leurs deux associations provinciales.

Depuis 2003, un montant additionnel de **23 M\$** a été accordé aux maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale, ce qui porte leur financement à **53 M\$** sur une base récurrente annuelle en 2006-2007.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 6SS**

RP 37 - ANNEXE

**Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté
Exercice financier & 2006-2007**

Agence	Membre (1)	No. organisme	Nom organisme	Total Maisons d'hébergement pour femmes
				2006-2007
R-01 - Bas-Saint-Laurent	R	0284-4751	Gigogne	507 226 \$
	R	0359-7002	Débrouille héberg. pour femmes	524 985 \$
	R	0476-6598	L'Autre-Toit du KRTB	495 062 \$
Total R-01 - Bas-Saint-Laurent			3	1 527 273 \$
R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	F	0212-7348	Maison héb. Rivage de la Baie	576 793 \$
	F	0217-5156	Centre féminin du Saguenay	494 618 \$
	F	0281-7062	Passerelle d'Alma inc.	506 560 \$
	R	0318-3332	Auberge de l'amitié Roberval	534 563 \$
	R	0370-1166	Maison halte secours	425 221 \$
	R	0371-4342	Maison d'acc. & héb. Chambrée	476 447 \$
Total R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean			6	3 014 202 \$
R-03 - Capitale-Nationale	R	0233-5289	Mais. femmes Québec	546 213 \$
	F	0241-2054	Maison Kinsmen-Marie-Rollet	554 223 \$
	F	0318-3399	Mais. Hélène Lacroix	521 852 \$
	R	0384-1228	Mais. la montée	497 014 \$
	R	0427-6572	Maison pour femmes immigrantes	545 881 \$
	F	0488-8210	Mirepi, Maison d'hébergement	515 497 \$
	F	0507-5478	Maison du Coeur pour femmes	487 077 \$
	non-membre	0682-7851	Maison communautaire Missinak	144 610 \$
Total R-03 - Capitale-Nationale			8	3 812 367 \$
R-04 - Mauricie-Centre-du-Québ	R	0241-1965	Toit de l'amitié	487 266 \$
	R	0286-3595	Rose des vents de Drummond	487 266 \$
	R	0384-7001	Maison de connivence inc.	487 266 \$
	F	0404-1521	F.A.R. (fam. acc. référence)	507 736 \$
	R	0429-6463	Séjournelle	487 516 \$
	R	0512-7659	Maison La Nacelle	477 031 \$
	R	0660-4664	Maison D'héberg. la Voile-Face	487 266 \$
Total R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec			7	3 421 347 \$
R-05 - Estrie	F	0221-7339	Escale Estrie	597 332 \$
	R	0359-6996	La bouée région. Lac Mégantic	488 038 \$
	F	0455-4333	Séjour la bonne oeuvre	479 235 \$
	R	0462-1710	Méridienne maison d'hébergem.	461 567 \$
Total R-05 - Estrie			4	2 026 172 \$
R-06 - Montréal	non-membre	0169-5139	Y.W.C.A.	486 359 \$
	R	0243-3647	Multi-Femmes	537 504 \$
	R	0243-3654	Auberge transition	538 471 \$
	R	0248-5647	Maison du réconfort	506 895 \$
	R	0282-0017	Assistance aux femmes de Mtl	507 038 \$
	non-membre	0282-3219	Escale pour elle (Montréal)	506 758 \$
	non-membre	0311-5516	Cons. direc. l'armée du salut	609 106 \$
	R	0318-3415	Refuge femmes l'Ouest de l'île	537 516 \$
	non-membre	0338-9889	Dauphinelle	537 397 \$
	R	0338-9897	Maison secours aux femmes Mtl	506 827 \$
	F	0339-2404	Parados	547 617 \$
	non-membre	0349-5199	Maison d'hébergement Anjou	537 629 \$
	F	0403-8444	Auberge Madeleine	578 187 \$
	F ⁽²⁾	0406-4408	Arrêt-source	476 150 \$
	F	0411-2074	Inter-Val 1175	537 424 \$
	non-membre	0413-5745	Mais. Marguerite Montréal	506 744 \$
	F	0422-2857	Maison Flora Tristan	548 782 \$
	non-membre ⁽²⁾	0423-9760	Passages ressources pour F.	538 526 \$
	non-membre	0444-8577	Foyer femmes autochtones Mtl	547 790 \$
	non-membre	0445-0599	Logifem	588 498 \$
	F	0445-1365	Auberge shalom pour femmes	506 929 \$
	F	0473-7490	Transit 24	537 400 \$
	F	0474-7382	Mais. Dalauze c.héb. fem. viol	506 724 \$
	non-membre	0518-9170	Bouclier d'Athéna, serv.famil.	476 141 \$
	F	0562-4622	Mais. grise Montréal	496 570 \$
	non-membre ⁽³⁻⁵⁾	0609-2043	Maison L'Océane	129 698 \$
	F	0625-2738	maisons de l'Ancre	496 570 \$
	F	0646-0679	La rue des femmes de Montréal	588 505 \$
	non-membre ⁽³⁾	0663-4539	Passerelle	107 930 \$
Total R-06 - Montréal			29	14 527 685 \$
R-07 - Outaouais	F	0243-9289	Halte-femme Haute-Gatineau	321 022 \$
	F	0275-3838	Centre Mechtilde	523 030 \$
	R	0281-7054	Maison unies vers femmes	503 092 \$
	F	0444-8569	Maison Libère-Elles	477 641 \$
	F	0473-8878	Entourelle	466 176 \$
	F	0473-8886	Autre chez soi inc.	473 576 \$
	R	0650-9392	Maison héb. pr Elles 2 Vallées	466 963 \$
Total R-07 - Outaouais			7	3 231 500 \$
R-08 - Abitibi-Témiscamingue	R	0320-9509	Alternative pour elles	585 015 \$
	R	0329-6068	Mais. héberg."Le Nid" Val d'Or	502 716 \$
	R	0363-0415	Mais. Mikana	488 196 \$
	R	0573-7671	Maison. d'hébergement Équinoxe	421 567 \$
Total R-08 - Abitibi-Témiscamingue			4	1 997 494 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
QUESTION 6SS**

**Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté
Exercice financier & 2006-2007**

Agence	Membre (1)	No. organisme	Nom organisme	Total Maisons d'hébergement pour femmes
				2006-2007
R-09 - Côte-Nord	R	0403-8485	La maison, le coin des femmes	476 737 \$
	R	0461-4251	Maison l'amie d'elle	501 733 \$
	R	0469-9781	Maison des femmes Baie-Comeau	478 341 \$
	non-membre ⁽⁵⁾	0600-8494	Mais. Anita-Lebel (2 ^e étape)	63 884 \$
	non-membre	0630-6740	Mais. aide et héberg. Fermont	406 817 \$
Total R-09 - Côte-Nord				5 1 927 512 \$
R-10 - Nord-du-Québec	F	0459-2176	Maison d'hébergem. l'Aquarelle	518 112 \$
Total R-10 - Nord-du-Québec				1 518 112 \$
R-11 - Gaspésie-Iles-de-la-Made	F	0378-3560	Maison d'héberg. l'Orée Pabos	426 489 \$
	F	0411-9020	Le centre Louise-Amélie	487 274 \$
	F	0445-0664	Mais. héberg. L'Aid'elle	477 036 \$
	R	0473-8894	Maison aide et héb l'Accalmie	385 141 \$
	F	0505-4796	Mais. héberg. Émergence	477 037 \$
Total R-11 - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine				5 2 252 977 \$
R-12 - Chaudière-Appalaches	R	0298-5257	Havre des femmes	499 665 \$
	R	0338-3817	GITÉE INC.	511 490 \$
	R	0342-6194	La Jonction pour elle inc.	522 175 \$
	R	0359-6988	Havre Éclaircie	536 326 \$
Total R-12 - Chaudière-Appalaches				4 2 069 656 \$
R-13 - Laval	R	0306-6982	Maison le Prélude inc.	580 041 \$
	R	0539-6809	Maison l'Esther	518 904 \$
	R	0714-8265	Maison de Lina	216 220 \$
	non-membre		Bouclier d'Athéna, serv.famil.	R-06
Total R-13 - Laval				3 1 315 165 \$
R-14 - Lanaudière	R	0339-2412	Maison d'accueil La traverse	497 869 \$
	non-membre	0473-8936	Regroup'Elles	339 924 \$
	F	0493-9633	Regard en elle	508 777 \$
Total R-14 - Lanaudière				3 1 346 570 \$
R-15 - Laurentides	non-membre	0266-4399	Maison d'accueil le Mitan inc.	538 442 \$
	R	0339-2420	Ombre-elle, maison d'hébergem.	507 736 \$
	R	0384-1210	Maison d'Ariane	507 727 \$
	R	0384-7019	Passe r elle Hautes-Laurent.	507 740 \$
	F	0403-8469	Citad'elle de Lachute (La)	487 267 \$
Total R-15 - Laurentides				5 2 548 912 \$
R-16 - Montérégie	F	0241-2039	Accueil pour elle (L')	566 185 \$
	F	0402-9963	Carrefour pour elle	586 537 \$
	R	0304-7487	Clé sur la porte maison d'héb.	576 568 \$
	R	0603-7949	Héb.urg.viol.conj.Vaud.-Soul.	475 093 \$
	R	0339-2446	Horizon pour elle	535 638 \$
	R	0424-2491	M. d'hébergement la Re-Source	540 776 \$
	non-membre	0717-0079	Maison Alice Desmarais	510 197 \$
	F ⁽⁴⁾	0473-7409	Maison hébergement pour elles	
	F	0404-2735	Maison hébergement Simonne-M-C	484 765 \$
	R	0318-3381	Maison Hina inc.	525 914 \$
	F	0411-9715	Maison La Source du Richelieu	505 289 \$
	F	0371-4417	Pavillon Marguerite Champlain	545 814 \$
	F	0603-7170	Rés. Elle Haut St-Laurent	383 012 \$
Total R-16 - Montérégie				12 6 235 788 \$
R-17 - Nunavik	non-membre	0505-4804	Tungaasuvik (Kuujuaq)	400 000 \$
	non-membre	0251-4065	Tunnavik (Kuujuaaraapik)	250 000 \$
	non-membre	0606-2764	Iniitsiak (Salluit)	347 000 \$
Total R-17 - Nunavik				3 997 000 \$
Total du soutien régional aux maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté ⁽⁶⁾			109	52 769 732 \$
	F	0425-3399	Fédér. ress. d'héb. pour femm.	107 450 \$
	R	0282-3177	Regroup.prov. maisons d'héber.	152 459 \$
Total du soutien national aux regroupements des maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté			2	259 909 \$
Total du soutien régional et national aux maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté			111	53 029 641 \$

⁽¹⁾ R: Organismes membres du "Regroupement provincial des Maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugales"

F: Organismes membres de la "Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec"

⁽²⁾ Soutien imputé dans la catégorie "Maisons d'hébergement communautaire jeunesse" en raison d'une mission orientée vers les jeunes femmes

⁽³⁾ Organismes soutenus sous cette catégorie mais non reconnus au titre de Maisons d'hébergement

⁽⁴⁾ Fermeture de l'organisme en 2005-2006

⁽⁵⁾ Organismes offrant services de deuxième étape

⁽⁶⁾ Officiellement, 103 maisons d'hébergement sont reconnues aux fins du "Plan de développement de services des Maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale". L'écart entre les 109 organismes régionaux provient d'une part, de la région 17 (3) et, d'autre part, des trois organismes offrant des services de deuxième étape présentés ici à titre d'information.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 38- **Bilan des mesures appliquées en 2006-2007 pour sensibiliser les jeunes à la violence. Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2007-2008.**

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport répondra à cette demande.

Étude des crédits 2007-2008**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE****Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

- 39- **Sommes accordées en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, sous réserve d'approbation des crédits, des sommes accordées pour le soutien aux organismes communautaires oeuvrant auprès des hommes violents. Liste détaillée des organismes.**

En 2003-2004, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a versé une somme de 3 054 548 \$ aux 33 organismes communautaires qui interviennent auprès des conjoints violents. Cette somme inclut le financement de leur association nationale.

En 2004-2005, le MSSS a ajouté un montant de 1 M\$, portant ainsi leur financement à une somme totale de 4 054 548 \$.

En 2005-2006, le MSSS a versé une somme totale de 5 728 377 \$ à ces organismes.

En 2006-2007, le MSSS a versé une somme totale de 5 821 092 \$.

Concernant les prévisions pour 2007-2008, selon les renseignements obtenus auprès du MSSS, ce dernier prévoit verser une somme de 5,95 M\$.

Voir ci-joint la liste des organismes intervenant auprès des conjoints violents et leur financement.

Organismes intervenant auprès des conjointes ayant des comportements violents

Agence	Nom de l'organisme	
1	Contre toutes agressions conjugales (C-TA-C) Trajectoires hommes du KRTB	
2	Cran... d'Arrêt Association canadienne pour la santé mentale - Programme Cou-Rage Groupe d'aide aux personnes impulsives (G.A.P.I.) Service pour les hommes impulsifs de Charlevoix	
4	Halte Bois-Francs. Homme Alternative L'Accord Mauricie inc. Halte Drummond	
5	Seuil Estrie	
6	Pro gam S.A.C. service d'aide aux conjoints Option: alternative violence conjugale	
7	L'Impact - Rivière Gatineau Donne-toi une chance Service d'aide et de traitement en apprentissage social	
9	Papiplus inc. Centre entraide hommes 7-Rivières	
11	Interface Baie des Chaleurs	
12	D'hommes à hommes Vivre sans violence SAHARA, Service d'aide aux hommes du littoral exerçant de la violence conjugale Entraide masculin Côte-Sud	
13	CHOC (Carrefour d'hommes en changement)	
14	Centre d'aide aux hommes de Lanaudière (CAHO)	
15	Paix (Programme d'aide et d'intervention) A.C.C.R.O.C. (Accueil collectif des conjoints en relation oppressante et colérique)	
16	Après-coup Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska AVIF (Action sur la violence et intervention familiale) Via l'Anse Maison Le Passeur Entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu	
National	A cœur d'homme	
Total 2003-2004		3 054 548 \$
Ajout en 2004-2005		1 000 000 \$

** Des sommes pour des ententes spécifiques, des projets ponctuels ou de l'indexation peuvent également avoir été versées.

Liste revue et corrigée et approuvée par l'organisme «À cœur d'hommes» le 2 juin 2004

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 40- **Bilan des mesures de soutien pour les mères adolescentes et ventilation des sommes qui y sont rattachées pour 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.**

Ce dossier relève de la compétence du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et, dans certains cas, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ou du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

Des renseignements sur le soutien aux adolescentes enceintes et aux jeunes parents sont déposés sur le site Internet du MSSS à l'adresse :

http://www.msss.gouv.qc.ca/sujets/prob_sociaux/grossesse_adolescence.html

- Des services destinés spécifiquement aux jeunes parents sont disponibles dans l'ensemble des Centres de santé et de services sociaux (CSSS) au Québec.

Ce soutien aux jeunes parents est offert dès la 12^e semaine de grossesse et se poursuit de façon intensive jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de cinq ans.

- Depuis le début de l'implantation du programme de soutien aux jeunes parents, en 2002, plus de 4000 jeunes familles reçoivent des services.
- Le MESS, le MSSS et l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux ont uni leurs efforts afin d'offrir une aide financière aux adolescentes enceintes en situation de dénuement qui bénéficient des services de soutien aux jeunes parents mais qui ne peuvent compter sur aucune ressource financière pour répondre à leurs besoins.
- Le MSSS investit environ 26 M\$ de façon récurrente afin de soutenir les jeunes parents.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 41- Copie de tous les documents relatifs aux grossesses précoces produits en 2006-2007.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a déposé sur son site Internet une information fort pertinente concernant la prévention des grossesses à l'adolescence à l'adresse suivante :

http://www.msss.gouv.qc.ca/sujets/prob_sociaux/grossessesadolescence.html

Les thèmes abordés sont :

- La grossesse à l'adolescence : des chiffres (dont ceux officiels pour 2003)
- Les répercussions de la grossesse à l'adolescence
- Le rôle du jeune homme
- Résistances à l'utilisation de la contraception
- Les difficultés liées à la contraception
- Les mythes entourant la grossesse et la contraception
- Les interventions (dont les investissements du MSSS)
- La promotion de comportements sains et sécuritaires et la prévention des grossesses à l'adolescence
- Les services généraux de première ligne
- Le soutien aux adolescentes enceintes et aux jeunes parents
- Les ressources et divers liens informatifs.

La grossesse à l'adolescence : des chiffres

De 1980 à 1992, au Québec, le taux de grossesse des adolescentes a connu une hausse moyenne de 4 % par année. De 1992 à 1998, le taux de grossesse chez les jeunes filles de 14 à 17 ans est resté stable – entre 19 et 20 pour mille adolescentes, avant de diminuer pendant les cinq années suivantes pour s'établir à 13,6 pour mille adolescentes en 2005. Des données plus récentes ne sont pas actuellement disponibles.

Les interventions

De nombreuses actions sont menées par le réseau de la santé et des services sociaux, tant au niveau provincial, régional que local en collaboration avec des partenaires, dont ceux du réseau de l'éducation. Elles visent les objectifs suivants :

- promouvoir des comportements sexuels sains et sécuritaires et prévenir les grossesses chez les adolescentes;
- offrir du soutien au moment de la prise de décision concernant l'issue de la grossesse;
- soutenir les jeunes parents.

Actions conjointes du ministère de la Santé et des Services sociaux
et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- L'approche *École en santé* : en implantation dans toutes les régions du Québec.

L'éducation à la sexualité s'effectue, pour une bonne part, par l'intermédiaire de l'école, notamment dans le contexte des interventions menées selon l'approche *École en santé*. Une attention particulière est apportée auprès des jeunes à risque.

- En 2004-2005, le MSSS a investi 4 M\$ aux services préventifs qui s'adressent aux jeunes d'âge scolaire.
- Un montant de 11 000 \$ sert à produire et diffuser le magazine *Ça s'exprime*, en collaboration avec le Département de sexologie du Québec à Montréal pour habiliter, entre autres, le personnel enseignant à mener des interventions d'éducation à la sexualité.
- Un document *L'éducation à la sexualité* dans le contexte de la réforme de l'éducation, publié en 2003, aborde notamment le respect de soi, la vie affective et amoureuse, les relations égalitaires et la prévention de l'exploitation sexuelle. En 2006-2007, en plus de présentations lors de différents colloques, 19 sessions de formation se seront tenues dans les différentes régions du Québec, en lien avec ce document.
- Des services cliniques jeunesse existent dans presque toutes les régions du Québec et elles sont mises en place par les centres de santé et de services sociaux, en collaboration étroite avec le milieu scolaire et les organismes du milieu.
- Le MSSS a consenti un montant de 200 000 \$ pour soutenir la production et la diffusion de différents outils de sensibilisation axés sur l'éducation à la sexualité des jeunes (vidéocassette, pièce de théâtre, mise en place du site Élyza par l'Université du Québec à Montréal pour répondre aux questions des internautes sur la sexualité et en collaboration avec Tel Jeunes.
- Le MSSS a consacré environ 8,5 M\$ en vue d'accroître les services sociaux à la jeunesse, au cours des deux dernières années dans les services généraux de première ligne dont le soutien au développement des adolescentes et adolescents, la consultation psychosociale et l'intervention en situation de crise.
- Le MSSS a aussi implanté en 2003 un programme d'accessibilité élargie dans les pharmacies à la contraception orale d'urgence (COU). En 2004, l'investissement a été de 525 510 \$. Dans, 17 % des cas, les services rejoignent les adolescentes de moins de 18 ans.
- Depuis avril 2005, dans certains territoires, les adolescentes québécoises peuvent s'adresser à des infirmières oeuvrant dans les CLSC et les milieux scolaire et communautaire pour obtenir une prescription de contraception orale (anovulants) pour une période temporaire de trois mois. En janvier 2007, le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et l'Ordre des pharmaciens du Québec ont rendu public un modèle d'ordonnance collective de contraception hormonale à l'intention de l'infirmière et du pharmacien. Ce modèle permet que les adolescentes en bonne santé aient accès, pour une période maximale de six mois, à la contraception hormonale en pharmacie communautaire, partout au Québec, sans visite préalable à un médecin. Par la suite, l'adolescente aura six mois pour consulter un médecin et obtenir une ordonnance individuelle. L'implantation de ce modèle à la grandeur du Québec est prévue de 2007 à 2009. Une formation des infirmières et infirmiers en soutien à cette implantation sera offert dès l'automne 2007 dans toutes les régions du

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Québec. Les répercussions positives seront de diminuer les grossesses non désirées et les interruptions volontaires de grossesse (IVG) chez les adolescentes, ainsi que de profiter des liens de confiance pour les éduquer à une sexualité préventive.

De plus, les adolescentes ont accès, comme toutes les femmes du Québec, aux services d'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Le taux d'IVG chez les adolescentes est en baisse constante depuis 2000. En 2005, le taux d'IVG était de 10,1 pour 1000 adolescentes alors qu'il était de 14,0 pour 1000 en 2000. Les taux des années antérieures sont les suivants : 11,2 en 2004, 12,4 en 2003, 12,8 en 2002 et 13,8 en 2001.

Depuis 2001, le MSSS alloue un montant de 2,7 M\$ récurrent pour assurer les services d'IVG.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 1- Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007.

Voir réponse question 9, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'aile parlementaire du Parti québécois**

- 2- Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :
- a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Voir réponse question 10, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'aile parlementaire du Parti québécois**

- 3- Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat pour les trois dernières années et prévisions des besoins d'effectifs pour 2007-2008.

Voir réponse question 14, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 4- Liste des effectifs du Conseil du statut de la femme ventilés par région pour les trois dernières années et prévisions pour 2007-2008.

Non pertinent.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 5- Nombre total de juges au 31 mars 2007 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.

Voir réponse question 18, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'aile parlementaire du Parti québécois**

- 6- Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conseils régionaux de développement (avant leur abolition), aux conférences régionales des élus, dans les commissaires scolaires et dans les conseils municipaux.

Voir réponse question 19, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 7- Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2006-2007. Cibles visées pour 2007-2008.

Voir réponse question 20, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 8- Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints dirigeants d'organismes pour l'année 2006-2007.

Voir réponse question 21, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 9- Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'ADS s'est appliquée en 2006-2007. Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'ADS. Résultats de cette analyse.

Voir réponse question 23, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 10- Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.

Voir réponse question 24, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 11- Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2006-2007 et bilan détaillé par catégorie d'action des dépenses liées au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Dépenses en publicité sur la violence conjugale pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 et nom de la publicité.

- Documents relatifs à la violence conjugale :
 - Réédition du Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale – Volet autochtone – version française (annexe 1);
 - 2^e phase de la campagne de sensibilisation en matière de violence conjugale sur le thème « Ne restons pas silencieux devant un crime. La violence conjugale est inacceptable. S.OS. Violence conjugale », novembre-décembre 2006 (annexe 2);
 - Rapport de recherche *Post-test violence conjugale*, Ipsos Descarie, janvier 2007, 36 pages (annexe 3);
 - 3^e phase de la campagne de sensibilisation en matière de violence conjugale sur le thème « La violence conjugale est un crime. Point final », mars-avril 2007 (annexe 4);
 - Rapport de recherche *Post-test violence conjugale*, Ipsos Descarie, mai 2007, 41 pages (annexe 5);
 - Présentation power point au Colloque international sur la violence faite aux femmes, CRI-VIFF, octobre 2006 (annexe 6);
 - Table ronde sur la violence faite aux femmes et les politiques du gouvernement du Québec en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle en présence de la Reine Sylvia de Suède, Québec, octobre 2006 (annexe 7).
- Campagne de sensibilisation *NON-violence conjugale*, phases 2 et 3 :

Total : 900 000 \$
- L'engagement gouvernemental en lien avec la réalisation de la campagne de sensibilisation sur la violence conjugale est complété. Une somme totale de 1,4 M\$ a été investie pour les trois phases de la campagne.
- Considérant le succès de la campagne de sensibilisation auprès du public (clip télé), il est probable que la troisième phase de la campagne sera rediffusée lors des journées d'action contre la violence faite aux femmes à l'automne 2007. Un montant de 500 000 \$ serait consacré pour cette quatrième phase.

*Annexes disponibles pour consultation
au Secrétariat de la commission des affaires sociales*

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 12- Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Voir réponse question 32, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'aile parlementaire du Parti québécois**

- 13- Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVAC pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Voir réponse question 33, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 14- Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2006-2007. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2007-2008 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2007-2008 en lien avec cette politique.

Voir réponse question 34, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 15- Ventilation détaillée des sommes accordées en 2006-2007 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2007-2008.

Voir réponse question 35, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'aile parlementaire du Parti québécois**

- 16- Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.

Voir réponse question 36, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 17- Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2006-2007. Ressources financières prévues pour 2007-2008. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Copie des critères de financement.

Voir réponse question 37, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

**Demande de renseignements particuliers
de l'aile parlementaire du Parti québécois**

- 18- Bilan des mesures appliquées en 2006-2007 pour sensibiliser les jeunes à la violence. Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2007-2008.

Voir réponse question 38, section 1.

Étude des crédits 2007-2008

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

- 19- Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Voir réponse question 32, section 1.